



Prs information

Bulletin interieur d'Information et d'Analyse

DOSSIER

LE PLAN ALGERIEN

- *Plan et nature de classe de l'Etat*
- *Bilan chiffré des 2 premières années*
- *Le 2^{ème} Plan Quadriennal ou le bonheur dans... 10 ans.*

**EN SUPPLEMENT: Choix de textes parus
dans EL JARIDA**

ACTUALITE

LES HYDROCARBURES : OU EN EST-ON ?

Page 29.

LE PROGRAMME SPECIAL DU TELAGH

" 33.

LES JEUNES : UNE SITUATION DRAMATIQUE

" 36.

TEMOIGNAGES SUR LA SITUATION EN ALGERIE

Pages 41 à 50.

REVUE DE PRESSE
du mois de

FEVRIER 1973

Page 3 à 28

Numero: 41

15 MAI 1973

WASHINGTON 31 MARS - REUTER

-- DES REPRESENTANTS DES ETATS - UNIS ET DE L'ALGERIE ONT DONNE SAMEDI LE FEU VERT A LA CONSTRUCTION DES PLUS IMPORTANTES INSTALLATIONS DU MONDE POUR LA PRODUCTION DE GAZ NATUREL LIQUEFIE A ARZEW. LA COMPAGNIE CHEMICAL CONSTRUCTION QUI PROJETTE DE CONSTRUIRE L'USINE ET LA FAIRE FONCTIONNER, A INDIQUE QUE LES TRAVAUX DEBUTERAIENT AUX ALENTOURS DU PREMIER MAI.

-- EN MEME TEMPS, A ETE SIGNE UN ACCORD DE PRET ENTRE LA BANQUE AMERICAINE EXPORT-IMPORT ET LA SOCIETE PETROLIERE NATIONALE ALGERIENNE SONATRACH.

LA BANQUE AMERICAINE FINANCERA UNE PARTIE DE LA CONSTRUCTION DU COMPLEXE D'ARZEW PAR UN PRET DE 157 MILLIONS DE DOLLARS APPROUVE LE 27 MARS. ELLE A EGALEMENT ACCEPTE DE GARANTIR UN PRET DE LA FIRST NATIONAL CITY BANK OF NEW YORK ET D'AUTRES BAILLEURS DE FONDS AMERICAINS POUR LA MEME SOMME ET UN AUTRE PRET NON AMERICAIN DE 52 500 000 DOLLARS. DE SOURCE BANCAIRE AUTORISE, ON ESTIME A 402 MILLIONS DE DOLLARS LE COUT DU MATERIEL AMERICAIN POUR LE CHANTIER.

-- LE COMPLEXE D'ARZEW COUTERA QUELQUE DEUX MILLIARDS DE DOLLARS. LE GAZ NATUREL DU GISEMENT DE HASSI R'MEL SERA LIQUEFIE DANS LES SIX UNITES D'ARZEW PUIS ACHEMINE PAR UNE FLOTTE DE NEUF PETROLIERS VERS LA COTE EST DES ETATS-UNIS OU IL SERA A NOUVEAU GAZEIFIE, PUIS UTILISE COMME CARBURANT INDUSTRIEL.

ON PENSE QUE LA PRODUCTION COMMENCERA EN AVRIL 1976 D'UNE MANIERE LIMITEE POUR ATTEINDRE SA PLEINE CAPACITE AU MILIEU DE 1977. LA QUANTITE JOURNALIERE D'ENERGIE PRODUITE ALORS A ARZEW SERA L'EQUIVALENT DE 49 000 TONNES DE CHARBON OU DE 200 000 BARILS DE PETROLE BRUT.

LA SOCIETE CONSTRUCTRICE, LA CHEMICAL CONSTRUCTION COMPANY EST UNE FILIALE DE LA SOCIETE ABROJET GENERAL CORPORATION, ELLE-MEME FILIALE DE LA SOCIETE GENERAL TYRE AND RUBBER COMPANY. LES AUTRES SOCIETES PARTICIPANT AU COMPLEXE D'ARZEW SONT LA EL PASO NATURAL GAS COMPANY QUI SE CHARGERA DU TRANSPORT, LA SOUTHERN NATURAL GAS COMPANY, LA CONSOLIDATED NATURAL GAS COMPANY ET LA COLUMBIA GAS SYSTEM QUI DISTRIBUERONT LE GAZ D'ARZEW AUX ETATS-UNIS.

AU FIL DES JOURS...

algerie

PENETRATION IMPERIALISTE

1er.2.73.

La banque Import-Export des U.S.A. a accordé un prêt de 2,4 millions de dollars (plus de 10 millions de DA) à la SONAREM pour *"financer l'achat aux Etats Unis de biens et de services"* destinés à la modernisation de la mine de plomb et de zinc d'El Abed, près de Tlemcen.

La Philadelphia National Bank accordera un autre prêt du même montant pour compléter le financement ; la SONAREM effectuant, pour sa part, un paiement comptant de 528 000 dollars sur le coût total de ces achats qui s'élève à 5,3 millions de dollars.

Nouvelles Economiques

Un accord entre la SONATRACH et le groupe Burmah Oil pour la fabrication de lubrifiants a été signé. Il porte sur l'assistance du groupe Burmah, ainsi que sur la fourniture de produits additifs.

Une nouvelle usine de liquéfaction de gaz naturel va être construite en Algérie à 80 km de l'Est d'Alger. Un avis d'appel d'offres international vient d'être lancé à cet effet par la Société nationale algérienne des hydrocarbures SONATRACH pour la conception, la réalisation, la fourniture d'équipements et la mise en route de cette usine, d'une capacité annuelle de 130 milliards de thermies, extensible à 210 milliards de thermies. Ce sera la quatrième usine du genre à être implantée en

Algérie, qui sera, dans quelques années, le plus important exportateur du monde de gaz liquéfié. La première usine, construite en 1963 par la CAMEL à Arzew, d'une capacité annuelle de 2 milliards de mètres cubes environ, fournit du gaz liquéfié à la Grande-Bretagne (un milliard de mètres cubes par an) et à la France (500 000 mètres cubes). La seconde usine qui vient d'être achevée à Skikda et dont la capacité annuelle est de quatre milliards de mètres cubes doit fournir du GNL essentiellement à la France. Sa production sera portée, au cours des quatre prochaines années à près de dix milliards de mètres cubes par an. La troisième usine de liquéfaction qui est encore à l'état de projet doit être construite à Arzew pour la livraison de quantités considérables de GNL aux Etats-Unis.

Le 6ème Colloque sur les "invisibles" (mouvement de capitaux non contrôlés) poursuit ses travaux. Dans son éditorial, El Moudjahid, a donné l'orientation générale qui porte sur la *"maximalisation des exportations et minimilisation de l'hémorragie des devises."* Au cours des séances il a été fait le reproche aux sociétés nationales de *"s'assurer toujours auprès d'organismes étrangers"*. Reproche on ne peut plus significatif ; les sociétés nationales, assises du capitalisme d'Etat manqueraient donc de confiance envers l'Etat lui-même puisque le domaine des assurances est un monopole de l'Etat algérien.

2.2.73.

Invité par le gouvernement algérien, René MAHEU est arrivé à Alger le 1er février. La presse algérienne lui a consacré une biographie et a publié de nombreux articles sur l'UNESCO. On apprend ainsi que

"130 experts de l'O.N.U. travaillent en Algérie pour 30 projets de formation de cadres techniques et scientifiques."

Il fait état aussi d'un projet expérimental d'alphabétisation et d'un projet cadre d'études de planification et organisation des activités éducatives et de formation.

Au cours de son séjour, M. MAHEU a eu des entretiens avec BOUMEDIENNE. En réponse à un exposé sur *"l'orientation de la politique algérienne en matière d'éducation et de formation"* présenté par Chérif Belkacem, il a conclu *"au nécessaire concours de l'UNESCO, en particulier dans le domaine culturel, recherche scientifique et formation professionnelle et formation de techniciens supérieurs."*

Ainsi, le directeur de l'UNESCO apporte ouvertement sa caution au régime auquel il promet que *"l'organisation de l'UNESCO participera à équiper en matériels scolaires et technologiques l'Algérie."* Il a, d'autre part, insisté pour que *"l'Algérie prévoit dans son 2^e Plan quadriennal un équipement en matériel ultra-moderne "nécessaire" (et très coûteux) que l'UNESCO lui conseillera de prendre et une orientation culturelle qu'elle éclairera aussi."*

Dans le cadre de la politique de coopération qu'elle compte entreprendre avec l'Algérie, l'UNESCO se chargera de *"l'alphabétisation fonctionnelle liée au développement et intégrée par ses motivations (rentabilisation) et aussi de la formation technique et de l'encadrement pédagogique par des spécialistes auprès des ministères."*

Toutes ces promesses, de la part de l'UNESCO, qui comblent sans doute de satisfaction les technocrates du régime, ne sauraient nous surprendre lorsqu'on sait le rôle de cet organisme en tant qu'instrument de la pénétration impérialiste en Algérie. Organisme des Etats-Unis, donc au service des Etats-Unis, l'UNESCO a pour but de propager, sous couvert d'aide à l'éducation et à la formation, l'idéologie technocratique dans les pays dominés, ceci afin de consolider cette domination par l'éclosion de couches de technocrates corrompus au service de l'impérialisme.

L'UNESCO favorise la pénétration de capitaux et de biens d'équipements étrangers, notamment par la mise au point de projets concernant principalement la construction d'établissements d'enseignements.

Ainsi, le projet d'école nationale supérieure d'enseignement polytechnique d'Oran, a été pris en charge par l'UNESCO en ce qui concerne l'architecture et l'équipement et *"sera financé par un crédit de 500 millions de DA."*

MAHEU a, par ailleurs souligné que l'UNESCO *"était disposée à apporter tout son soutien au projet de création de plusieurs établissements d'enseignement polytechnique dont le financement pourrait être assuré par un prêt de la banque mondiale."*

L'Algérie et la Pologne ont signé un protocole d'accord sur la santé publique.

6.2.73.

Dans le cadre de la préparation de la prochaine conférence des ministres africains des finances qui se tiendra à Lusaka le 2 mai prochain, le président de la BAD (Banque Africaine du Développement) est arrivé à Alger. Rappelons que la BAD participe aux projets agricoles et d'infrastructures des pays membres. La BAD participe à la construction de la route transsaharienne, d'une laiterie à Annaba, à un projet agricole dans la plaine de la Bounamoussa et finance une étude de coopération dans le domaine de l'énergie entre l'Algérie et le Maroc. Cette banque dispose d'un F.A.D. (fonds d'aide au développement) qui prête des capitaux avec intérêt aux pays africains, capitaux devant servir à acheter des biens d'équipements qui coûtent de plus en plus chers à cause de l'inflation mondiale et de la crise monétaire.

Le président de la B.A.D. a déclaré : *"l'objet de la prochaine conférence est d'arriver à définir des attitudes communes des pays africains devant les fluctuations économiques ... surtout qu'à la réunion de la C.N.U.C.E.D. à Santiago du Chili, les pays africains ont fait montre de divergences."*

On remarquera de par cette mise au point sur la B.A.D., que cette banque africaine qui a investi en Algérie n'est à vrai dire qu'une officine des banques de l'impérialisme auxquelles elle sert à couvrir une pénétration déguisée.

8.2.73.

La C.N.A.N. lance une nouvelle ligne vers la Grande-Bretagne. Cette ligne régulière se *"justifie par l'accroissement des exportations de produits agricoles (alfa, primeurs, vins) de produits manufacturés, mais aussi - et surtout - par l'augmentation des importations de biens d'équipements."*

10.2.73.

Conférence internationale sur le "système engineering" prochainement à Alger du 27 au 31 mai 1973.

Le programme de la conférence comprendra trois sessions concernant chacune un domaine particulier du développement.

- 1ère session : Management et politique de développement.
2ème session : Services publics, planification urbaine et industrie
3ème session : Méthodologie, éducation et ressources humaines.

Accords Algéro-Espagnols

Les négociations algéro-espagnoles se sont déroulées à Alger du 6 au 8 février 1973. *"Elles ont abouti à la décision de réaliser en commun des projets de modernisation des réseaux de télécommunications en Algérie, de transformation du liège, de création d'un centre avicole et d'un marché d'intérêt national, ainsi que dans le domaine des matériaux de construction... Les délégations ont échangé des vues sur une vingtaine d'autres projets."*

15.2.73.

La société américaine "Tropical Gas" a annoncé qu'elle achètera du gaz à l'Algérie (butane et propane) .

Soulignons que la "Tropical Gas Company" a été créée en 1954 pour distribuer du gaz à plus de 500 000 clients dans la région des Caraïbes, en Amérique Centrale et au Venezuela. Ainsi, le gaz algérien sera redistribué dans les pays sous-développés d'Amérique Latine où il servira à consolider la domination de l'impérialisme yankee. (Nouvelles Economiques).

Des précisions viennent d'être fournies sur l'accord entre la SONACOME et les groupes allemands Deutsche Industrie-Anlagen GmbH (DIAG Berlin) et Class Harsco, producteur de moissonneuses-batteuses.

C'est une commande de 89 millions de deutschmarks (125 millions de DA) pour l'aménagement d'une fabrique à Bel-Abbès.

La DIAG construira les installations et s'occupera du financement, tandis que le groupe CLAAS fournira les procédés technologiques.

Cette usine entrerait en production en 1976 pour produire 500 moissonneuses-batteuses, 1850 épandeurs d'engrais, 6000 appareils pour la protection des plants

et 5000 appareils pour le labour des terres. Cette usine devrait employer 1000 ouvriers. (El Moudjahid du 13.1.73. donnait 1800).
(Nouvelles Economiques).

Nous avons ici un bel exemple de la "coopération" entre l'impérialisme allemand et la bourgeoisie algérienne. Cette usine sera fournie "clefs en main", c'est-à-dire qu'elle sera entièrement intégrée au marché capitaliste (Allemagne de l'Ouest) qui exporteront au prix fort la technologie, les équipements, au lieu d'exporter les produits finis. Ils sont assurés de bénéficier de conditions avantageuses du point de vue infrastructure, main-d'oeuvre et garantie de débouchés (élimination de la concurrence). L'impérialisme a tout intérêt à ce genre de contrats, car, de plus en plus il est garanti contre tout risque, le financement étant réalisé par des prêts faits à l'Etat algérien et donc remboursables avec des intérêts qui viendront s'ajouter aux profits normaux !

Une banque d'affaires londonienne "Lazard Brothers" a accordé un prêt de 350 000 livres sterling (3 500 000 DA) à la SONATRACH pour couvrir 85 % du coût en devises d'un achat d'expertise dans le cadre de la construction du complexe pétrochimique de Skikda. Cette expertise sera fournie par le bureau d'experts-conseils britannique Chem Systems. (Nouvelles Economiques).

Ici, nous avons un exemple d'une des formes les plus pernicieuses du pillage impérialiste : la vente de services (ou prétendu tels). Des sommes considérables sont dépensées pour payer les services de bureaux d'études, de bureaux d'avocats de conseils, d'experts en tous genres, de contre-experts, de contre-études ... qui vendent du papier aux bourgeoisies locales (ce qui ne les empêche pas de se faire avoir quand même !).

Cette vente de produits "immatériels" est devenue tellement rentable que ce genre de sociétés se multiplie un peu partout. Les Soviétiques ont eux aussi créé des bureaux d'études qui exportent leurs services et c'est aujourd'hui classique de s'adresser à un bureau occidental et aux Soviétiques pour le même projet.

A l'occasion de la "Semaine verte" de Berlin-Ouest, les autorités algériennes ont jugé que les exportations de produits

agricoles à destination de l'Allemagne de l'Ouest étaient très insuffisantes. (Alors que le ministre marocain de l'agriculture se félicitait, à cette occasion de l'accroissement des exportations marocaines en République Fédérale Allemande). (Nouvelles Economiques).

La "Southern Natural Gas Company" (américaine) de distribution de gaz, annonce qu'elle vient de conclure un accord pour l'achat de 100 millions de pieds cubes par jour de gaz naturel liquéfié à El Paso, compagnie qui l'achètera à la SONATRACH après accord des gouvernements.

Au terme d'un accord FIAT-SONACOME cette dernière va acheter 500 tracteurs à chenilles. C'est le deuxième achat de ce genre. Le premier remonte au mois de juillet dernier.

16.2.73.

L'Algérie participera à l'exploitation du minerai de fer de Guinée. Une conférence constitutive de société mixte d'exploitation du minerai de fer de la Guinée a eu lieu les 3, 4 et 5 février à Conakry. L'Algérie y a participé en tant que membre de cette société. En fait, cette société comprend en plus des cinq pays africains qui sont : la Guinée, l'Algérie, le Zaïre, le Nigéria et le Libéria, des sociétés étrangères: Nichiwen (Japon) ; Cofei (Espagne) ; Rudis (Yougoslavie) ; Nippon-Ki (Japon) agissant en qualité d'ingénieurs-conseils ; Traction-Electricité (Belgique) et la Lamco Joint Ventuve, exploitant actuellement le versant libérien du Mont Winke (même gisement). La charte prévoit l'admission d'autres partenaires et le Japon n'a pas manqué d'inviter tous les actionnaires à la signature solennelle de l'acte de cette société mixte à Tokyo, le 5 avril prochain. A propos de cette création de société mixte appelée "MIFERGUI" (Minerai de fer de Guinée) *"elle est un pas en avant dans la coopération africaine et sera matérialisée par l'acquisition d'actions à définir de commun accord et par l'engagement à souscrire des contrats d'achat de minerai à long terme (dix ans)"* a déclaré le ministre guinéen.

17.2.73.

La SONATRACH a confié les principales responsabilités techniques et la construction du complexe pétrochimique de Skikda à trois sociétés étrangères : Toyo Engineering (Japon) ; Sham Progetti (Italie), Chem Systems (Angleterre). Fabrication de chlorure de polyvinyle, de soude caustique, de chlore d'éthylène. Coût : 900 millions de francs français. (Jeune Afrique).

El Moudjahid signalait dans son numéro du 6 février que la construction du nouveau port pétrochimique de Skikda a été confié à des sociétés allemandes (R.F.A.) et Espagnoles. Devenue à son tour "pôle d'industrialisation" et donc de sous-développement, la petite ville de Skikda compterait déjà plus de 12 000 chômeurs (chiffre donné par l'APC de Skikda à la VIIème conférence nationale des A.P.C.).

Délégation économique du ministère des Affaires Etrangères à Moscou

A l'occasion de la réunion préparatoire de la 3ème session de la commission permanente algéro-soviétique sur la coopération économique, scientifique et technique, une délégation économique du ministère des affaires étrangères s'est rendue à Moscou. De leur côté, les "représentants des organisations de commerce extérieur de l'Algérie ont discuté au ministère soviétique du commerce extérieur des questions qui les intéressent."

18.2.73. Afrique-Asie

Avec le récent contrat signé entre la SONATRACH et un consortium européen, les livraisons de gaz algérien à l'Europe totaliseront 19,5 milliards de mètres cubes par an. Les autres pays fournisseurs de l'Europe sont l'U.R.S.S. avec des contrats totalisant 15,9 milliards de mètres cubes par an et la Lybie avec un total de 3,5 milliards de mètres cubes par an.

Des conversations se poursuivent entre la SONATRACH et des sociétés gazières suisses et autrichiennes pour la fourniture de gaz naturel algérien à la Suisse et à l'Autriche.

Tableau résumé des contrats portant sur la fourniture de gaz algérien à l'étranger.

<u>ACHETEURS</u>	<u>Milliards de m3/an.</u>	<u>Durée</u>	<u>Date de démarrage des exportations</u>
A. Sociétés Européennes			
British Methane	1	15 ans	1964
Gaz de France	0,5	15 ans	1964
Gaz de France	3,5	15 ans	1972
Gas Natural SA	1,5	15 ans	1974
Consortium Européen	13	20 ans	1977/1978
 Sous-total	 19,5		
B. Sociétés Américaines			
Distrigas	0,436	20 ans	1971
Distrigas	1,2	20 ans	1975
El Paso Natural Gas	10	25 ans	1975/1976
El Paso Natural Gas	10	25 ans	1975/1976
Eascogas	6	22 ans	1975/1976
Panhandle Eastern Pipe-Line	4,5	20 ans	1979
 Sous-total	 32,136		
 <u>TOTAL GENERAL</u>	 51,636 =====		

18-19.2.73.

ALEX DOUGLAS HOME, ministre des Affaires Etrangères britannique a fait une escale technique à Alger pendant laquelle il a été accueilli par YAKER, ministre du Commerce, par l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Alger et de hauts fonctionnaires du ministère algérien des Affaires Etrangères.

Le ministre tunisien de l'économie a procédé avec YAKER à la signature d'un accord commercial à long terme (trois ans) qui portera dorénavant le volume des échanges commerciaux Algérie-Tunisie de 50 à 300 millions de DA.

22.2.73.

La SONACOME vient de signer des contrats d'achat de véhicules avec :

- Fiat (Italie)
- Daccia Pettesti (Roumanie)
- Wolkswagen (République Fédérale Allemande)

- Citroën (France)
- Renault (France)

Aucune précision n'est donnée.

24.2.73. - Jeune Afrique

Air Algérie : La compagnie est née en février 1963, grâce au rachat de 51 % des actions à AIR FRANCE. Elle dispose aujourd'hui d'une flotte qui comprend :

- 5 Nord 262
- 4 Convair 640
- 6 caravelles
- 4 BOEING achetés en 1972.

L'achat de deux BOEING supplémentaires est prévu pour 1973, de même que l'extension du réseau au Liban, l'Arabie Séoudite, le Nigéria et le Congo.

La compagnie aurait transporté 800 000 passagers au cours du dernier trimestre 1972.

26.2.73.

D'où viennent les capitaux ?

Très souvent, le pouvoir prétend qu'aucun sou étranger n'est investi en Algérie, flattant ainsi le nationalisme

des concitoyens et, se donnant à bon compte, un brevet d'anti-impérialisme. En fait, les sociétés nationales, les banques nationalisées sont seulement des ouvertures pour la pénétration étrangère comme en témoigne cette annonce dans El Moudjahid.

Le présent avis est publié à titre d'information seulement.

Février 1973

BANQUE NATIONALE D'ALGERIE

U. S. \$ 20.000.000

à 10 ANS

mis en place par

SOCIETE GENERALE (PARIS)

et accordé par

BANCA COMMERCIALE ITALIANA (FRANCE)

BANCO DO BRASIL S.A.

BANK OF MONTREAL

BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD

BANQUE EUROPEENNE DE CREDIT A MOYEN TERME

BANQUE FRANCO-ARABE

D'INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

CREDITO ITALIANO

EUROPEAN ARAB BANK

HAMBROS BANK LIMITED

MIDLAND BANK LIMITED

MITSUBISHI BANK LIMITED

SOCIETE GENERALE (PARIS)

THE ROYAL BANK OF CANADA (FRANCE)

Ces fonds sont alors "placés" par la B.A.D. à des taux intéressants comme en témoigne cette publicité !



**LA B. A. D.
EST UNE INSTITUTION
CHARNIERE DANS
LE FINANCEMENT
DU DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE
DE L'ALGERIE**

26.2.73.

SKIKDA : L'usine de liquéfaction de gaz naturel installé à SKIKDA aura nécessité un investissement premier de près de 900 millions de DA depuis sa mise en chantier depuis 1968. Le résultat au niveau de l'emploi : 414 employés dont 248 (plus de la moitié) sont cadres et agents de

APPAREILS REPRESSIFS

3.2.73.

BENYAHIA a représenté l'Algérie aux funérailles de Amilcar CABRAL à Conakry. A cette occasion, il a fait une déclaration tapageuse comme il est de coutume dans la bourgeoisie algérienne. Aux révolutionnaires du P.A.I.G.C. et autres mouvements à ces funérailles, il a déclaré : *"ceux qui confondent la lutte révolutionnaire de tout un peuple pour son indépendance avec celles de leurs dirigeants n'ont rien compris aux mouvements révolutionnaires."*

Cette prise de position fracassante ne fera pas oublier ceux qui parlent le plus souvent des peuples et de mouvements révolutionnaires à l'extérieur, sont les plus acharnés défenseurs de l'ordre bourgeois chez eux, et la vague de répression lancée contre le peuple algérien en est le témoignage le plus frappant.

Révolution Africaine du 2 au 8.2.73.

Après avoir fait l'apologie de l'ANP, l'éditorial souligne les deux missions essentielles qui lui sont assignées :

- d'une part : *"défendre la patrie et la révolution contre nos ennemis tant à l'extérieur qu'à l'intérieur."* Il s'agit bien sûr des ennemis du régime et, de ce point de vue, l'ANP aura fort à faire compte-tenu de l'hostilité généralisée vis à vis du pouvoir.

- d'autre part : *"participer activement aux côtés des travailleurs, des fellahs, des intellectuels révolutionnaires engagés à la dure bataille de l'édification et du développement."*

Il est vrai que l'armée a un rôle économique en Algérie. mais ce n'est nullement dans le but d'édifier le pays, mais seulement dans celui d'accroître les profits de la bourgeoisie. L'armée constitue en effet une réserve de main-

maîtrise des services techniques ; 60 administratifs (cadres et agents) et 414 agents d'exécution de service technique. On voit bien que l'industrialisation du pouvoir ne crée pas d'emploi, C'est pourquoi on voit mal comment les millions de chômeurs dont le nombre augmente sans cesse pourront être employés si l'orientation actuelle est maintenue.

d'oeuvre forcée de travailler gratuitement ou quasi-gratuitement tant dans le cadre des coopératives de l'armée (DNC-ANP par exemple) que dans celui du service national (route transsaharienne). En attendant, le lot des chômeurs grandit.

5.2.73.

Le Séminaire sur l'Assemblée des Travailleurs de la S.N. METAL poursuit ses travaux. Il a été question de *"définir et de clarifier le sens de la charte de gestion socialiste des entreprises et le rôle de chaque instance,"*

6.2.73.

La commission nationale de la gestion socialiste des entreprises a tenu une réunion en vue de préparer le prochain congrès de l'UGTA. Elle a entre autre examiné un projet de décret relatif au patrimoine de l'"entreprise socialiste" :

- critères de gestion et contenu de ce patrimoine. A ce propos, la commission a révisé l'article 2 alinéas a, b, c, de la charte et a précisé que l'Etat restait seul propriétaire de tous les biens mis à la disposition de l'entreprise,

- le code du travail des "entreprises socialistes" est remplacé par un statut des travailleurs.

11-12.2.73.

Création d'une fédération des organisations des colonies de vacances d'Algérie. C'est tout le problème des jeunes qui est abordé en ces termes : *"la situation des jeunes est négative, ils ne savent à quoi s'accrocher,"*

16.2.73.

4ème congrès de l'U.G.T.A.

Une campagne d'explication vient de commencer. Elle se fera en quatre phases qui permettront au pouvoir de prendre la tempé-

rature du syndicat du niveau local ou pré-congrès. Le pouvoir redouble de vigilance car les luttes syndicales se sont très développées depuis le 3ème Congrès et atteignent actuellement un niveau très élevé. Le pouvoir a déjà commencé ses grandes manœuvres. C'est ainsi qu'il vient d'inviter les comptables et agents experts à se regrouper en union nationale (annonce faite dans El Moudjahid), alors que près de 600 marins du port d'Alger protestent parce qu'ils sont groupés en une corporation et travaillent sans statut. (Lettre de lecteur).

Préparation du 4ème Congrès de l'U.G.T.A.
La préparation en est toujours à sa première phase, c'est-à-dire l'explication du contenu du congrès. Des séances ont lieu à travers les grandes villes au niveau des unions territoriales. Le pouvoir entend tater le terrain avant de donner le feu vert. Rappelons que le troisième congrès n'a pu se tenir que par une "organisation" qui a éliminé tous les contestataires et notamment les représentants des travailleurs les plus démunis,

Une délégation des KOMSOMOL (Jeunesse soviétique) a été reçue par MESSAEDIE responsable de l'orientation et l'information du F.L.N. Elle visite l'Algérie depuis le 13 février sur invitation de la J.F.L.N.

24.2.73.

U.G.T.A. : 17ème anniversaire -

Après un rappel du passé révolutionnaire de l'U.G.T.A. qui avait établi le lien étroit entre la lutte syndicale et la lutte politique, l'article passe sans aucune transition au 17ème anniversaire puis à la préparation du 4ème congrès. Aucun mot n'est dit sur les lendemains immédiats de 1962 et du 1er congrès. Dans notre pays, les officiels ont la mémoire courte ou plutôt la mémoire sélective ... ils oublient tout ce qui peut les gêner!

U.G.T.A. : la charte socialiste des Entreprises

Il a été question, non de la charte elle-même, mais du moyen mis en oeuvre par le pouvoir pour "sensibiliser" les ouvriers. C'est ainsi que le collège syndical qui se devrait d'être un lieu de formation syndicale et politique de vient un lieu où le pouvoir intoxique de manière suivie les délégués syndicaux, lesquels devront à leur tour diffuser dans la base les idées qu'ils

auront reçues.

27.2.73.

U.G.T.A. : 4ème congrès

La commission nationale de préparation du 4ème Congrès a été installée le 21 février. A leur tour, quatre sous-commissions viennent d'être installées. Le 4ème Congrès a été au centre des discussions et des préoccupations : *"Le congrès, a dit Belkacem Chérif, doit se tenir dans des conditions normales. Au sein de l'U.G.T.A., doivent régner l'unité et l'unicité."*

Le problème de fond a été souligné, problème relatif au texte de l'ordonnance 71-73. Il dira que l'expression *"L'ensemble des travailleurs doit voter"* sera remplacée par *"L'ensemble des travailleurs doit être syndiqué."*

27.2.73.

Préparation d'une charte pour l'organisation de la jeunesse -

Le pouvoir, devant les multiples problèmes que soulève la jeunesse, veut entreprendre de l'organiser pour bien la contrôler après maintes tentatives et maints échecs : *"Au cours des années précédentes, des commissions se sont succédées maintes et maintes fois. Mais, il n'en sortait rien. A ce jour, aucun travail sérieux n'est entrepris en direction de la jeunesse pour la mobiliser."* Comment se caractérise la situation actuelle de la jeunesse. Laissons à El Moudjahid le soin de répondre : *"la situation actuelle de démobilisation ne permet pas"* de faire jouer à la jeunesse un rôle historique. Et, il conclut bien sûr : *"la jeunesse doit être organisée."*

Le pouvoir parle de mettre en place *"un mouvement de jeunesse socialiste algérienne"* (qui rappelle celle de la R.A.U.) et qui sera *"un mouvement unique, fondé sur la différenciation des tranches d'âge et des milieux d'activités démocratique et ouvert à tous, organiquement lié au parti avec comme structure : l'assemblée de base avec deux secteurs :*

- les pionniers de 8 à 16 ans
- les jeunes socialistes de plus de 16 ans
- l'assemblée communale des jeunes
- l'assemblée de wilaya
- le congrès élu directement par les assemblées communales de la jeunesse, désigne en son sein un conseil national de la jeunesse qui assume la direction qui se dote d'un comité exécutif national.

SYNDICAT NATIONAL DE LA SECURITE SOCIALE

Prévu au 3ème Congrès de l'U.G.T.A., le syndicat national de la sécurité sociale vient de vider les fonds de tiroir à la veille de la tenue du 4ème Congrès.

La première conférence ouvre ses travaux "au premier rang de ses propositions figurent entre autres l'unification des divers régimes de sécurité sociale, la promulgation du code algérien du travail, l'unification des allocations familiales et des régimes de retraite, la création d'une convention collective du régime algérien et de sécurité sociale et le droit à la santé et aux médicaments gratuits à la population." Remarquons que, depuis l'indépendance, le pouvoir a soigneusement mis aux oubliettes le problème de la sécurité sociale. Notons, d'autre part, que la commission n'inscrit pas à son ordre du jour les problèmes d'assurance et de sécurité sociale pour les familles des travailleurs émigrés.

REPRESSION

Face à la recrudescence du "banditisme" et à l'insécurité qui s'installe dans tout le pays, le pouvoir a recours à une répression violente exercée essentiellement contre les jeunes. Durant le mois de février, de nombreuses arrestations ont été opérées dans les villes d'Algérie et, ceci, pour des motifs pratiquement identiques : vol, attaque à main armée, port d'armes blanches et armes à feu, outrages à agent, émigration clandestine, etc ..

- 31.1.73. Arrestation d'un groupe de jeunes dont la moyenne d'âge ne dépasse pas 19 ans.
- 1.2.73. Interdictions de séjour prononcées contre des jeunes.
- 3.2.73. 20 présentations au parquet : il s'agit surtout de jeunes adolescents de 16 ans. 1 condamnation à mort.
- 5.2.73. Arrestation de 4 hommes appartenant à une bande armée à Remchi (Béni-Saf).
- 10.2.73. 30 personnes ont été arrêtées à Alger.
Répression à Ouargla.
- 21.2.73. Assassinat du caissier de l'hôtel "Alger" à Annaba.

DOMINATION IDEOLOGIQUE

1er ... / 3.

Un séminaire sur la pensée islamique

se tiendra à Tizi-Ouzou du 10 au 20 juillet 1973 et portera sur la législation musulmane, sur le rôle des missionnaires chrétiens, sur les dangers dans l'émigration et sur les mass-média (radio-télévision-cinéma, etc ...).

8.2.73.

"REVOLUTION AFRICAINE"

Le Secrétariat national de la J.F.L.N. a publié une déclaration sur le volontariat. La jeunesse est appelée au nom de la "solidarité nationale" à se mobiliser ... dans le cadre du volontariat pour "*l'explication des textes de la révolution agraire, la construction de villages agricoles et de coopératives, la campagne de reboisement ou d'hygiène etc ...*" En fait, "*c'est toute une fresque de transformations qui se dessine, faite de pure volonté et de prise de conscience ...*" Il s'agit donc de participer à l'édification du pays. C'est, du moins, ce que l'on veut faire croire aux jeunes pour les inciter à se mobiliser. Pourtant, tel n'est pas l'objectif que le pouvoir recherche à travers le volontariat. La déclaration est, en ce sens, révélatrice. Le volontariat poursuit deux buts : "*but virtuel (qui ne sera pas réalisé) et immédiat de réalisations et d'édifications - but réel d'émulation et de continuité.*" C'est en effet là un objectif essentiel que de parvenir, par un bourrage de crâne approprié à "*opérer un changement radical des mentalités.*" Il s'agit de briser la combativité des jeunes, leur refus de la situation actuelle qui alimente leur hostilité au régime. Pour cela, il faut les embrigader et leur confectionner une mentalité de serviteur de ce même régime. De ce point de vue, le volontariat apparaît sous son véritable jour, c'est-à-dire comme un moyen de domination idéologique au service de la bourgeoisie. Dès lors, on comprend "*cette nécessité première d'élever le volontariat au niveau d'une institution de conception et d'action planifiée et coordonnée.*" BOUMEDIENNE a d'ailleurs donné des orientations en ce sens lors des débats des responsables de wilaya et de la commission nationale de la révolution agraire. Toutes les organisations (J.F.L.N., U.G.T.A., scouts musulmans et même U.N.F.A.) ont ainsi été mobilisées pour amener les jeunes à s'intéresser au volontariat. De nombreux discours exhortant au travail volontaire sont prononcés un peu partout. Mais tout ce tintamarre reste sans écho, favorable du moins, car les réactions hostiles se multiplient et la presse ne cesse de dénon-
cer "certains

(qui) ne croient pas à la nécessité du sacrifice et de la solidarité nationale pour l'impératif de la justice sociale. Ils préfèrent consacrer leur temps à singer leur comportement sur ceux des jeunes occidentaux qui n'ont plus d'idéal ..."

"Un tel comportement est nocif, terriblement négatif" lit-on dans Révolution Africaine du 15 février. Mais, ce qui inquiète la bourgeoisie, ce n'est pas le fait que les jeunes singent les occidentaux, c'est surtout leur absence de docilité. C'est cela que l'on essaie de briser par la répression et la propagande.

A l'occasion de la journée internationale de la femme, la conférence panafricaine des femmes vient de se tenir à Alger.

10.2.73.

Le conseil national de l'U.N.F.A. vient d'ouvrir ses travaux à Alger dans le cadre de la préparation du prochain congrès des femmes algériennes. A cette occasion, BOUMEDIENNE a déclaré : *"La révolution agraire peut elle être un facteur de libération de la femme ? C'est plus qu'un souhait, c'est une certitude."* Il invita de ce fait les femmes algériennes "à s'engager dans la bataille en arrachant leur participation ... aux maris réfractaires"

N'ayant pu obtenir l'adhésion des Algériens à la révolution agraire, voilà que le pouvoir tente sa chance auprès des femmes. Faut-il encore préciser qu'il s'agit des bourgeoises organisées dans l'U.N.F.A. et qui sont acquises, d'office, à la politique du régime.

19.2.73.

Football et pétrole

A l'occasion du 2ème anniversaire des nationalisations du pétrole algérien, la SONATRACH organisera un tournoi le jeudi 22 février. Les rencontres de football verront la participation de l'équipe Zénith de Moscou et Rapid de Bucarest,

Un moyen d'obtenir une participation de la foule à cette "fête" du pétrole.

POLITIQUE DU POUVOIR

3.2.73.

L'oléiculture en Algérie

A l'image de l'agriculture de l'Algérie, l'oléiculture se répartit en deux secteurs :

. un secteur sous-capitaliste (dit traditionnel) qui s'étend sur une zone couvrant les 90 % de l'olivette algérienne. C'est une oléiculture de subsistance surtout destinée à la production d'huile d'olive, soit 15 000 à 20 000 tonnes/an en moyenne et selon les saisons sèches ou humides.

. un secteur capitaliste intégré (dit moderne) qui s'étend sur une zone couvrant les 10 % qui restent. C'est une oléiculture industrielle destinée surtout à l'exportation de conserve d'olives (plaines du Sig et de Relizane : 20 000 tonnes/an).

Il existe en Algérie quelque 11 500 oliviers dont 39 % isolés sur une superficie de 100 000 ha.

Depuis l'indépendance, la production n'a cessé de tomber surtout dans le secteur dominé 19 à 13 000 tonnes/an d'olives. Le journaliste tente d'expliquer cette chute par le manque de techniques appropriées, cachant de ce fait, que la baisse de la production vient surtout du fait que les zones d'oléiculture sont des zones d'exode rural et d'émigration (Kabylie, Nord Constantine, Région de Sétif).

Ces trois dernières campagnes ont donné :

1970-1971 : exportations de l'ONAPO -

- en olives : 6540 t. Pays de l'Est
C.E.E.
11 millions de DA.

2590 t. écoulées en 1972.

- en huiles : 1261 t.
soit 3 800 000 DA.
150 t. pour l'intérieur.

1971-1972 : exportations de l'ONAPO.

Olives : 7252 t. = 12 500 000 DA.

5500 t. Pays de l'Est
1750 t. C.E.E.

1972-1973 : Exportations en cours

1135 t. Pays de l'Est

Jusqu'en février :

354 t. C.E.E.

La consommation globale de l'Algérie est estimée à 80 000 t. dont 15 000 proviennent de la production nationale et 65 000 tonnes qui sont importées.

Le but de cet article est de nous con-

vaincre que le recours à l'importation est dû au fait que le secteur traditionnel qui est important n'est pas rentable parce qu'il se trouve entre les mains de petits paysans et petits propriétaires qui ne s'intéressent pas tellement à l'oléiculture. Si cela dure, la situation sera catastrophique, car les besoins en huile de l'Algérie en 1980 sont estimés à 140 000 tonnes, dont 40 000 tonnes d'huile d'olives. Or, *"si le paysan se désintéresse de l'oléiculture, c'est parce qu'elle ne lui assure pas un revenu décent et comment pourrait-il aujourd'hui être assuré d'un tel revenu, étant donné ses faibles connaissances techniques et la modestie de ses moyens matériels"* nous affirme l'article. Seul l'ONAPO est à même de répondre aux exigences et nécessités actuelles de développement. Cet ONAPO qui comprend *"55 unités industrielles d'oléiculture et dont les 55 % des valeurs globales de ses transactions commerciales sont représentées actuellement par les seules exportations d'olives en conserves."*

De plus, l'ONAPO a le monopole de la commercialisation des huiles et olives. De ce fait, il est seul acheteur d'olives auprès des petits propriétaires au tarif fixé par décret. Il est, en outre, le prêteur de service de trituration dont la charge retombe lourdement sur les plus petits producteurs. L'ONAPO prélève 12 litres d'huile par quintal d'olives triturés et 4 litres par quintal pour les quantités supérieures à 20 quintaux.

YAKER, dans un exposé-débat sur la politique commerciale a insisté sur *"l'harmonisation de la production, de la distribution et de l'approvisionnement."*

Dans cet exposé-débat, YAKER a défini la politique des exportations dans un ordre de grandeur et d'importance comme suit : hydrocarbures, vins, produits agricoles, produits miniers, divers produits industriels et artisanaux. Il n'a pas fait allusion à l'émigration.

Quant à ce qui est des importations, il a rappelé qu'elles se constituent à 75 % de biens d'équipements.

La Chambre de Commerce d'Alger ouvrira bientôt un Institut de Technologie de la mode vestimentaire.

6.2.73.

L'hydraulique en Algérie : un fiasco coûteux pour l'Algérie.

Mis en place à grand renfort de milliards, le Ministère de l'Hydraulique, sous l'autorité de ARBAOUI s'avère totalement inefficace. Le problème le plus grave de notre pays, celui de l'eau, ne sera pas résolu de sitôt.

Les récentes inondations par la gravité des dégâts qu'elles ont causés, ont démontré, si besoin en était, la carence des autorités et plus particulièrement celle du ministère de l'hydraulique qui engouffre pourtant un budget respectable.

Des travaux les plus élémentaires de protection de nos campagnes, face aux calamités naturelles n'ont pas été entrepris. C'est pourquoi, chaque année, les inondations prennent plus d'ampleur et mettent en péril la vie et les biens des paysans.

Préoccupés de faire des profits, le Ministère de l'hydraulique voit gros. Il ne s'intéresse pas aux petits ouvrages dont notre relief a tellement besoin ; il vise les grands barrages coûteux, exigeant des techniques avancées, car c'est là que les occasions d'enrichissement sont les plus nombreuses (achat d'équipement, de projets, d'étude, dépenses de toutes sortes qui entraînent pots-de-vin, commissions, détournements).

Une "session de cadres de l'hydraulique" s'est tenue ces jours-ci en vue de la préparation du 2ème Plan quadriennal.

Dans le bilan, il a été fait état de *"difficultés qui s'étaient posées et qui ont privé dans beaucoup de cas de la concrétisation à l'échelle de la commune de certains projets."*

Les problèmes de financement de projets ont nécessité des mises au point. Ainsi, dorénavant, *"tout financement sera soumis au préalable à une étude du centre de calcul et d'engineering du secrétariat d'Etat à l'hydraulique."*

Des contraintes "techniques" seraient à l'origine de cette réglementation parmi lesquelles il a été retenu :

- des contraintes d'approvisionnement du fait du manque de certains produits à l'échelle nationale comme le ciment, le bois, etc ...

- des contraintes, moyens d'intervention, dues au manque d'entreprises *"cependant que la non-application du relèvement du SMIG compromet la réalisation des programmes spéciaux et les programmes plein-emploi par la difficulté de recrutement de la main d'oeuvre."*

Nous nous trouvons ici devant des formes de lutte des travailleurs algériens, qui, faute de pouvoir obtenir des salaires décents, refusent le travail qu'on leur

offre (c'est la première fois à notre connaissance que ce phénomène est reconnu officiellement).

Une autre décision a été prise par cette session, elle consiste à créer des subdivisions des travaux par wilaya, en attendant la création d'entreprises. Cela aura pour effet d'augmenter les personnels parasitaires, sans pour autant résoudre les problèmes posés.

9.2.73.

El Moudjahid annonce les futurs programmes spéciaux pour ANNABA et CONSTANTINE. Le Secrétaire d'Etat au Plan, KHODJA, s'est rendu dans les deux villes pour y tenir des séances de travail.

10.2.73.

Le sixième colloque sur les exportations, organisé par les responsables du projet PNUD - CNUCED "Algérie 32", s'est tenu à Alger les 30 et 31 janvier 1973.

Les débats ont porté principalement sur le transport, les assurances, la maintenance et le transit, la publicité dans le commerce extérieur de l'Algérie.

Le volume global de ce commerce est estimé pour cette année à 17 milliards de DA.

Les transports aériens et maritimes ont accusé un déficit de 1,2 milliard de DA pendant la période 1969-70-71, soit 80 % de la valeur de l'ensemble des services.

La CNAN a réalisé un tonnage de 875 500 t. en 1970. Ce chiffre a régressé en 1971.

En vue de participer davantage au transport du pétrole et du gaz, la CNAN envisage l'acquisition de trois pétroliers et de trois méthanières de 120 000 m³. Dans le cas de cette acquisition, la participation de l'Algérie au transport de ses hydrocarbures exportés serait de 25 à 30 % au total.

Faudra-t-il aller en prison pour trouver du travail

Alors que le nombre de chômeurs s'accroît sans cesse dans notre pays, contraignant près d'un million de nos compatriotes à s'exiler pour gagner le pain de leurs enfants, le pouvoir ne manque pas d'imagination quand il s'agit de s'approprier du travail gratuit.

Après le service national qui permet de profiter du travail gratuit ou sous-payé des jeunes intellectuels et de fournir en main d'œuvre la DNC-ANP (entreprise de travaux de construction de l'armée qui fait des affaires d'or). Après le volontariat sous toutes ses formes - campagnes de l'arbre ..., volontariat de la révolution agraire ..., le pouvoir vient de trouver une nouvelle source de main-d'œuvre gratuite : il s'agit de mettre au travail les milliers de prisonniers qui remplissent les pénitenciers de notre pays.

Le ministère de la Justice et la DNC-ANP ont signé une convention pour l'affectation, au cours du premier semestre de l'année, de ports contingents de détenus pour participer aux chantiers de l'armée qui sont nombreux : université et mosquée de Constantine, université scientifique de Bab-Azouar (Alger), université d'Oran, entretien des stades et pépinières à Alger, construction d'une centrale latière à Tlemcen, la prise en charge de la cimenterie de Constantine, ainsi que les travaux d'aménagement, de reboisement et d'assainissement au niveau des wilayates et daïrates de Sétif, Mostaganem, Saïda et El-Asnam. Ironie du sort : la plupart de ces détenus sont en prison pour des délits dont la cause est précisément le manque de travail !

11-12.2.73.

Clôture du stage de formation d'analystes financiers

La B.N.A. (Banque Nationale d'Algérie) vient de procéder à la "formation" de 24 analystes financiers qui ont pour tâche d'étudier les diverses opérations de financement de l'agriculture au niveau du secteur autogéré. *"Leur action consistera en outre à surveiller la bonne utilisation qui sera faite des crédits."*

L'hydraulique à Tlemcen et Saïda

Au titre des équipements collectifs du Plan quadriennal, la wilaya de Saïda a bénéficié de 61 projets. Parmi ces projets, huit seulement ont été achevés. Pour les équipements collectifs inscrits au titre du programme spécial de développement, l'hydraulique a entamé les 65 projets accordés par l'Etat, mais légalement 7 seulement ont été réalisés.

19.2.73.

Signature de l'accord commercial triennal

nal entre l'Algérie et la Tunisie. Aux termes de cet accord, le volume des échanges entre les deux pays va passer de 50 à 300 millions de DA. (Le Monde).

19.2.73.

BOUMEDIENNE et KHADAFI à Constantine

Une commission mixte algérie-lybie a été constituée en vue de renforcer les relations entre les deux pays. Elle se réunira tous les trois mois alternativement dans les deux pays.

21.2.73.

A propos de décentralisation au niveau des communes, le pouvoir rappelle que la décentralisation s'étend dans le sens du partage des charges de financement des projets du IIème Plan. De ce fait, les communes sont intéressées au programme d'investissement et d'exploitation qui, comme on le sait, se fait toujours sur le dos des contribuables et des émigrés.

Par ailleurs, dans le cadre des rappels et bilans des A.P.C., certains présidents (ceux des communes pauvres), ont souligné le fait que "*leurs communes con-*

naissent des problèmes cruciaux surtout ceux relatifs au chômage, à l'exode rural et l'émigration." Ils s'en sont pris aux "*sociétés nationales qui ne s'intéressent pas aux communes rurales.*"

22.2.73.

La médecine et la réforme universitaire

"Nous voulons une médecine moderne, une médecine de prévention, la plus utile, la moins coûteuse et la plus rentable (pour l'Etat)".

Cette déclaration a été faite devant une commission de 400 médecins. En fait, la médecine n'échappe pas à la politique de la rentabilisation.

26.2.73.

Projet d'un "complexe" de liquéfaction de gaz naturel à Skikda, "*six fois plus important que celui d'Arzew.*"

La première branche qui portera sur l'usine de liquéfaction nécessitera un investissement de deux milliards de DA. Cette usine sera équipée en matériel ultra-moderne et emploiera 424 personnes.

SITUATION DES MASSES

SANTE

3.2.73.

"Ouargla dispose d'une infrastructure sanitaire insuffisante ; un hôpital vétuste et lézardé dont les structures d'accueil laissent à désirer ... On attend toujours la réalisation de l'hôpital prévu dans le cadre du Plan quadriennal."

Dans une autre lettre adressée le même jour, les habitants de deux villages près de Tiaret écrivent : *"Madjat et Tarcha qui comptent près de 5000 habitants sont situés juste à côté du cimetière à 500 m. du chef-lieu de la commune de Sougueur. Ils sont dépourvus de service de nettoyage. Les habitants jettent leurs ordures près des routes qui sont toutes défectueuses. L'éclairage laisse à désirer. Il n'y a que des potaux sans lampes."*

Un groupe d'habitants de Lap Aokas (Bougie) écrivent à El Moudjahid du 5 février 1973 pour réclamer l'ouverture d'un cabinet médical avec médecin, car *"la localité qui compte 15 000 habitants se trouve dépourvue de médecins depuis le mois d'août 1972 ... Tout malade, quelque soit la gravité de son cas, se voit dans l'obligation de se déplacer jusqu'à Bejaïa. Compte tenu de son éloignement, il arrive parfois qu'un malade meurt en cours de route."*

El Moudjahid répond : *"Le cas que vous avez exposé a déjà été traité dans ces mêmes colonnes. Nous avons souligné notamment que les problèmes qui se posent à la "santé" seront résolus dans une grande proportion avec le prochain Plan quadriennal."* Entre-temps, les gens pourront mourir à volonté ...

7.2.73.

A Ouargla, six ans après le Programme Spécial : *"Aucune baguette magique n'est venue transformer le désert en paradis. Il y a encore des enfants mal habillés, des hommes et des femmes malades et des nomades à l'éternelle recherche de stabilité."*

Quant à l'enseignement, *"le taux de scolarisation dans la daïra d'Ouargla est de 6,7 %."* Cela signifie que plus de 93 en-

fants sur 100 sont abandonnés à la rue.

Un tableau général sur la situation sanitaire à Sétif nous montre que malgré le Plan quadriennal et le Programme Spécial, la situation reste très précaire. Pour une population de 100 000 habitants, SETIF n'a que trois dispensaires, dont l'un *"celui de Bel-Air tombé en ruines a nécessité une rénovation complète."* Trois ans après le premier Quadriennal, le nombre total de lits d'hôpital s'élève à 1725, alors que 60 % des unités sanitaires ont besoin de gros travaux d'aménagement. Pour toute la wilaya, il n'y a que deux phthisiologues et 95 % des circonscriptions n'ont pas de médecins.

Une lettre témoigne, le 21.2.73., des services hospitaliers au pays :

"La nuit du 10 février 1973, à quatre heures du matin, j'ai amené mon fils gravement malade à l'hôpital d'El Kettar. Le docteur n'est pas présent, m'a-t-on dit, attendez huit heures." ... "A la clinique "Durando" il me fut répondu la même chose, puis s'étant rendu compte de la gravité de l'état du malade, le personnel appela alors le docteur "qui était d'ailleurs sur place."

L'EAU

16.2.73.

Le problème de l'eau est un problème qui s'est généralisé à toute l'Algérie. Nous avons constaté que beaucoup de communes le posent. Cette fois, ce sont des habitants de la "Plage Rouge" près de Ziam Mansouriah (Constantine) qui rappellent qu'ils n'ont pas cessé de réclamer de l'eau douce. *"Il y a quatre ans, une aduction d'eau au pied du mont "Sidi Abed" était prévue par l'A.P.C. pour l'alimentation en eau de la localité. Jusqu'à ce jour, tout a été réalisé (construction de bassin de réception, canalisation, etc ...) Mais on attend toujours l'arrivée de cette eau dont nous avons grand besoin."*

19.2.73.

Des habitants d'un village de Grande-Kabylie "Isser-ville" *"privés d'eau jour*

et nuit durant quatre mois et obligés d'aller en chercher à plus d'un kilomètre" s'en prennent à l'A.P.C.

Une lectrice a écrit aussi à El Moudjahid pour exposer le même problème. "En effet depuis approximativement un an qu'on souffre du manque d'eau dans l'immeuble où j'habite, boulevard Salah Bouakouir (Téléma-ly) Alger."

LOGEMENT

9.2.73.

Un locataire d'un appartement "Bien de l'Etat" en plein centre d'Alger, rue Hamani, ex- rue Charras, écrit pour protester contre la négligence d'entretien : "les plafonds ne cessent de s'effriter, provoquant d'importantes fissures. Nous risquons d'un jour à l'autre en ces temps rigoureux de l'hiver, de voir les murs s'écrouler sur nos jeunes enfants que nous déplaçons constamment d'un endroit à un autre ..."

Un autre habitant d'Alger écrit : "En 1965 commençait la dégradation qui risque de mener, si l'on y met pas fin dans les plus brefs délais, à l'écroulement pur et simple du bâtiment. La terrasse était dans un état de délabrement, état qui ne cesse d'empirer à tel point que, régulièrement, à chaque hiver, l'appartement du 4ème étage devient quasiment inhabitable. Les balcons sont délabrés et des platras s'en détachent à tout moment, menaçant la sécurité même des passants. Enfin, les murs sont parcourus de longues fissures. Les services de l'entretien n'ont toujours pas pris la décision d'intervenir."

23.2.73.

Il dépose une demande de logement et constitue un dossier en juillet 1963. La réponse se fait toujours attendre. C'est un Algérien qui vit en famille chez son frère à Bab-El-Oued (Alger) : "Actuellement, je me trouve logé chez mon frère qui n'occupe qu'un simple appartement de trois pièces d'une superficie très réduite et qui ne peut, il est évident, abriter décemment une famille de 14 personnes."

24.2.73.

Les habitants de Bou Medfaa (El Asnam) font le bilan de leur A.P.C., un bilan que les officiels ont laissé pour compte : "Après 10 ans d'indépendance, nous n'avons vu aucune réalisation à l'actif de l'A.P.C."

Ainsi, sur le plan social, nous voyons encore des logements abandonnés. Si on avait posé une pierre chaque jour, leur construction aurait déjà été achevée. Dix ans sont passés, il n'y a toujours pas de salle de spectacle, de stade, de foyers d'animation culturelle et surtout pas de logements. Nous trouvons les jeunes dans les cafés, se livrant aux jeux de cartes et de mandats." ... "Que font nos élus ? Le premier mandat de l'A.P.C. (1967-1971) n'a donné aucun résultat et toute la population le sait."

On voit comment un bilan peut recouvrir une signification particulière selon qu'il est fait par les intéressés eux-mêmes ou par les Officiels.

TRANSPORTS

1.2.73.

Une catastrophe ferroviaire qui serait due à une défaillance dans le moteur de la locomotive a coûté la vie à 35 personnes et fait 50 blessés à Medjez Sfa près de Tébessa. Le mauvais état et le manque d'entretien des voies provoquent fréquemment de tels accidents. Pourtant, la ligne reliant Tébessa à Annaba est doublée d'une ligne électrifiée, bien entretenue, et affectée au transport du minerai destiné à l'exportation.

2.2.73.

Le problème des transports se pose gravement à la population de Zéralda à 30 km d'Alger. "Les cars de la S.N.T.V. qui y passent sont toujours pleins et la prolongation de la ligne de la R.S.T.A. prévue depuis 1972 n'est toujours pas mise en exécution."

3.2.73.

Manque total de moyens de transport à Bouzareah. Un habitant écrit : "J'habite un village "céleste" distant de 8 km d'Alger où aucun moyen de transport n'existe. Le problème se pose pour les travailleurs et surtout les écoliers qui fréquentent les écoles de Bouzaréah - centre situé à plus de 2,5 km."

17.2.73.

A propos de transport dans la commune de Boudjellid (Akbou), un lecteur écrit : "Pour une population de 15 000 habitants de 12 villages et plusieurs douars, on ne compte que trois taxis et la commune ne

veut pas délivrer d'autres licences car les chauffeurs sont protégés : l'un est adjoint au maire, l'autre est son cousin et le troisième est le fils d'un ancien cadid." Ces trois propriétaires de taxi ne sont jamais inquiétés "alors qu'ils appliquent des tarifs à leur guise."

25.2.73.

Collusion mortelle près de Guelma

Une camionnette transportant des écoliers a été renversée par un camion. Il y a eu deux enfants morts et nombreux ont été les blessés graves. La camionnette, une Renault 1200 transportait 42 écoliers

ELECTRICITE

12.2.73.

La cité de Guelitech Laïd (Le Corso Alger) est dépourvue d'électricité. *"Dès la tombée de la nuit, elle est plongée dans une obscurité totale, et dire que les poteaux ne sont qu'à 10 mètres." ... "120 maisons restent éclairées encore avec des bougies et des lampes à pétrole"* dans la rue de Ouled Haddjadj à Reghaïa.

A la cité "Berkani AEK" à Aïn Balmida (Constantine) *"existent des poteaux depuis plusieurs années ... mais sans lampes."*

Un groupe d'habitants de la cité des peupliers à Constantine proteste contre "l'obscurité qui règne la nuit dans les escaliers de tous les blocs, ainsi que les égouts bouchés dans les cours des immeubles qui deviennent de véritables bourbiers durant les jours de pluie."

20.2.73.

A Bougara (Alger), l'école mixte d'OST ouverte depuis 1970 et se trouvant à quelques mètres d'une ligne électrique, n'a toujours pas d'électricité. *"En hiver, à partir de 15 heures, les élèves ne peuvent pas suivre les cours du soir à cause de l'obscurité"* ont écrit des parents d'élèves pour protester contre cet état de choses.

En guise de réponse aux lettres de protestations, la SONEGAZ a répliqué par le journal "qu'elle ne prenait acte des demandes d'extension de réseau d'électrification que lorsqu'elles sont inscrites dans un programme d'électrification et qu'elles sont prises en charge par l'A.P.C. et par les habitants eux-mêmes."

ENSEIGNEMENT

31.1.73.

Des élèves de l'ex-école normale d'institutrices de Constantine, les unes issues de familles très nécessiteuses et, d'autres orphelines, attendent jusqu'à ce jour, que leurs pécules leur soient versés et, cela, depuis 1970 : *"C'est un cri d'alarme pour que notre droit soit reconnu."*

1.2.73.

Des élèves en classe d'examen écrivent au journal pour protester du fait qu'ils n'ont toujours pas d'enseignants en mathématiques et en comptabilité. Cela se passe au Technicum de Touggourt (Oasis).

2.2.73.

Un groupe de stagiaires du C.F.A. de Béchar écrivent à El Moudjahid pour réclamer que leurs salaires leur soient versés. Depuis six mois qu'ils attendent leurs paies *"c'est très décourageant de penser à cette lenteur de procédure ... sans rappeler les problèmes qui se posent à un chargé de famille."*

9.2.73.

Un groupe d'étudiants de la cité universitaire du "Vieux Kouba" dénonce l'absence de chauffage dans la cité. *"Les chambres sont, sans exagération, assimilables à des "frigos". Cette cité deviendra, si rien n'est fait, un petit "hôpital" où il n'existe ni médecin, ni infirmiers, ni médicaments."*

14.2.73.

Ayant obtenu son diplôme de technicien agricole après quatre années d'étude à l'Ecole d'Agriculture, un jeune Algérien se retrouve au chômage. Il se demande alors à quoi peuvent bien servir sa formation et le diplôme qui l'a sanctionnée.

INNONDATIONS

7.2.73.

Le mauvais temps a sévi dans plusieurs régions du pays. Les conditions précaires dans lesquelles vivent les masses populaires rendent celles-ci vulnérables et les moindres calamités naturelles ont des conséquences souvent catastrophiques. Ainsi :
- A Bordj Menaël (environs d'Alger) d'importants dégâts matériels ont été causés.

- A Bouzemar, le vent a balayé la toiture des maisons.

L'oued Menâiel a débordé causant de graves inondations et coupant la route vers Alger.

Dans la région de Saïda, la neige qui est tombée a isolé certaines localités déjà mal desservies.

Le mauvais temps et la crue de l'oued Menâiel ont causé d'importants dégâts dans la région de Rouïba et Alger. On note un grand nombre d'effondrements de maisons, et nombre d'inondations. Sur la route de Dar-El-Beïda, les habitants ont été évacués. Plusieurs blessés ont été dénombrés. A Rouïba, certains endroits étaient noyés sous deux mètres d'eau du fait du débordement du barrage du Hamiz. Aux dégâts se sont ajoutées des pertes en vie humaine. 43 familles ont été évacuées.

Suite aux intempéries, un glissement de terrain a eu lieu au village de Tiferjouine, commune d'Azzefoune (Azazga). Deux maisons ont été ébranlées, deux occupants ont été relogés sous des tentes comme à l'accoutumée.

16.2.73.

Menacés depuis longtemps par les multiples crues de l'Oued Amizour qui mettent constamment leurs vies en danger, les habitants du village de Tahamamt (Sétif) protestent énergiquement contre les carences des responsables de l'APC. Le programme spécial est presque achevé mais l'aménagement de l'Oued n'a pas été fait.

17.2.73.

Catastrophe à Khemis El Khechna

Depuis plus de cinq jours, un glissement de terrain a ravagé la région de Khemis El Khechna et les habitants sont toujours dans le sinistre et sans aucun secours. 200 familles se retrouvent sans abris. *"Beaucoup d'entre eux n'ont pas mangé depuis quatre jours, d'autres errent toujours et jusqu'à l'heure actuelle à la recherche d'un parent susceptible de les prendre en charge."*

A propos de ce sinistre, un camarade nous a affirmé qu'il y a eu beaucoup de morts, que les sinistrés ont pris d'assaut certaines cités encore vides et que le pouvoir a essayé de les déloger par l'armée et la police.

L'oléoduc de Beni Mansour Sidi Ezzi-ne a été endommagé et le pétrole s'est répandu dans la région polluant les

cultures.

21.2.73.

Glissement de terrain dans la daïra d'Azazga

Plusieurs maisons détruites et beaucoup de familles sont sinistrées.

A Dra-El-Mizan

Les intempéries ont causé d'importants dégâts : 110 maisons détruites, 12 endommagées et 700 personnes sinistrées.

28.2.73.

A la suite des inondations d'octobre qui ont fait deux morts et 70 sinistrés à Tiaret, plusieurs maisons se sont écroulées faisant 30 nouvelles familles sans abrit.

A propos du douar de Sidi Mahrouf, El Moudjahid écrit : *"Ce douar n'a évidemment pas d'électricité - pas de routes non plus - il est ... pratiquement isolé du reste de toute sa daïra et davantage encore du reste de la wilaya naturellement."* Quant à l'eau *"un puits communal fait office à la fois de réservoir, d'abreuvoir et de château d'eau, alors que la conduite maîtresse de Beni-Bahdel, ironie du sort, passe à 100 mètres à peine des gourbis."*

ADMINISTRATION

3.2.73.

Des employés de l'Administration des Finances de Constantine protestent parce qu'ils attendent leur titularisation depuis 1968.

9.2.73.

Un travailleur de la S.N.C.F.A. a été suspendu de ses fonctions sans qu'aucune raison ne lui ait été signifiée. *"Je suis marié et père de famille. Actuellement, je suis âgé de 48 ans et je n'exerce aucune activité. J'ai entrepris des démarches dans toutes les sociétés nationales implantées à Annaba, mais en vain. Que faire ?"*

16.2.73.

600 marins du port d'Alger formés en corporation travaillent sans statut. *"Notre seul et unique problème c'est que nous nous sentons isolés, livrés à nous-mêmes ..."* Cependant, le pouvoir invite les comptables experts-comptables, comptables agréés,

chefs de services comptables et financiers pratiquant à titre salarié ou en cabinet privé, à s'organiser en union nationale.

D'après le directeur de la Marine Marchande, il y aurait 3000 et non 600 marins concernés.

PENURIES

22.2.73.

Depuis plusieurs semaines, la pomme-de-terre et l'oignon ont presque totalement disparu des marchés et autres points de vente. Le journaliste, comme d'habitude, remet cela sur le compte du facteur climatique et sur la spéculation des grossistes.

Lettre d'un lecteur d'Oran

A Oran, "on ne peut plus circuler, même dans la journée. On a peur des vols aux arrêts des autobus, dans les bus, des agressions à main armée, des disputes pour un rien dans les bars, dans les rues et tout cela presque tous les jours. Le chômage en est la cause. Le Parquet de la République reçoit des présentations tous les jours. Dernièrement, la Sûreté a décidé de faire surveiller tous les coins de rues par deux agents C.N.S. qui se remplacent par relève. D'autre part, il y a aussi les divorces : 600 divorces par mois environ, rien qu'à Oran !".

JEUNESSE

9.2.73.

A Bou Ismaël "On constate tous les jours davantage de jeunes livrés à eux-mêmes dans la rue, ignorant toute discipline, toute éducation civique et morale ... Ils rôdent tard dans la nuit, fréquentent les cafés pour jouer aux domi-

nos, se groupent devant les salles de spectacles, envahissent les places publiques et les grandes artères de la ville. A cela, s'ajoutent la destruction des plantes et des branches d'arbres, des lampes d'éclairage, etc ..."

EMIGRATION

27.2.73.

Dans une lettre qu'il a adressée à El Moudjahid, un émigré de la région parisienne écrit :

"Je suis Algérien. J'ai émigré en France depuis 1963. Je suis marié et père de trois enfants. J'exerce le métier de cuisinier. Je viens de passer tous mes permis de conduire (séries B,C,D,E) il y a quelques mois.

J'ai adressé des demandes d'emploi un peu partout dans toutes les sociétés et organismes d'Etat en Algérie : au Ministère chargé des Transports ; au Ministère du Tourisme ; à la société S.N.T.V. ; au wali de Sétif ; à l'A.P.C. de Khenata, mais en vain ... Il n'y a que cette dernière qui m'a répondu en me disant que mon dossier était en instance."

28.2.73.

Sous le titre "le concours des solitaires" la rubrique vie de la région parisienne du journal "Le Monde" a consacré un petit article aux émigrés de Saint-Denis.

Il y aurait à Saint-Denis, 7 800 Algériens vivant dans des foyers, des garnis et des bidonvilles.



DANS LE MONDE

IMPERIALISME

SOUS

DEVELOPPEMENT

1.2.73. - Nouvelles Economiques

La Production Mondiale de Pétrole

Selon le "Petroleum Press Service" la production s'est accrue de 5 % en 1972. L'expansion s'est cependant limitée à un petit nombre de pays principalement l'Ara-
bie Séoudite et l'Iran.

AMERIQUE

U.S.A. : 1/5 du pétrole mondial (plus de 500 millions de tonnes).

Canada : accroissement de 16,5 %

Vénézuela : 167,4 millions de tonnes (diminution de 9,5 %)

Mexique : 22,6 millions de tonnes (augmentation de 3 %)

Argentine : 22,15 millions de tonnes (augmentation de 3 %)

Brésil : 8,4 millions de tonnes (inchangée)

Colombie : 10,4 millions de tonnes (diminution).

MOYEN-ORIENT

(35 % du pétrole mondial) soit 912,4 millions de tonnes: augmentation de 10% (de 13 % si on excepte l'IRAK).

IRAK : sa production a baissé de 20% à la suite des nationalisations = 67 millions de tonnes.

ARABIE : 3ème producteur mondial, a augmenté sa production de 27,7 % (285,5 millions de tonnes).

IRAN : accroissement de 11,7 % avec 254 Millions de tonnes.

KOWEIT : les autorités tentent de freiner la production pour éviter l'épuisement des ressources : 152 millions de tonnes + 36 %.

ABU DHABI : 50 millions de tonnes (augmentation de 11,6 %)

QATAR : 23,3 millions de tonnes (augmentation de 15,5 %)

EGYPTE : 11 millions de tonnes, chute de 3,7 millions de tonnes à la suite de l'épuisement d'un gisement.

AFRIQUE

10,2 % du total mondial, soit 264,4 millions de tonnes : accroissement de 1,8 %.

LYBIE : 105 millions de tonnes (diminution de 20,5 %)

ALGERIE : 52 millions de tonnes (augmentation de 42,1 % par rapport à 1971).

NIGERIA : 42,1 millions de tonnes, soit 18,8 % d'accroissement.

EUROPE

16 millions de tonnes.

U.R.S.S.

384 millions de tonnes (augmentation de 4,5 %)

CHINE

20,6 millions de tonnes (augmentation de 16 %).

--

A la demande du VENEZUELA, l'O.P.E.P. s'est réunie à Genève en session extraordinaire pour étudier la conjoncture actuelle caractérisée par *"une crise énergétique monétaire"*.

Les pays membres de l'OPEP envisagent d'étudier la crise monétaire actuelle en vue d'une éventuelle augmentation des prix du pétrole.

Toujours à la demande du Vénézuela, l'O.P.E.P. a proposé aux pays membres de l'organisation de créer un organisme financier des pays exportateurs de pétrole. Cet organisme devra être dépendant des banques européennes et nord-américaines. Le ministre représentant le Vénézuela a donné l'argument suivant : *"Les fonds de l'OPEP sont déposés dans des banques de l'Europe et de l'Amérique du Nord et c'est avec cet argent que les banques étrangères organisent les prêts pour le développement des pays de l'OPEP."*

--

Une société d'études de Cincinnati (U.S.A.) propose un moyen de faciliter le transport du gaz naturel et d'en diminuer le coût.

Au lieu de liquéfier le gaz naturel sur les lieux de production, on le transforme en alcool méthylique (méthanol). Celui-ci est liquide et peut être transporté de façon plus commode et moins cher que le gaz liquéfié.

Selon la Chem-System Inc., sur des distances de 6 000 km le méthanol serait compétitif avec la chaîne de liquéfaction - transport par méthanier - regazéification.

L'avantage en faveur du méthanol représenterait 30 à 40 % du montant total des investissements.

D'après l'auteur, les unités qui peuvent être construites actuellement ne peuvent livrer plus de 4 000 tonnes de méthanol par jour, alors qu'il faudrait installer des capacités unitaires de l'ordre de 30 000 tonnes par jour. (Entreprise n° 908 de février 1973).

12.2.73.

Selon certaines estimations, le continent nord américain consommera en 1985 1500 millions de tonnes de pétrole, dont 700 à 800 millions de tonnes devront être importées.

Une partie de ce déficit (1/4 environ) risque d'être comblé par l'off-shore (c'est-à-dire les puits de pétrole sous-marins au large des côtes). L'autre partie proviendra d'une part *"d'innombrables pays petits-producteurs qui, amateurs de dollars, donneront - vendrons pardon - qui 20, qui 30 millions de tonnes"* ; et, d'autre part, des *"pays du pourtour de la méditerranée et du Golfe Persique, c'est-à-dire d'Algérie, de Lybie, d'Iran, d'Arabie Séoudite et des Emirats de la cote des Pirates."*

Les Etats-Unis, le Japon et les pays d'Europe Occidentale auront en 1980 à faire face à un déficit énergétique atteignant au total 50 milliards de dollars. 50 % des besoins américains d'énergie devront être importés.

Le ministre U.S. du commerce extérieur préconise, d'après "Energie", d'opposer un front uni des pays industriels intéressés aux pays producteurs de pétrole. Ceci pour écarter les inquiétudes des pays européens quand aux rumeurs concer-

nant un *"projet d'accord proposé par certains pays producteurs de pétrole aux Etats-Unis, en vue d'organiser un véritable troc d'une échelle encore jamais atteinte entre l'or noir qui pourrait être acheminé d'Est en Ouest et les placements à faire des dollars reçus par les dits producteurs pour le dit or noir."*

Dans ce cas, le gouvernement américain pourrait laisser monter largement les prix du pétrole sachant que, de toute manière, les dollars reviendront s'investir aux Etats-Unis et que ceux-ci, dans l'ensemble, n'y perdraient pas.

13.2.73.

LA C.N.U.C.E.D. : Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

Réunie à Genève, la conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) devait élaborer un projet de "charte des droits et devoirs économiques des Etats" suite à une proposition du président mexicain à la dernière conférence de la C.N.U.C.E.D. qui s'était tenue à Santiago du Chili.

Rappelons que les propositions du président mexicain avaient porté sur :

- le droit pour les Etats d'adopter le système économique et social de leur choix, de disposer des ressources et de fixer les lois sur la propriété,

- la suggestion que les Etats industrialisés importent de préférence les produits des pays en voie de développement sans réciprocité et sans discrimination, que ces mêmes Etats suppriment tout droit de douane ou de taxe ainsi que toute subvention à la production de produits de base concurrençant les exportations des pays pauvres.

- la mise en place d'un système international sur le plan monétaire et visant le développement équilibré du commerce mondial et l'augmentation de l'emploi et du revenu réel des pays en "voie de développement".

16.2.73. - CUBA-U.S.A.

Un accord portant sur la répression de la "piraterie aérienne" a été signé entre Cuba et les Etats-Unis. Il comprend quatre articles et sera renouvelable tous les cinq ans. Il prévoit, notamment, que toute personne qui détourne un avion ou un navire dans l'un des deux pays sera soit renvoyé dans le pays d'origine de

l'avion ou du navire, soit traduite en justice dans le pays d'où elle se sera enfuie.

20.2.73.

Un colloque international organisé par le COMAP à Marrakech, sur les agrumes et primeurs a réuni le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Le thème de ce colloque est *"la qualité des fruits en fonction des qualités agronomiques."* La commission des travaux techniques groupera en plus des membres participants, des chercheurs de France et d'Espagne.

Le COMAP est chargé, en outre, d'étudier les marchés extérieurs et de représenter les pays membres auprès des instances internationales existantes dans le domaine des agrumes. Cette réunion se tiendra jusqu'au 23 février.

22.2.73.

D'après un récent rapport du B.I.J. (Bureau International du travail) *"le chômage a diminué l'an dernier dans les Etats industriels et s'est aggravé dans les pays en voie de développement."*

D'après un rapport publié par les Nations-Unies, l'ensemble des pays du monde consacre 60 milliards de dollars à la recherche scientifique, dont 25 milliards (40 %) à des fins militaires et 4 milliards à la santé.

Cri d'alarme de la F.A.O.

L'organisation des Nations-Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) vient de faire savoir que *"plusieurs millions de personnes pourraient mourir de faim cette année"* en Afrique et en Asie, car les récoltes n'ont pas été suffisantes et les stocks baissent considérablement. De ce fait, la *"tonne de blé vient de passer de 68 à 120 dollars"* (augmentation de 75 %). Le prix est fort désavantageux, surtout pour les pays sous-développés. *"L'Inde par exemple a du acheter 3 millions de tonnes de blé au lieu de six dont elle a si besoin pour faire face à la disette, alors qu'elle les a payés au prix de six."*

23.2.73.

Conférence africaine économique

La deuxième conférence ministérielle de la commission économique de l'O.N.U. pour l'Afrique vient d'ouvrir ses travaux à Accra. Il a été souligné que les pays africains devraient constituer un bloc économique face à la C.E.E. Cette question n'a en fait pas été abordée car des ministres se sont opposés à son étude. La coopération inter-africaine a été à l'ordre du jour : *"Les Africains doivent comprendre le danger d'une situation où l'on permet à la coopération économique inter-africaine de devenir un instrument permettant de garantir les intérêts des industriels et des investisseurs étrangers."*

On se demande si ce n'est pas l'Algérie qui est visée par cette déclaration. En tout cas, elle est largement concernée.

La deuxième préoccupation abordée est relative à la crise monétaire qui, comme il a été reconnu, affecte les économies des pays sous-développés.

On retiendra d'autre part deux déclarations : l'une du commissaire nigérian au développement qui préconisait la mise au point d'un nouveau système monétaire pour l'Afrique ; la seconde, celle du ministre somalien selon lequel *"la plupart des pays africains ne prêchaient pas d'exemple dans la perspective d'un commerce interafricain. Il est des gouvernements africains qui ne font pas des efforts suffisants pour veiller à ce que de tels échanges soient une réalité sensible."* Le slogan d'auto-dépendance de la décennie écoulée n'empêche pas que d'importants secteurs économiques de certains pays africains soient encore aux mains d'étrangers.

On peut aller plus loin sans se méprendre pour dire que la décennie écoulée a vu une pénétration de l'impérialisme aussi profonde que diversifiée, aux métropoles coloniales se sont ajoutées d'autres puissances impérialistes à la tête desquelles on trouvera les U.S.A. et l'U.R.S.S. qui s'affrontent par peuples interposés (Congo, Biafra, etc ...).

27.2.73.

MAGHREB

Renouvellement de la convention tarifaire entre la Tunisie et le Maroc.

Dans le cadre des relations inter-maghrébines, le Maroc et la Tunisie tentent de mettre sur pied un domaine de coopération qui s'inscrit dans le *"contexte d'intégration économique maghrébine,"*

En même temps et de son côté, la commis-

sion tuniso-lybienne de coopération vient d'entamer des travaux pour dégager des points communs qui seront la base de la coopération entre les deux pays. La Tunisie vient de déléguer son ministre des Affaires Etrangères MASMOUDI pour entamer des négociations avec la C.E.E.

Le 5 février dernier s'est tenu à Tanger un séminaire sur l'évolution des projets industriels régionaux dans le Maghreb. Ce fut l'occasion pour les participants d'insister sur la coopération dans ce cadre entre les différents pays du Maghreb et entre le Maghreb et les organismes de l'O.N.U.

PAYS ARABES

Une conférence des gouverneurs des banques centrales arabes est prévue en mai prochain au Caire. Cette réunion aura pour objectif de mettre au point un plan commun concernant les investissements arabes à l'étranger. Les gouvernements arabes cherchent en effet les moyens de faire fructifier les immenses capitaux que leur procure l'exploitation des masses et le pompage des richesses nationales vers l'étranger. Notons qu'en ce qui concerne l'Algérie, les bourgeois investissent à titre privé leurs capitaux dans des affaires à l'étranger.

MAURITANIE

Les autorités mauritaniennes ont annoncé la création à Nouakchott d'un complexe industriel de deux milliards de DA pouvant produire d'ici cinq à dix ans, un million de tonnes d'acier. On ne précise pas qui financera le projet, vendra les biens d'équipements, les études, ni qui achètera la production ? On annonce seulement la création, grâce à ce projet, de 6000 emplois. La Mauritanie est un important producteur de minerai de fer. D'autres projets "d'industrialisation" sont envisagés par la N.I.M. (société nationale industrielle et minière).

LE JAPON ET LE PETROLE

La compagnie japonaise "Mitsubischi Petroleum Development Corporation" obtiendra une participation de 40 % dans l'exploitation d'un gisement pétrolier au large des cotes iraniennes.

Le Japon va investir 780 millions de dollars à Abu Dhabi.

La compagnie de pétrole japonaise "Arabian Oil Company" opérant au Koweït

en 1973 sa production de 20 à 25 millions de tonnes, ce qui nécessitera un investissement supplémentaire de 110 millions de dollars.

MAROC

Augmentation de la vente de Phosphates

16,6 millions de tonnes ont été produites au Maroc au cours de l'année 1972 contre 12 millions en 1971. Les ventes ont atteint 14,2 millions de tonnes. Seulement 594 000 tonnes ont pu être commercialisées localement. Les objectifs pour 1973 sont de 18,5 millions de tonnes pour la production et 16,5 Millions de tonnes pour la vente.

La campagne céréalière 1972-1973

51 millions de quintaux au total.
Blé tendre : 17 millions de quintaux.
Blé dur : 6 millions de quintaux.
Maïs : 4,5 millions de quintaux.
Orge : 23,5 millions de quintaux.

Accord Syro-Irakien

Au terme de cet accord, l'Irak paiera à la Syrie 41 cents par baril pour le pétrole transitant par oléoduc à travers la Syrie. L'Irak Petroleum Company (I.P.C.) payait, avant la nationalisation, (juin 1972), 27 cents par baril. (Nouvelles Economiques du 1er février 1973).

Création d'une compagnie arabe de pétroliers.

Le siège de cette compagne sera à Koweït. Son capital déclaré sera de 500 millions de dollars. Le capital souscrit sera de 100 millions de dollars répartis en un million d'actions de 100 dollars. 51 % des actions doivent être détenus par les Etats membres à égalité. (Nouvelles Economiques du 1er février 1973).

CHILI

Le Chili a contracté ces derniers temps, un certain nombre de prêts ou de crédits à l'étranger :

- auprès du gouvernement espagnol, 2 580 000 000 de pesetas (200 millions de francs français) remboursables en seize versements semestriels.

- auprès de la banque centrale d'Argentine, 100 millions de dollars (500 millions de DA) pour financer l'achat de biens d'équipements payables en douze ans (intérêt 6 % l'an).

- auprès de la République Populaire de Chine, 5 200 000 livres sterlings, sans

intérêts. Le Chili aura vingt ans pour rembourser cette dette.

LUTTES POPULAIRES

1er.2.73.

MOYEN-ORIENT

Le Conseil de la Défense Arabe qui s'est réuni au Caire a déclaré vouloir *"renforcer le front Syrien"* et fournir, à cet effet, 75 millions de livres sterling. Le gouvernement algérien a assuré être prêt à participer à ce soutien financier.

Le même Conseil a examiné les modalités de retour de la résistance palestinienne en Jordanie.

En réalité, "derrière la façade des préparatifs militaires, les gouvernements arabes s'apprêtent à un règlement politique," (Le Figaro).

9.2.73.

Arrivé le 7 février 1973 à Washington, Hussein a déclaré : *"Je serai prêt à avoir des entretiens séparés avec Israël lorsque les principes essentiels d'un règlement seront acceptés grâce à des tractations diplomatiques menées par les Etats,"*

L'assistance financière américaine à la Jordanie, sous toutes ses formes, a totalisé depuis 1946, plus de un milliard de dollars. Cela a permis d'équiper l'armée jordanienne, véritable gendarme au service des américains et des sionistes au Moyen-Orient.

14.2.73.

En Egypte, l'agitation en milieu étudiant se poursuit toujours. Les étudiants manifestent dans les villes égyptiennes, à l'université du Caire et à celle de Aïn Sheny. Les tracts diffusés sont nettement hostiles au gouvernement égyptien. Tout en réclamant la libération des prisonniers arrêtés en décembre (plus de 1000), ils exigent que l'on se décide enfin à sortir de la situation de *"ni guerre ni paix"*. Ils ajoutent qu'ils mettraient tout en oeuvre pour *"contraindre EL SADATE à abandonner le pouvoir s'il refuse ou n'en est pas capable."*

Sadate, dans un discours devant les ministres et les recteurs d'universités, s'est livré à un véritable réquisitoire contre les étudiants, les accusant de s'être

livré à une conjuration contre le régime. Selon lui, 200 étudiants ont été interrogés et 120 arrêtés.

Toutes les tentatives du régime pour enrayer ce mouvement s'avèrent vaines. Bien au contraire, les étudiants qui se sont réunis au Caire, au début de février, se sont déclarés décidés à prendre contact avec *"les autres éléments des forces populaires,"*

D'autre part, 64 personnes accusées par un organisme disciplinaire *"de faire parvenir à l'étranger de fausses rumeurs"* et de *"porter atteinte à l'unité nationale"* ont été exclues du Parti unique égyptien. Cette liste a été suivie d'une autre comportant une quinzaine de personnes.

Cette crise politique générale, se reflète également par une instabilité au sommet.

Le 14 février, le secrétaire général adjoint du Parti a déclaré que *"les autorités auraient déjoué un nouveau complot de prise du pouvoir ourdi par les sympathisants de Ali Sabri, l'ex-président de l'Union socialiste arabe,"*

La bourgeoisie égyptienne a, de plus en plus de mal à maintenir sa politique. Un mois après que le budget 1973 ait été approuvé par *"l'assemblée du peuple"*, un nouveau budget a été présenté par le premier ministre. Prétextant que *"tous les chemins menant à une solution politique ayant été bloqués par l'intransigeance israélienne, la bataille reste la seule voie pour libérer nos territoires"*, il annonce la limitation des dépenses publiques, et des mesures d'austérité, ainsi que l'abandon *"des projets de développement dont la rentabilité n'est pas immédiate,"*

Cette situation semble intéresser le social-impérialisme. Une mission militaire soviétique, la première depuis la crise de juillet 1972, est arrivée au Caire le 1er février 1973. Le ministre égyptien de la guerre a été reçu par le Maréchal Grechko et par BREJNEV.

15.2.73.

AMERIQUE LATINE

Coup d'Etat militaire en Uruguay. Le régime passe sous tutelle de l'armée. Le président Bordaberry, "élu" en mars 1972, n'a pas été destitué. Il aurait accepté les conditions posées par les militaires à son maintien au pouvoir. Aucune réaction n'est venue de la population, indifférente aux crises qui secouent le régime. Le nouveau gouvernement entend agir dans deux directions :

- contrôler de manière plus efficace les moyens de production existants, tout en se liant plus étroitement à l'impérialisme, développement des exportations, etc (Ainsi, l'une des premières mesures des militaires a été de suspendre la consommation de viande en Uruguay de juin à août prochain, en pleine période d'hiver, ceci afin de pouvoir exporter la production réalisée).

- renforcer la répression des mouvements de guérilla dans le pays et tenter de les isoler de la population paysanne: redistribution des terres, etc ...

19.2.73.

IRAK

Une tentative de coup d'Etat a échoué, rapporte le quotidien libanais El Hayab : 17 officiers impliqués ont été exécutés. Des civils ayant participé à ce complot ont été arrêtés. Il s'agirait de "militants pro-soviétiques". Le même journal signale l'arrestation des membres d'une "cellule communiste" travaillant pour le compte de Moscou.

21.2.73.

LAOS

Les patriotes LAO ont pris la base de BAN YU (construite et entretenue par la C.I.A.) et la ville de PAKSONG.

L'aviation américaine intervient quotidiennement, faisant plus de 250 missions de bombardement par jour.

Un accord de cessez-le-feu a été signé le 21 février à Vientiane entre les représentants du gouvernement royal (à la solde des Américains) et le Pathet-Lao. C'est le troisième du genre en vingt ans. L'accord satisfait les revendications des patriotes laotiens qui conserveront le contrôle de plus des 2/3 du pays. Il comporte 14 points et prévoit pour l'essentiel :

- un gouvernement provisoire d'union nationale qui sera mis en place dans un délai de 30 jours. Il sera composé pour moitié de représentants de Vientiane et du Pathet-Lao.

- un conseil politique consultatif national, chargé d'organiser les élections.

- le retrait du Laos de "toutes les troupes étrangères" et l'échange de tous les prisonniers dans un délai de 90 jours.

La C.I.A. a joué un rôle important dans l'agression perpétrée par l'impérialisme américain et les fantômes laotiens à sa solde contre le peuple Lao. Une armée de mercenaires clandestine, chargée de

l'insécurité et de terroriser la population a été recrutée, habillée, nourrie, équipée, entraînée et encadrée par ses soins. *"Des enfants de moins de 14 ans, à peine plus grands que leurs fusils, ont été recrutés pour combler les vides dûs à une crise d'effectifs".*

22.2.73.

MOYEN-ORIENT

Un commando israélien a attaqué pendant la nuit du 20 au 21 février deux camps de fedayin, au nord du Liban.

Dans l'un de ces camps devait se tenir une réunion extraordinaire des dirigeants palestiniens dans le but de *"forcer la main du FATH et lui arracher une déclaration officielle hostile à toute formule, même tactique, qui déboucherait sur une solution négociée."*

Le gouvernement libanais s'est contenté d'interdire aux fedayin de bombarder Israël depuis le Liban.

Des avions de chasse israéliens ont attaqué et détruit un avion civil lybien au-dessus du Sinaï, causant la mort de 106 personnes et en blessant 7.

Cette agression a suscité le mécontentement général des masses populaires, indignées de subir les attaques sionistes alors qu'on les empêche de réagir.

A Tripoli, des manifestations ont rassemblé 15 000 personnes pendant plusieurs jours. Les manifestants ont attaqué non seulement l'ambassade des Etats-Unis, dont ils ont brûlé le drapeau, mais aussi l'ambassade d'Egypte, ainsi que les bureaux de la compagnie aérienne Egypte-Air. Ils ont ensuite essayé de s'en prendre à l'ambassade de Grande-Bretagne et aux compagnies pétrolières américaines. La seule réaction des autorités lybiennes a été de tenter d'endiguer par des procédés démagogiques ces manifestations. KHADAFI a dû se sauver en jeep devant la foule en colère. Après trois jours de mutisme, ce dernier s'est contenté de réfuter les thèses israéliennes et de déclarer *"il ne s'agit pas d'une petite guerre avec des incidents de frontière, c'est un combat beaucoup plus important, il dure depuis plus de vingt ans et va encore durer une ou deux générations. Le crime du boeing doit se placer dans la grande histoire de la libération arabe."*

Ces déclarations capitulaires et démolisatrices révèlent un peu plus la nature bourgeoise et réactionnaire des Etats arabes à la solde de l'impérialisme et du sionisme.

26.2.73.

VIETNAM

La presse fait état d'une recrudescence des activités militaires au Sud-Vietnam. KESSINGER s'est rendu à Hanoï le 15 février dernier. Le but officiel de ce voyage est, d'une part la "normalisation des rapports entre le Nord-Vietnam et les Etats-Unis" et, d'autre part, la préparation de la conférence internationale du 26 février. Celle-ci, prévue par les Accords de Paris, y a ouvert ses portes à cette même date.

CAMBODGE

Les combats continuent et les Américains intensifient leurs bombardements. Au sud de PHNOM-PENH, un bataillon gouvernemental a rejoint les rangs du FUNK.

28.2.73.

SYRIE

Des émeutes anti-gouvernementales ont éclaté dans la ville de faisant plusieurs dizaines de morts. D'après le Figaro : *"les troubles seraient dûs au fait que la nouvelle constitution syrienne, contrairement aux constitutions de la plupart des autres pays arabes, ne contient pas de clause stipulant que l'Islam est religion d'Etat."*

SOCIAL IMPERIALISME

20.2.73.

U.R.S.S.

Le "Parti Communiste" de l'Union Soviétique a décidé de procéder à l'échange des cartes de membres du Parti. Cette opération a eu lieu en 1919, en 1922, en 1926, en 1936 et en 1953.

A l'occasion de l'échange de 1922, LENINE indiquait : "IL FAUT DEBARRASSER LE PARTI DES FILOUS, DES BUREAUCRATES, DES COMMUNISTES MOUS ET DES MENCHEVIKS."

D'après les statistiques fournies lors du 24ème Congrès du Parti en mars 1971, celui-ci compte 14 435 321 militants pour une population totale de 242 millions d'habitants.

En 1972, la production de pétrole en U.R.S.S. a été de 380 millions de tonnes

au lieu de 395 millions de tonnes prévues. Les prévisions pour 1973 qui étaient de 429 millions de tonnes ont été ramenées à 420 millions de tonnes.

La production de gaz (gaz seul ou avec condensat) a été de 221 milliards de m³, soit un accroissement de 4 % par rapport à 1971, mais 8 milliards de moins que les prévisions du Plan.

L'U.R.S.S. entend exploiter les réserves situées à l'Est de la Russie à Miedvejic (près de l'Océan glacial arctique) : 1 500 milliards de m³ et à Ourangoï, encore plus à l'Est : 4 000 milliards de m³. (Les réserves du gisement d'Hassi R'Mel en Algérie sont estimées à 3 000 milliards de m³ de gaz).

Les Américains pourraient être acheteurs de gaz russe. En attendant, ils viennent de vendre à l'U.R.S.S. 10 000 tonnes de conduite pour un milliard d'anciens francs.

D'autre part, un contrat de 13 milliards d'anciens francs a été signé en 1970 avec une entreprise française pour la construction de cinq usines de séchage de gaz à Miedvejic et trois à Ourangoï.

Les échanges entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis ont triplé pendant les onze premiers mois de 1972. Les exportations américaines sont passées de 134 millions de dollars en 1971 à 449 millions de dollars en 1972 (ces chiffres ne tiennent pas compte des exportations américaines de céréales : 17 millions de tonnes).

Selon la revue "Entreprise" n° 908 de février 1973 : *"les Etats-Unis restent très bénéficiaires puisque leurs achats en provenance de l'Union Soviétique se sont limités à 83 millions de dollars en 1971"*.

PROBLEMES DU SOCIALISME

CHINE

23.2.73.

A la suite du voyage de KESSINGER en Chine, Washington et Pékin ont décidé l'échange de "bureaux de liaisons". D'après KESSINGER *"les deux parties sont convenues que le moment était opportun pour accélérer la normalisation de leurs relations. A cet effet, elles ont entrepris d'élargir leurs contacts dans tous les domaines."*

Elles se sont mises d'accords sur un programme concret de développement du commerce, ainsi que les échanges scientifiques, culturels et dans d'autres domaines."

La Chine accepte de vendre du pétrole au Japon qui lui en avait fait la demande 200 000 tonnes de brut lui seront vendues au prix courant du marché international.

La République Populaire de Chine a accordé au DAHOMEY un prêt de 11 milliards 250 C.F.A. (200 millions de DA).
Ce prêt, sans intérêt, est remboursable à partir de 1988, sur une période de 15 à 45 ans, selon les possibilités du DAHOMEY, en marchandises d'exportation.
Le MEXIQUE a vendu à la CHINE pour 10 millions de dollars de coton.



LES HYDROCARBURES

OU EN EST-ON ?

Les ventes d'hydrocarbures et la fiscalité pétrolière ont, officiellement, rapporté 5 milliards de DA en 1972 au gouvernement algérien. 3,5 milliards proviennent, d'après El Moudjahid du 24 février 1973 de la vente du pétrole. La production totale de pétrole a été de 50 millions de tonnes. 2 milliards de m³ de gaz naturel liquéfié ont été exportés.

Un reportage sur les activités pétrolières au Sahara a été publié par Le Monde du 23 février 1973. L'auteur, généralement favorable au régime, s'efforce d'expliquer que *"l'extraction de naphte se poursuit, selon toute apparence, dans des conditions satisfaisantes"*. Ce n'est pourtant pas ce que laissent supposer certains faits qu'il rapporte tout en minimisant l'importance.

Ainsi, seuls 25 millions de tonnes ont été produits dans les champs pétrolifères d'Hassi-Messaoud sur les 30 millions de tonnes escomptés, et, d'autre part, *"le 7 décembre dernier, à Zarzaitine, un puit foré par une équipe algéro-roumano-canadienne a pris feu, ce qui a provoqué une flamme de 80 mètres de haut que les "pompiers volants" de l'Américan Red Adair devaient affronter."*

Dans le domaine de la recherche et de l'extraction du pétrole, tout ne semble pas aller pour le mieux. D'après Afrique-Asie du 18.2.73. la SONATRACH serait actuellement en pourparlers avec près de vingt sociétés pétrolières étrangères en vue de leur participation éventuelle à l'exploration pétrolière en Algérie. Les discussions se déroulent, semble-t-il, sur la base des conditions fixées par la loi sur les hydrocarbures du 12 avril 1971. Selon cette loi, la société étrangère intéressée est tenue de former avec la SONATRACH une entreprise mixte avec 51 % pour la société algérienne ; le gaz découvert doit être concédé sans contrepartie à la SONATRACH ; le pétrole découvert peut être exploité en association.

Parallèlement, des appels sont faits aux techniciens étrangers. Sur les 600 techniciens français qui ont quitté Hassi-Messaoud lors de la "crise pétrolière", une cinquantaine seulement sont revenus et les autorités algériennes demandent à ce qu'ils soient suivis par plusieurs dizaines d'autres pour travailler avec les Russes et les Américains déjà en place. Sur 5000 personnes actives à Hassi-Messaoud, il y a 10 % d'étrangers qui sont tous bien sûr des cadres supérieurs. D'ailleurs, pour ces "pétroliers" de la SONATRACH, rien n'est négligé : mille logements sont en construction à Hassi-Messaoud ville.

Ainsi, les difficultés s'avèrent nombreuses. Elles sont, en fait, l'expression de l'intégration du secteur pétrolier algérien au marché capitaliste mondial duquel il dépend, tant pour les capitaux que pour les techniques et les débouchés. Ce n'est que dans le cadre de ce marché (donc par ses capitaux, ses techniques et essentiellement au profit des compagnies qui le dominent) que les hydrocarbures peuvent être produits et exploités.

Pour prendre part à ces profits, la bourgeoisie algérienne mène une politique qui ne manque pas de contradictions. d'un côté, elle fait appel aux capitalistes étrangers pour produire, transporter et consommer les richesses du pays ; mais, d'un autre côté, elle développe une propagande mensongère destinée à tromper les masses sur la prétendue "récupération des richesses nationales".

Cette politique a pour instrument la SONATRACH, véritable Etat dans l'Etat. Ecoutons le journaliste du Monde : "La SONATRACH qui siège aujourd'hui dans le plus luxueux des immeubles d'Alger" et qui "est devenue avec ses quinze filiales ... le premier "patron" d'Algérie, employant environ 30 000 personnes dont 3 000 cadres." Elle gère un patrimoine évalué à 11 milliards de DA (El Moudjahid du 25-26.2.73.).

Les quinze filiales en question sont mixtes ; sept sont constituées avec des Américains ; trois avec les Français ; deux avec les Italiens ; une avec l'Etat Roumain et une avec la Scandinavie. La SONATRACH détient 48,8 % des actions de la compagnie algérienne du méthane liquide d'Arzew, où dominent les intérêts anglo-américains.

Pour la production et la recherche du pétrole, elle est associée avec des sociétés françaises, à raison de 51 % avec Total-Algérie et 75,5 % avec Elf-Algérie. Quant à la société américaine GETTY Petroleum Company, elle n'a pas encore été nationalisée. D'après l'auteur du reportage, à propos du pétrole "les potentialités, au demeurant relativement modestes, auront sans doute été arrachées à la terre d'ici une vingtaine d'années." C'est pourquoi le pouvoir oriente désormais ses objectifs vers la production de gaz naturel, ressource dont l'exportation s'annonce (et se révèle déjà) prometteuse pour la bourgeoisie. Cinq grands contrats ont été signés en 1972 portant les prévisions d'exportation de gaz à 50 milliards de m³ par an. 40 % des quantités engagées sont destinées à l'Europe et 60 % aux Etats-Unis.

Nous reproduisons quelques données concernant le secteur des hydrocarbures en Algérie, publiées par "Jeune Afrique" du 24.2.73.

LA PRODUCTION NATIONALE

- 1970 : 48 millions de tonnes (avant les "nationalisations")
- 1972 : 50,8 millions de tonnes.

La part revenant à la SONATRACH en 1972 a été de 39,2 millions de tonnes, soit 77 % de la production totale. Elle était de 30 % en 1970. La SONATRACH a fourni 1,8 milliard de m³ de gaz pour un total de 2 milliards de m³.

En ce qui concerne la recherche, la participation de la SONATRACH a été comme suit :

<u>Participation</u>	<u>Société Associée</u>	<u>Surface en km².</u>
100 %		835.000
51 %	GETTY P.C.	11.500
51 %	ELF ALGERIE	3.500

En 1971, les investissements réalisés par la SONATRACH dans la recherche se sont élevés à 40 millions de DA.

COMMERCIALISATION

Marché Intérieur - La SONATRACH détient le monopole de la distribution des produits pétroliers et tous les autres dérivés des hydrocarbures liquides ou gazeux.

Marché extérieur - Clients de la SONATRACH :

Pétrole : R.F.A., Belgique, Brésil, U.S.A., France, Grande-Bretagne, Espagne, Italie, Maroc, Pays-Bas, Suisse, Yougoslavie, U.R.S.S., Roumanie, Bulgarie, Canada, Trinidad, République Démocratique Allemande, Suède, Egypte.

Gaz Naturel Liquéfié : Grande-Bretagne, France, Espagne, U.S.A.
République Fédérale Allemande, Belgique.

Produits Pétroliers : République Fédérale Allemande, Italie,
U.S.A., France, Angleterre, Scandinavie,
Pays-Bas, Belgique, Tunisie, Maroc.

Ammoniac : Italie, France, Espagne, Grèce, Turquie, Grande-
Bretagne, Danemark, Maroc, Liban.

RECETTES DE L'ALGERIE

1970 : 570 millions de dollars
1971 : 600 millions de dollars
1972 : 1 milliard de dollars.

RECETTES FICALES

1970 : 1 400 millions de DA
1971 : 1 800 millions de DA. Ce chiffre comprend des
arriérés fiscaux dus au titre des exer-
cices 1969 et 1970 et payés en 1971.
1972 : 3 200 millions de DA.

TRANSPORT DES HYDROCARBURES

Le réseau d'oléoducs compte à ce jour 3 140 km dont 1 685 réa-
lisés par la SONATRACH. La capacité de transport est passée de
26 à 64 millions de tonnes par an pour le pétrole brut. La ca-
pacité de transport du gaz naturel est passée de 2,8 à 9,5
milliards de m³/an.

Le réseau total de transport comporte 4 500 km.

PRINCIPAUX OLEODUCS EN SERVICE

Haoud-El-Hamra	Arzew
Haoud-El-Hamra	Skikda : 30 millions t/an.
Haoud-El-Hamra	Bedjaïa
In-Amenas	Tunisie

OLEODUCS INTERIEURS EN SERVICE

(en dehors des collecteurs de champs)

Ohanet	Haoud-El-Hamra
Tin Fouyé	Mederba
Tin Fouyé	In-Amenas
Hassi R'Mel	Haoud-El-Hamra
Rhourde El-Bagnet	Haoud-El-Hamra
In-Amenas	Ohanet
El-Gassi	Haoud-El-Hamra

OLEODUCS EN CONSTRUCTION

Hassi-Messaoud	Hassi-R'Mel (pour le transport des gaz de pétrole liquéfié)
Hassi-R'Mel	Arzew (pour le transport des mélanges G.P.L. conden- sat : capacité 850000 t. par an de GPL en phase finale et 3,3 millions de tonnes de condensat en phase finale).

GAZODUCS EN SERVICE

Hassi-R'Mel
Hassi-R'Mel

Arzew
Skikda : 12,7 milliards
de m³/an.

GAZODUCS EN CONSTRUCTION

Hassi-R'Mel

Arzew : 13,5 milliards
de m³/an.

LES ANTENNES

ANNABA : Longueur 94 km.
Capacité 430 000 m³/h. en phase finale.

GUELMA/SOUK AHRAS : Longueur 97 km.
Débit phase finale 16 000 m³/h.

BISKRA : Longueur 64 km.
Débit en phase finale 24 000 m³/h.

PETROCHIMIE

ANNABA : Complexe d'engrais phosphatés,
Capacité : 550 000 t/an.

SKIKDA : Usine de liquéfaction de G.N.
Capacité : 4,5 milliards de m³/an. qui sera
portée à :
9 milliards de m³/an.

SKIKDA : Complexe de matières plastiques,
Capacité : 48 000 t/an de polyéthylène
35 000 t/an de P.V.C.

ARZEW : Complexe d'ammoniac et d'engrais azotés,
Capacité : 1 000 t/jour.

ARZEW : Raffinerie,
Capacité : 2,5 millions de t/an.

ARZEW : Unité de Méthanol et de Résines Synthétiques,
Capacité : 100 000 t/an de méthanol
Capacité : 10 000 t/ de résines.

HASSI-MESSAÛUD

SUD : Usine d'extraction de G.P.L.,
Capacité : 585 000 t/an.

HASSI-MESSAÛUD

NORD : Usine d'extraction de G.P.L.,
Capacité : 365 000 t/an.

SETIF : Centre de plastique.

PROJETS

SKIKDA : une raffinerie
ARZEW : deux usines de liquéfaction de gaz naturel
HASST-R'MEL ARZEW : un nouveau gazoduc de
40 pouces

Sur la côte au Centre du Pays : deux usines de liquéfaction de gaz naturel, d'une capacité unitaire de 10 milliards de m³/an qui seront à implanter sur (...) et qui seront approvisionnés par deux Gazoducs de grand diamètre.

SKIKDA : 5^e et 6^e unités de liquéfaction de gaz naturel
: Un gazoduc "Ouest" 20" et 250 km,
Capacité : 1,5 milliard de m³/an.
: Une usine d'ammoniac,
Capacité : 1 000 t/jour.

PROJETS ET REALISATIONS

Le Programme Spécial du TELAGH

(d'après El Moudjahid du 3.2.73.)

Ce programme a été mis en place en 1971. On y avait prévu 170 millions de DA de dépenses. Le bilan de la première année d'exécution établi par l'Exécutif de la wilaya d'Oran nous suggère ces quelques remarques :

- d'un point de vue global, moins de 10 % des crédits (15 millions de DA) ont été débloqués ; ce qui montre un démarrage plutôt lent de ce programme.

- si l'on entre dans le détail des réalisations, on s'aperçoit qu'au terme d'une année, elles sont encore ... sur le papier.

Relevons au hasard dans l'enquête publiée par El Moudjahid :

HYDRAULIQUE

"Tous les projets, au nombre de 15, sont techniquement achevés. Il ne resterait plus pour leur application définitive sur le terrain que l'aval administratif (appels d'offres, lancement des marchés, signature des contrats, etc ...)". Et, bien sûr, le démarrage des travaux !

Pourtant, 200 000 DA ont déjà été dépensés, alors que sur le terrain il n'y a encore absolument rien. On voit à travers cet exemple à qui profite^{nt} les programmes spéciaux. Officiellement, ils ont pour but "l'élimination des inégalités régionales", "la justice sociale" et, en fait, les bilans font apparaître que les sommes débloquées ne profitent pas aux populations locales, ou très peu. Elles sont absorbées par les bureaux d'études, les sociétés de services (pour la plupart étrangères), les achats de matériels coûteux (étrangers), avec, au passage "la commission" de la bourgeoisie locale.

Notons que cette bourgeoisie locale tente de se créer d'autres moyens d'enrichis-

sement. C'est ainsi que le problème de la création d'entreprises pour la réalisation des travaux fut l'objet d'âpres discussions, chaque partie essayant de se réserver une part du gâteau plus grande. Pour le wali, il faudrait créer une entreprise hydraulique unique au niveau de toute la wilaya. Pour certains délégués communaux, ces entreprises devraient se faire au niveau des communes. La question ne fut pas tranchée, cependant, tout le monde parvint à se mettre d'accord pour que les trois opérations prévues pour 1972 soient reportées à 1973, peu importe si, entre-temps, les populations manquent d'eau.

AGRICULTURE

Le bilan n'est guère plus encourageant. 6 000 hectares devaient être mis en valeur dans la commune de Moulay Slissen. *"45 hectares sont déjà achevées"* nous apprend, avec un sens de l'humour qu'on ne lui connaissait pas El Moudjahid, qui conclut cependant *"c'est certes très peu. Nous avons accusé du retard, dira le directeur régional de l'Agriculture, à cause de la signature du contrat."*

D'autres travaux prévus, notamment du point de vue viticole et plantations fruitières ne sont pas encore commencés. Ce qui n'empêche pas le wali d'affirmer qu'il faut donner la priorité aux terres de la révolution agraire pour lesquelles les opérations devront être achevées *"au plus tard fin juin 1973"* (dont acte).

La création de trois centres agricoles prévus dans le programme *"a été malheureusement retardée, entre autres la station vétérinaire et la station abri pour ovins."* Le délégué à l'Agriculture précise cependant que les appels d'offres ont été lancés.

Conclusion du wali : *"il sera nécessaire dorénavant que chaque service nous fasse un rapport mensuel sur l'exécution de ce spécial."*

On peut cependant être sceptique sur l'efficacité de cette solution, car, si l'on en juge par ce qui a été dit plus haut, à propos de la signature des contrats, il y a déjà trop de paperasses.

Prévue également la construction d'une station de monte *"qui n'en est pour l'instant qu'au stade de la ... conception."*

Reste naturellement le pastoralisme. *"Un seul grand projet pour 1972, la construction d'une station abri. Là, aussi, malheureusement, le projet n'en est qu'au stade de l'étude."* (El Moudjahid du 3.2.73.).

"Quant à l'apiculture et à l'aviculture, la seconde sera lancée l'année prochaine et la première sûrement cette année."

LES TRAVAUX DU D.R.S. (Défense et restauration des sols)

"Une pépinière de 6 hectares voit, à l'heure actuelle, un début d'exécution. 48 000 DA sont engagés dans l'opération". (Cela fait 800 000 anciens francs par hectare et seulement pour un début, c'est cher ! Surtout, que l'on ne précise pas où en sont les travaux.

400 000 DA sont engagés pour la construction de maisons forestières, vingt au total. *"La plupart d'entre elles seront construites dans la réserve de chasse ou dans le futur parc national."*

Pourtant, pour être honnête, reconnaissons que toutes les dépenses ne sont pas de prestige puisque récemment *"le wali a personnellement distribué des socs et des charrues aux fellahs."* Coût de l'opération : 500 000 DA. (Que les charrues sont chères !).

LES AUTRES PROJETS

Un million de DA a été débloqué en 1972 pour la Jeunesse et les Sports. Le crédit concerne l'étude d'un stade aux fellahs et l'aménagement de neuf aires de jeux dans les neuf communes de la daïra. Quand il s'agit d'encourager le football, le pouvoir est beaucoup moins avare, (ainsi, les jeunes ne s'occupent pas de politique).

En matière de SANTE, les sommes dépensées sont moins importantes. Il s'agit simple-

ment d'agrandir l'hôpital du TELAGH et le centre polyvalent.

Pour ce qui est de l'ELECTRIFICATION, le responsable de la SONEGAS juge que les crédits attribués sont insuffisants et il demande une rallonge. "Impossible, répondra le wali, on ne peut demander une rallonge au Plan sur la base d'une simple opération."

Pour ce qui est des TRAVAUX PUBLICS, des petits et moyens chantiers ont été ouverts, mais il s'agit là de travaux minimes, alors que pour l'aménagement des routes, les travaux n'ont même pas encore été entamés. Le wali envisage cependant "l'achat d'engins, de matériel hydraulique, de matériel de bitume". "Un contrat pour l'achat de ce matériel sera incessamment signé avec la SONACOME à Alger."

Le wali d'Oran dira en conclusion : "72 pour ce Spécial du TELAGH a été davantage une année d'études que de réalisations. Cette année, il faudra carrément engager les opérations, quitte à inclure les opérations en suspens de 1972 dans le programme de 1973." Ses propositions confirment la volonté du pouvoir de se servir des programmes spéciaux pour dégager une bourgeoisie locale à laquelle il abandonne des miettes. "Quant aux travaux publics, il ne faudrait pas trop attendre des entreprises. Il faut lancer les opérations au besoin en régie, c'est la formule qu'il faudra d'ailleurs généraliser au fur et à mesure. Il vaut mieux que nos moyens interviennent parce qu'ils sont plus facilement contrôlables."

Le système de la régie communale transforme l'A.P.C. en une entreprise. Le président de l'A.P.C. dispose de crédits pour acheter du matériel, embaucher des ouvriers, diriger des travaux, etc ... il n'y a pas de contrôle au niveau de l'exécution, seulement au niveau comptable. Cette procédure déjà employée a été l'occasion de nombreuses malversations et détournements. Certes, tous les présidents d'A.P.C. ne sont pas malhonnêtes, mais il y a un climat général d'affairisme qui entraîne beaucoup d'entre eux à se remplir les poches. D'autant plus que les autorités supérieures multiplient les occasions pour les compromettre.

A la fin de toute cette enquête, le journaliste d'El Moudjahid conclut : "une seule ombre au tableau (!) le plan d'urbanisme de la ville du TELAGH. 8 mois n'ont pas suffi à un bureau d'études pour tracer au moins la première conception de ce plan."

Postscriptum

Après une enquête parue le 3.2.73., nous trouvons un nouvel article consacré au programme spécial du TELAGH dans El Moudjahid du 28.2.73. Le style en est plus optimiste : "zone déshéritée, la daïra du TELAGH est aujourd'hui une daïra qui bouge. Le programme spécial est entré en vigueur. Tout change, on est en train de changer dans cette daïra. De nouveaux chantiers naissent ici et là. De nouvelles routes s'ouvrent ici et là. Quant à la révolution agraire, elle arrive à point dans cette daïra. De grands travaux, dans le cadre du Spécial, vont démarrer très incessamment."

Optimisme de rigueur, contredit aussitôt par la déclaration du chef de la daïra du TELAGH qui n'hésite pas à affirmer "le problème numéro un de la daïra reste de très loin le problème du travail, autrement dit le problème du chômage. 80 % de la population de cette daïra sont actuellement au chômage. Ce sont des chiffres qui évidemment font peur. Le jour d'audience, 90 à 95 % des gens ne viennent me voir que pour un seul motif : le travail. Je ne vous citerai d'ailleurs que l'exemple de cette vieille dame âgée au moins de 65 ans, ou peut être davantage, qui était venue un jour me voir en tremblant. Quand je lui demandai les raisons qui l'avaient poussée à venir me voir, elle éclata en sanglots et me dit qu'elle avait cherché partout, sans trouver, du travail."

LES JEUNES : UNE SITUATION DRAMATIQUE

La situation des jeunes de notre pays est à ce point alarmante que les journaux du pouvoir sont obligés d'en faire état. "La situation du jeune est négative, il ne sait pas trop à quoi s'accrocher" déclare le ministre de la Jeunesse et des Sports. "Délinquance juvénile", prostitution, etc ... se développent et provoquent un grand mécontentement dans les rangs de la jeunesse, mécontentement qui s'exprime par l'agressivité.

Les témoignages sont nombreux et nous citerons quelques uns de ceux que publie Révolution Africaine du 15.2.73.

La "délinquance juvénile" : "Ce jeune avec qui nous nous sommes entretenus il y a quelques jours, lors d'un passage dans une ville de l'ouest du pays, avait les cheveux courts, coupés en brosse, il sortait tout juste de prison. L'école, il en a oublié jusqu'au souvenir. Il vit avec sa famille dans des conditions lamentables. Il n'a que 17 ans. Cet autre enfant est accusé d'avoir volé un lot de vêtements à l'intérieur d'un véhicule en stationnement. Il est enfermé pour une année à l'internat de Châteauneuf. Sa mère est malade et son père ne vit pas chez eux."... "Une journée passée au centre pénitencier d'El Harrach nous a convaincu de la gravité du problème" conclut le journaliste.

Un rapport de la Sûreté nationale paru dans ce même journal reconnaît que : "les centres d'accueil et de rééducation sont si rares et de si peu d'importance que nous pouvons affirmer sans conteste que notre pays est favorable à l'éclosion et la prolifération de la délinquance juvénile ... Les policiers en tant que citoyens ne peuvent rester insensibles en effet à cette vague de criminalité que soulève la jeunesse."

La prostitution : "La prostitution atteint son paroxysme dans la capitale. Le phénomène est devenu trop grand, monstrueux et spectaculaire ... Le danger est partout dans la rue, dans le bus, au bureau ou même à l'université. Depuis quelques années, tout se passe à la lumière du jour sans crainte" écrit El Djeich de novembre 1972. "La prostitution touche les jeunes filles de 15 à 20 ans dont la majorité" sont selon El Djeich, "originaires de l'intérieur du pays, mais aussi des veuves, des divorcées, des mères de famille qui sont l'unique soutien de famille."

La liste des témoignages pourrait être allongée, tous sont unanimes quant à la gravité de la situation. Il règne un climat tendu et les jeunes sont agressifs. Souvent les jeunes et même les enfants insultent tout ce qui représente le pouvoir, notamment les agents de police, les fonctionnaires, etc ... Un nombre toujours plus important de jeunes de 14 à 17 ans devient un danger permanent pour les bourgeois. Renvoyés des écoles et ne trouvant pas d'emplois, ils sont obligés de recourir même à l'agression pour se procurer de quoi faire survivre la famille dont il ont souvent la charge. "Un jeune homme de 16 ans qui venait de sortir de la maison de redressement a retrouvé ses parents dans une grande misère. Il se présente alors chez un boucher, lui commande de la viande en le menaçant avec un couteau. Après quoi, il se présente chez un épicier et se fait servir de la même façon. La police ayant été avertie le prit en flagrant délit et le présente aussitôt au tribunal."

Les citoyens manifestent leur inquiétude devant cet accroissement de la violence. Un habitant de Belcourt écrit à El 'Mboudjahid du 10.2.73. : "Je ne peux m'empêcher d'y penser chaque jour en voyant des centaines de jeunes de 14 à 20 ans, et même plus, déambuler dans les rues, s'asseoir devant les entrées d'immeubles et même parfois sur les trottoirs évidemment sans travail, ni occupation."

Comment résoudre ces problèmes auxquels s'affrontent les jeunes ? La bourgeoisie propose d'alourdir la répression. "Dans de nombreux Etats s'est élaboré un droit pénal spécial aux mineurs et il est normal qu'à l'appareil judiciaire et pénitentiaire spécial corresponde un appareil policier spécial" écrit Révolution Africaine du 15.2.73. La répression est la règle en Algérie, qu'elle soit directe (matraquages, arrestations, etc..) ou indirecte : centres de redressement, centres de "rééducation" et autres appareils à caractère répressif.

Mais, la répression, bien que menée avec une extrême violence, s'avère inefficace. La bourgeoisie utilise alors d'autres moyens pour embrigader les jeunes, les occuper et

du même coup les exploiter. Il s'agit notamment du service national, des campagnes de volontariat, etc ... Après le travail forcé du service national (le pouvoir ne fait-il pas construire la route transsaharienne par les jeunes appelés !), les jeunes sont appelés à participer à la campagne de mystification des masses paysannes par le biais du volontariat. En fait, le pouvoir cherche à conquérir l'adhésion de la jeunesse aux objectifs de sa politique. Ainsi, tout est mis en oeuvre afin de *"parvenir dans les plus brefs délais à mobiliser toutes les énergies de la jeunesse acquise à la révolution, à leur permettre de s'identifier à elle et de la défendre"* déclare le ministre de la Jeunesse et des Sports.

Mais, ces appels restent sans écho. Les jeunes demeurent hostiles au régime. La J.F.L.N., les scouts, etc ... ont connu la faillite. Actuellement, le pouvoir parle de mettre en place un *"mouvement de jeunesse socialiste algérienne"* et prépare une charte pour l'organisation de la jeunesse, car note El Moudjahid du 27.2.73. *"La jeunesse doit être organisée"* et il faut la mobiliser.

Ce mouvement est unique et placé sous la coupe du F.L.N. Il s'agit d'un projet d'appareil de contrôle et d'encadrement des jeunes à structure pyramidale, à l'image du F.L.N. : assemblée communale des jeunes, assemblée de wilaya et, au sommet, un Conseil national de la Jeunesse doté d'un comité exécutif national.

En même temps qu'il tente de les mobiliser autour de ses objectifs, le pouvoir cherche systématiquement à démobiliser, à abrutir les jeunes de notre pays. Tous les moyens sont, là aussi, mis en oeuvre pour les briser idéologiquement, pour détourner leur attention des problèmes politiques susceptibles de faire prendre conscience des causes de la situation. Il suffit de consulter les programmes de cinéma (westerns, gangsters, etc ...) ou de télévision pour s'en convaincre. Le sport joue aussi un grand rôle. A la télévision, les programmes consacrent jusqu'à trois matches de football certains jours. Dans les villages, la formation d'équipes locales est encouragée. On distribue parfois des tenues gratuites. Il est fréquent que les supporters d'équipes différentes aillent jusqu'à l'affrontement, ce qui excite les sentiments régionalistes. La consommation de l'alcool est encouragée.

Nous voyons que les solutions du pouvoir ne cherchent pas à résoudre les problèmes des jeunes. Au contraire, les moyens mis en oeuvre sont dirigés contre eux. C'est une politique de classe délibérée qui a pour seul but de préserver les intérêts et la tranquillité des bourgeois. La recherche d'une véritable solution à la dégradante situation de notre jeunesse nécessite une analyse rigoureuse de ses causes et la définition des responsables. Sur ce chapitre, la presse "nationale" ne manque pas d'imagination pour dégager la responsabilité du pouvoir.

D'après Révolution Africaine du 15.2.73. *"En Algérie, ce sont donc les causes sociales économiques imbriquées, liées au facteur historique qui sont à l'origine de la délinquance."* Une autre raison est souvent avancée. Elle rejette la responsabilité sur l'extérieur : *"Nous sommes en face de l'Europe, nous ne pouvons pas arrêter les influences européennes. Nous vivons dans la sphère européenne. Si les jeunes parce qu'ils incompris choisissent la rupture, comme ils ont besoin de modèles, ils risquent de choisir le modèle européen"* affirme le ministre de la jeunesse et des sports. Quant aux causes de la prostitution, elles seraient, elles aussi, dues à des *"jeunes adeptes de la morale européenne"*. De toutes façons, affirme El Djeich *"sous une forme ou sous une autre, la prostitution a existé de tout temps et n'a épargné aucune société."*

Les explications avancées cherchent manifestement à justifier cette situation et, du même coup, à en éluder les véritables causes. Celles ci, le chômage, la misère, l'absence ou la médiocrité de l'enseignement sont les résultats, pour les jeunes, de la politique de la bourgeoisie.

En effet, les conditions de la jeunesse de notre pays n'ont fait qu'empirer depuis 1962-63, en même temps que le pouvoir de BEN BELLA et de BOUMEDIENNE développait sa politique de destruction du peuple algérien.

Dans tout le pays, des milliers de jeunes désœuvrés, affamés traînent. Actuellement, un jeune seulement sur dix a une chance de trouver un emploi avant l'âge de vingt ans. Chaque année, environ 300 000 adolescents et adolescentes s'ajoutent au nombre de ceux qui cherchent déjà un emploi. A la plupart d'entre eux, le pouvoir réserve le chômage anihilant et démobilisant, car, comme nous l'écrivions dans EL JARIDA n° 10-11, *"LE 'PLAN' (quadriennal) NE CONSIDERE PAS QUE DONNER DU TRAVAIL AUX ALGERIENS SOIT UN*

OBJECTIF PRIORITAIRE. EN FAIT, C'EST JUSTE LE CONTRAIRE QUI EST PREVU : DES INVESTISSEMENTS QUI N'EXIGERONT PAS BEAUCOUP DE MAIN-D'OEUVRE, C'EST LA LE CENTRE DU PROBLEME LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU POUVOIR DE LA BOURGEOISIE D'ETAT ET DE L'IMPERIALISME SACRIFIE LE DEVOIR IMPERIEUX D'ASSURER UN EMPLOI A CHAQUE CITOYEN AUX APPETITS SORDIDES ET DEMESURES DES CAPITALISTES (D'ETAT OU PRIVES) QUI CHERCHENT A S'ASSURER LES PROFITS LES PLUS ELEVES."

Pourtant les jeunes cherchent à travailler et tous les moyens sont bons pour ramener quelque chose à la maison. En ville, ils essaient de vendre sur les trottoirs des cigarettes, cacahuètes, galettes, etc ... avec la peur d'une confiscation par la police, constamment aux aguets. A la campagne, ils attendent comme autrefois les saisons de cueillettes pour participer aux travaux, mais actuellement cette ultime ressource est pratiquement supprimée, la terre n'étant pas travaillée. Les plus chanceux obtiennent la carte de l'ONAMO et émigrent.

En matière de scolarisation, la politique du pouvoir trace deux voies aux jeunes algériens, selon qu'ils sont issus de milieu bourgeois ou populaire. Le fils de bourgeois à quatre ans fréquente déjà l'école maternelle. Puis, c'est l'école primaire, privée ou la meilleure de la ville. Sa place au lycée est assurée, de même qu'à l'université. 80 % des étudiants au moins appartiennent aux milieux aisés : bourgeoisie, couche supérieure de la petite bourgeoisie etc ...

Pour le fils d'ouvrier ou de paysan, la première difficulté est de pouvoir rentrer à l'école. En effet, 50 % de fils du peuple (pourcentage plus élevé pour les ruraux et les filles) ne sont pas scolarisés. Pour ceux qui le sont, la voie est pleine d'obstacles et de barrages. D'abord, ils sont soumis pendant deux heures par jour à un enseignement médiocre et dans une classe archi comble. *"Les effectifs des classes sont pléthoriques et si la moyenne nationale est de 46,4 élèves par classe, elle peut atteindre dans certains centres jusqu'à 70 (Tiaret). Les maîtres, eux-mêmes ont en moyenne 98,1 élèves, chiffre qui atteint à Constantine 44 élèves par maître. Dans ces conditions, l'école primaire ne peut jouer d'autre rôle que celui d'une garderie et la politique actuelle de scolarisation à outrance est en fait plus destinée à gonfler les statistiques qu'à instruire les jeunes algériens."*

L'examen de 6ème constitue un premier barrage. D'ailleurs *"L'UNESCO révèle que 62,9 % des élèves du primaire (à l'échelle nationale) abandonnent leurs études à la fin du cycle élémentaire, ce qui les condamne à aller grossir les rangs des analphabètes."*

Le second barrage est le trousseau qu'il faut acheter, si les parents ont pu, à force de privations, envoyer leur fils au lycée. *"Dès que l'on passe au secondaire, les barrières de classes deviennent systématiques. L'enseignement est alors destiné à la minorité des privilégiés. Les jeunes gens issus de milieux pauvres sont inexorablement écartés d'un système d'enseignement qui, bien que gratuit, du point de vue juridique, exige en fait de lourds sacrifices matériels que bien des familles ne peuvent consentir : trousseaux, livres (dans certains lycées, les élèves reçoivent une liste de romans édités par la S.N.E.D. qu'ils doivent acheter sous peine de renvois), transport, entretien, nourriture, etc ..."*

Souvent, l'élève n'arrive pas jusqu'à la fin du secondaire. Il abandonne ou essaie de se présenter dans un centre d'apprentissage ou un institut de technologie. A l'université, il ne reste pratiquement plus de jeunes d'origine humble. Ceux qui restent se débattent dans d'innombrables difficultés matérielles.

Par son contenu, l'enseignement est essentiellement une entreprise d'abrutissement des jeunes. Aux fils du peuple, le pouvoir réserve, sous prétexte de retour aux sources, une alphabétisation en langue arabe, centrée vers la "culture arabo-islamique". *"La langue arabe devient ainsi le véhicule d'une idéologie prêchant le retour à une culture réactionnaire, exprimée dans des chants, poèmes et folklore, exaltant la soumission à l'ordre établi et le retour à un passé ténébreux de traditions d'où sont absentes les expériences de lutte du peuple algérien. Le procédé n'est pas nouveau, déjà le système colonial l'avait largement pratiqué en développant le maraboutisme."*

Ce rapide examen montre que les graves problèmes auxquels sont confrontés les

jeunes algériens (chômage, enseignement de classe) et qui sont à l'origine de la "délinquance, la prostitution, etc ...) sont entretenus et développés par la bourgeoisie.

Dès lors, changer cette situation, c'est-à-dire supprimer le chômage, la misère, l'enseignement bourgeois et leurs conséquences, signifie détruire l'Etat algérien, instrument de domination de la bourgeoisie sur le peuple.

C'est pourquoi, le travail, à l'étape actuelle, consiste à mener un travail systématique d'explication au sein de notre jeunesse pour dévoiler les causes et les responsables de la situation. Il est nécessaire de mener la lutte idéologique, de diffuser les idées révolutionnaires, de trouver des formes d'organisation des jeunes pour briser l'isolement, la division, etc ... et donner à leurs luttes un contenu politique précis.

Ces tâches incombent à tout algérien conscients de la nécessité de la révolution socialiste dans notre pays.

A Noter

POURQUOI LA MALNUTRITION ?

Un article paru dans la revue CERES de la F.A.O. (Organisme des Nations Unies Pour l'Alimentation et l'Agriculture) traite des problèmes de la malnutrition protéique dans le monde. Ce fléau consiste en une carence en protéines (1) due à une alimentation insuffisante (ou insuffisamment riche en protéines) dans l'organisme humain.

Ce problème revêt un caractère aigu surtout parmi les populations déshéritées des pays sous-développés (c'est le cas de l'Algérie).

Il est intéressant de relever le point de vue de l'auteur sur les causes de ce mal. Selon lui, il y a d'abord des raisons économiques qui empêchent la masse des gens de se procurer suffisamment de produits alimentaires nutritifs. *"Le problème prend plus d'acuité encore si l'on considère sur le plan local les différences de revenus entre la minorité opulente et la majorité déshéritée, et, globalement, l'élargissement du fossé économique et technologique qui sépare les pays pourvus des pays en voie de développement. C'est ainsi que le problème de la malnutrition protéique a persisté et qu'il empire : il ne relève pas tant d'un manque d'aliments riches en protéines dans les différentes parties du monde, que de facteurs sociaux et économiques."*

Il ajoute : *"Dans les pays en voie de développement, les forces propres à l'économie de marché et à la société de consommation se conjuguent pour rendre à la fois plus rares et plus chères les denrées traditionnelles qui formaient jusqu'ici la base de l'alimentation, et auxquelles tous pouvaient avoir accès. Ces produits servent aujourd'hui à satisfaire soit la demande croissante d'une minorité aisée, soit l'exportation pour les besoins de laquelle on les traite au préalable dans les usines locales. En même temps et pour les mêmes raisons, des cultures de rapport viennent se substituer peu à peu à la production de ces denrées essentielles à l'alimentation locale. Ne tenant aucun compte ni de l'état de la production, ni des matières premières disponibles, les usines de transformation de produits alimentaires se multiplient."*

On comprend dès lors le rôle véritable de telles usines dans notre pays et du même coup ce pourquoi le pouvoir envisage un essor du secteur des industries de transformation pendant la prochaine décennie. Il ne s'agit pas, comme cherchent à le faire croire les dirigeants, de satisfaire les besoins essentiels des masses, mais de mettre en place un moyen supplémentaire d'enrichissement pour la bourgeoisie.

A ce propos, l'article poursuit : *"Ainsi, l'on continue d'employer tous les jours un peu plus, pour la production et la transformation des matières premières, des méthodes qui font appel aux techniques modernes et aux capitaux, le tout s'accompagnant d'une dépendance accrue à l'égard des sociétés multinationales basées dans les pays pourvus. En conséquence, les aliments traditionnels nutritifs, et à plus forte raison les produits transformés (à cause de leur prix élevé) demeurent hors de la portée des masses rurales et urbaines dont le pouvoir d'achat diminue chaque jour."*

- (1) Protéïnes : substances chimiques contenues en quantité variable dans les aliments et indispensables à la vie de l'organisme. On produit artificiellement des protéïnes à partir de nombreux matériaux, notamment les divers composés du pétrole, le gaz naturel, les déchets de l'industrie alimentaire, etc ...

témoignages

témoignages

témoignages

TEMOIGNAGE SUR LE 17 FEVRIER A CONSTANTINE

Samedi, jour houleux. Il neigeait, il pleuvait, il faisait un froid à ne pas mettre le nez dehors. On attendait la venue du chef de l'Etat qui devait arriver avec KHADAFI et avec le chef de la région militaire d'Oran. A cette occasion, les administratifs, les écoliers et des ouvriers ont été obligés d'être sur le parcours et, particulièrement, les écoliers et les élèves de CEM qui étaient sur les trottoirs depuis 8 heures. Ces messieurs sont arrivés tout doucement vers les coups de 13 h. 30. Bref, les pauvres gosses étaient sous la pluie, le vent et autres calamités. Ils ont dû crever de froid. La même scène s'était déjà produite, cette fois-ci en été, lors de la venue à Constantine de BOURGUIBA et le résultat a été significatif. Plusieurs enfants avaient terminé leur journée à l'hôpital pour insolation. Donc, fonctionnaires et flics, écoliers et chômeurs étaient de la fête. Nos "illustres" étudiants qui disent partout *"qu'ils défendent si bien la cause des paysans"*, eux aussi étaient de la fête. On leur avait fait croire qu'ils auraient une entrevue avec BOUMEDIENNE à partir de 14 heures à la nouvelle université. Tu parles ! Ils attendent toujours.

Le vendredi soir, jusqu'à une heure très avancée de la nuit, des dizaines d'ouvriers peinaient pour combler le moindre trou sur le passage présidentiel. Je suis resté jusqu'à 21 heures. J'ai discuté avec l'un d'eux. On nous a obligé à faire ce travail, ça nous ferait des sous, nous a-t-on dit. Cependant, ils auraient pu nous prévenir à l'avance *"on aurait fait du travail sérieux"*. Je t'assure que, pour moi, c'est fini, je suis désormais contre tout ce folklore. Toutes ces ignominies pour épater les gens et les visiteurs, c'est de la supercherie. Mais, les gens ne sont pas si dupes qu'ils en donnent l'air. Du moins, c'est mon avis.

La semaine culturelle de Constantine approche et les membres de l'A.P.C. sont sur le pied de guerre. Il s'agit, tiens-toi bien, de rénover la porte d'entrée du T.N.A. !!! Les responsables s'accusent, tant au niveau de l'inexistence de la production électrique, qu'au niveau de la lenteur des travaux d'aménagement. Pour ce qui est de la programmation cinématographique, les salles se sont donné le mot pour "vulgariser" les films hindous, les westerns spaguettis et autres médiocrités du genre. Bref, nous vivons dans le crétinisme et la médiocrité. Au ciné-club, les films sont intéressants, mais on n'y va pas pour la seule raison que les débats sont toujours centrés sur la révolution agraire. On en a marre.

A l'université, outre que nous manquons de chauffage, le niveau des cours et des études est en-dessous de zéro. Les étudiants hibernent dans la suffisance et le "perroquisme" : le cours appris et reproduit "virgulement" sur la feuille d'examen 19/20. Pas de réflexion personnelle, aucune formation. Tout ce qui est proposé aux étudiants c'est de crier *"vive la révolution agraire"*

--

Aussi bien à Orly qu'à Alger, il y a des fouilles systématiques. A l'arrivée là-bas, tout passager doit présenter un reçu de change de la B.N.A. Les gens qui ne changent pas d'argent sont mis de côté puis fouillés et interrogés. Les bagages sont très fouillés. Les douaniers demandent s'il y a des armes et questionnent à propos du change d'argent. Le bureau de change prend environ 15 %. Le contrôle se fait aussi

parfois en dehors même de l'aéroport.

Le transport de l'aéroport à Alger revient en taxi à 45 DA. Les chauffeurs font payer au client - ils n'ont le droit d'en prendre qu'un seul - le prix aller et retour. Les routes sont en très mauvais état et dans les agglomérations, il y a beaucoup d'insalubrité : les poubelles ne sont pas vidées.

Dans les rues d'Alger, il y a beaucoup de monde la journée, mais le soir, à partir de neuf heures, il n'y a plus personne, mis à part les rues du centre-ville. Là, il y a beaucoup de gens dans les cafés à toute heure. Mais, ce qui frappe le plus, c'est le nombre incroyable de chômeurs, de cireurs jeunes et grands. Il n'y a jamais eu autant de mendiants que maintenant. Ils stationnent devant les bars, les cafés, les restaurants, les boulangeries. A ceux-là, s'ajoutent les innombrables bandes de jeunes de 14 à 20 ans très agressifs et flânant toute la journée. Il y a aussi beaucoup de jeunes garçons, de jeunes filles et de femmes qui vendent des galettes, des cigarettes. On m'a dit que beaucoup de jeunes gens surveillent les policiers et attendent qu'ils soient en tenue civile pour les agresser. C'est ainsi que le jour de l'Aïd, cinq policiers en civil ont été poignardés sur la place de Birmandreïs. Il y a eu aussitôt une raffle (le 15 janvier). Une semaine plus tôt, la police avait fait une raffle à Belcourt. Toute une rue a été bloquée et tous les passants ont été interrogés, fouillés et contrôlés (le 7 janvier).

En plus des raffles, il y a de plus en plus de contrôles de police et de gendarmerie - surtout sur les routes -. Les gens sont descendus de voitures, fouillés et contrôlés aussi. La raison principale de tout cela est due, à mon avis, à l'accroissement du mécontentement qui va jusqu'à la riposte sous forme de banditisme. A ce sujet, un climat d'insécurité règne à Alger et ailleurs, les gens n'osent plus sortir à la nuit tombée. Cette situation inquiète au plus haut point les gens aisés qui craignent de se faire agresser (1).

Le mécontentement s'exprime très souvent aussi par des actes d'agressivité et de détérioration de matériel. Dans les bus, les vols sont nombreux et variés, les poignées sont sectionnées, les boutons d'appel arrachés, les bancs détériorés. Il est devenu pénible de prendre l'autobus d'autant plus que la circulation à Alger se fait difficilement, les voitures ne passent que de demie-heure en demie-heure et parfois elles ne s'arrêtent pas. Pas question de prendre un taxi car aux heures de pointe, les chauffeurs refusent de conduire, ça détériore le matériel, alors que les pièces de rechange sont très rares et trop chères. On remarque tout de même de plus en plus de voitures particulières.

Mais, les pénuries ne touchent pas seulement les pièces. On a encore plus de mal à trouver du lait, du beurre, du fromage, du sucre, du café, du gaz butane, du pétrole. Les petits commerçants et les marchands fixes ou ambulants sont mécontents parce qu'ils trouvent que l'Etat les impose lourdement et plus souvent (impôts, taxes, amendes, confiscations etc ...). Les gens, quant à eux, se plaignent tout haut de la cherté de la vie. Voilà des exemples de prix de kilo : navets 1 DA ; carotte 1 DA ; oignons 2 DA ; pommes-de-terre 1,50 DA ; fèves 2,50 DA ; petits pois 3 DA. En outre, les commerçants obligent la clientèle à acheter d'autres produits pour obtenir des pommes-de-terre ou des oignons qui sont en fait très rares sur le marché. La viande coûte 15 DA/kg le mouton; 12 DA/kg le boeuf. Un oeuf coûte 0,60 DA. Pour la fête de l'Aïd l'Etat a acheté des troupeaux de moutons et les ayant gonflé d'eau et de sel, les a revendu à raison de 500 DA pièce, ou 8 F. le kilo sur pied. Bref, il y a une grande misère et quand on prend des photos, on risque d'aboutir au commissariat ou à la Sécurité Militaire.

A la campagne, la misère est plus grande encore, surtout qu'il a beaucoup plu et beaucoup neigé. Les cafés sont toujours archi-pleins, toute la journée. Dans les villages, les premiers à se ruer sur les émigrés sont les commerçants qui ont fait crédit. Là, la pénurie est générale : blé, semoule, orge, sucre, fèves, pois-chiches, petits-pois secs, pâtes alimentaires, piles, ciment, planches, pétrole, gaz. Pour ce qu'on trouve, les prix sont excessifs : le quintal d'orge, quand on en trouve, coûte

(1) C'est cette peur des bourgeois qui explique la sévérité exemplaire du verdict (condamnation à mort) dans le procès des frères RACHEM, accusés d'avoir enlevé le fils du directeur de la Banque Nationale d'Algérie.

80 DA, un quintal de semoule 135 DA ; les pâtes 4 DA le kilo ; l'huile 3,50 DA le litre ; le kilo de viande 9 à 11 DA pour le boeuf et de 11 à 13 DA pour le mouton. Pendant la période de l'Aïd, une tête de mouton a coûté entre 20 et 30 DA, les tripes 5 DA ; les oranges 1,50 DA le kilo ; les clémentines 1,75 DA ; les mandarines 1,50 DA.

Il y a beaucoup de gens pauvres qui vont nu-pieds, avec des vêtements en loques, en mendiant. Le mécontentement est grand et les gens insultent le pouvoir et l'administration. Beaucoup de villages n'ont toujours pas de routes et les habitants réclament sans cesse aux A.P.C.

Dans des villages de la vallée de la Soummam, des A.P.C. ont demandé aux populations de verser de l'argent pour que des travaux d'aménagement soient entrepris. C'est ainsi que la bourgeoisie locale dans trois petits villages a réussi à soutirer près de six millions de francs aux populations, alors que rien n'a été fait jusqu'à ce jour et la situation s'aggrave. Il y a beaucoup de cas de grippe. Faute de moyens de transport, les gens sont soumis aux chauffeurs de taxi qui font payer des prix prohibitifs pour évacuer les malades sur l'hôpital de Bougie. Actuellement, l'Etat procède à la vaccination anti-poliomyélitique.

Actuellement, il y a beaucoup d'inondations qui ont été catastrophiques pour les masses. Près d'Alger, la région du Hamiz a été envahie par les eaux. On dit que c'est le barrage qui a sauté. Tous les bidonvilles de la région de Rouïba ont été emportés par les eaux. Il y a eu deux mètres d'eau dans certains quartiers de la ville. La route du chemin de fer a été coupée.

Les rescapés des bidonvilles se sont rués sur les cités des environs d'Alger. La police est alors intervenue pour les évacuer. Les gens ont opposé une vive résistance en disant *"nous resterons ici même si vous devez nous tuer."*

Quant à la "révolution agraire", j'ai entendu certaines gens dirent qu'ils ont eu des diplômes d'attribution, mais qu'ils ont réclamé de quoi manger dans l'immédiat. Comme rien ne leur a été donné, ils ont rendu les titres d'attribution. Cela s'est passé de même à El Asnam et à Félix Faure. Dans certaines régions, le recensement des terres n'est toujours pas terminé. Dans certaines zones, les paysans ont préféré détruire les oliviers que de les tailler. Un ouvrier de notre commune m'a dit qu'il n'a pas été payé depuis huit mois *"avant, disait-il, on nous a donné des produits alimentaires (huile, semoule, sucre) ; aujourd'hui, on ne nous donne plus rien."*

--

TEMOIGNAGE SUR LA SITUATION EN ALGERIE

Chaque jour, les Algériens parlent de la politique de l'Etat et disent que le pouvoir est un pouvoir dictatorial et, qu'aujourd'hui, il nous faudra encore reprendre la lutte pour rétablir nos droits. Cela, le peuple le dit en tout lieu, mais comme j'ai peu remarqué il y a une absence de perspectives, alors que 80 % des gens seraient prêts à faire quelque chose.

Cette situation ressort de la situation dans laquelle vivent les masses et qui est catastrophique. Les pénuries sont nombreuses et portent sur beaucoup de produits. La bourgeoisie et la petite-bourgeoisie cachent les marchandises des semaines durant pour les revendre au double du prix établi par le Ministère du Commerce. De ce fait, beaucoup de paysans et d'ouvriers ne mangent ni les pommes-de-terre, ni les carottes, ni d'autres légumes et fruits et, encore moins, de la viande qui atteint des prix impossibles. Le blé moisi qui vieillit dans les dépôts des S.A.P. coûte 70 DA le quintal. En un mot, les produits de l'agriculture algérienne comme le blé, la pomme-de-terre ne se trouvent plus sur les marchés algériens. Cependant que monte la colère du peuple, monte la démagogie du pouvoir. La bourgeoisie privée accuse la bourgeoisie d'Etat de ne pas lui acheter sa production, mais il y a là une manœuvre de mensonge. En fait, les deux bourgeoisies s'arrangent pour multiplier les pénuries et provoquer des hausses de prix.

Pour donner une crédibilité à sa démagogie, la bourgeoisie privée explique le sous-

développement par l'absence de capitalistes privés "qui pourraient créer des milliers d'usines et donneraient des milliers d'emplois". Elle ajoute que l'Etat devrait laisser les gens entreprendre et le peuple travailler et que le socialisme ne convient pas aux Algériens parce qu'ils sont fainéants et si l'Algérie devenait un jour socialiste, nul ne travaillerait pour le pays. Le peuple, quant à lui, reconnaît de plus en plus ses ennemis, aussi bien la bourgeoisie d'Etat que les autres. Il n'arrête pas de maudire le pouvoir et ses agents, aussi bien en leur présence qu'en leur absence.

Nombre d'anciens moudjahidine ont été recasés par l'Etat, aussi bien dans l'agriculture que dans les administrations et les hôpitaux, cependant, que la grande majorité est toujours dans la misère et le chômage. A cela, s'ajoute la grande misère dans laquelle se trouvent les mendiants qui sont devenus très nombreux, au point que nul ne peut se rendre dans les restaurants sans être sollicité devant les portes, constamment envahies. Bien entendu, les touristes étrangers ne manquent pas de se lancer des clins d'oeil et des sourires, comme j'ai eu à le relever par moi-même.

D'un autre côté, le problème alarmant est aussi celui de la jeunesse et leur situation est en tout point pareille à celle des chômeurs. Les jeunes passent la plus grande partie de leur temps dans les rues, désœuvrés, abandonnés à eux-mêmes. Très souvent, ils sont dans les cafés à jouer aux cartes et aux dominos et quiconque se rend au café ne peut prétendre à un siège, ne serait-ce que pour se reposer deux minutes. Pourtant, on entend du bruit à plus de 500 mètres et des grossièretés ou encore des chansons de disque qui s'entendent de très loin. Les rues des villes sont très sales et on y voit aussi des papiers et des ordures.

La colère du peuple ne cesse de monter et le pouvoir aujourd'hui a souvent recours à la répression, car il a peur. Le plus souvent, même, il réprime à l'avance. C'est ainsi que les gendarmes par exemple ont l'habitude de se rendre dans les fêtes (mariage et autres) en armes et ils "ennuient" les jeunes filles, au vu et au su de tout le monde. Une fois, j'étais en voyage avec un ami qui était accompagné de sa femme et de sa soeur. Nous fûmes arrêtés sur la route du village de Aïn Touta par des gendarmes qui nous ont demandé de leur prêter les deux femmes. Dire que même sous la colonisation, nous ne fûmes jamais exposés à de pareils offenses. Aujourd'hui, nous ne sommes pas indépendants.

Le pouvoir redouble d'efforts pour sa démagogique campagne sur la "révolution agraire". Il veut tromper encore les paysans en leur disant : "quiconque aime la terre devra s'inscrire en attributaire". Certains se sont inscrits et ont commencé à travailler pour une avance de 150,00 DA, un quintal de semoule et cinq litres d'huile, ce qui suffirait à peine à nourrir une seule personne. Il s'est trouvé des paysans qui ont refusé de continuer à travailler, alors, l'armée et la gendarmerie ont voulu les forcer en en mettant nombre d'entre eux en prison. Un jour, des combats ont eu lieu entre l'armée et la gendarmerie d'une part et des paysans et ouvriers d'autre part, au mois de mars dernier, dans la région de Kenchela, wilaya des Aurès. Lors de ces combats, deux soldats ont été tués et six autres ont été blessés gravement. Le pouvoir a aussitôt mis en prison une quarantaine d'ouvriers et de paysans. En tout cas, le peuple sait aujourd'hui le sort qui lui est réservé, comme il sait que la bourgeoisie et l'Etat sont ses ennemis. L'Etat lui-même sait que le peuple est en colère et c'est pourquoi les officiers de l'armée font très souvent des meetings pour dire aux masses de se tenir tranquilles et de comprendre le sens de la "révolution agraire"; le pouvoir, lui, se chargera de construire le socialisme pour elles.

--

QUE SE PASSE-T'IL DANS LES INSTITUTS TECHNOLOGIQUES ?

L'an passé, un grand conflit aurait opposé REMILI au trésorier de l'Institut Technologique de l'Economie et de la Planification à propos d'un prêt de plusieurs millions qu'aurait fait ce trésorier à REMILI lui-même. Ce dernier aurait refusé de rembourser et même de reconnaître la dette. L'affaire s'aggrave du fait que le trésorier ne disposait d'aucune reconnaissance de dette. Cela nous montre assez les habitudes des gens du pouvoir qui n'arrêtent pas de détourner des fonds, comme il nous montre aussi

la nature de classe de l'Etat algérien.

Un jour la police est arrivée pour mener une enquête. Elle s'empara du trésorier et l'emmena en lui ayant bandé les yeux devant tous les employés qui se demandaient pourquoi. Après une dizaine de jours, le directeur de la section commerciale prit la place du trésorier. Ce dernier ne tarda pas cependant à revenir. A son retour, il prit des dispositions pour isoler chaque centre. C'est ainsi qu'une clôture grillagée fut placée entre le centre de planification et celui du commerce. Les employés se demandaient *"comment ces gens-là peuvent-ils prétendre développer le pays alors qu'ils sont tout le temps en désaccord ?"*.

Par ailleurs, ils sont conscients des vols et détournements que commettent les responsables et disent d'eux *"qu'ils sont en train de voler l'argent du peuple et de le gaspiller"*. Ils pensent souvent à faire des grèves puisqu'ils ne peuvent se plaindre de REMILI à l'Etat, vu qu'il en fait partie et qu'il a eu droit aux éloges de BOUMEDIENNE en 1971, à l'occasion de l'inauguration de l'Institut. Cependant, il ne faut pas croire qu'ils craignent l'Etat, tout au contraire, ils n'arrêtent pas de l'insulter, de le critiquer, de dénoncer sa politique. Très souvent, ils se demandent pourquoi les coopérants étrangers font la grève pour des raisons insignifiantes, alors que les employés algériens ne peuvent en faire, ne serait-ce que pour défendre leurs droits légitimes. Les disputes entre REMILI et son adjoint sont devenues habituelles, le premier reprochant au second de ne pas faire son travail. Mais, ce dernier lui répond : *"je suis aussi formé que toi et je n'ai plus d'expérience."* Ces disputes éclatent, le plus souvent, dans les bureaux de l'Institut et les employés interviennent pour les séparer et leur dire d'avoir honte de s'exposer en ridicule devant des étrangers.

La situation des employés de bureau est catastrophique, c'est pourquoi ils sont très mécontents. Lors d'une discussion, un employé de bureau a dit à un autre *"Je t'assure que celui qui travaille ici ne pourra jamais ni se marier, ni avoir un foyer. Ici, on nous donne"deux sous" de paye et il arrive qu'on reste dix mois sans être payé."* Parfois les employés du centre de planification entament des grèves de quelques heures pour exiger leurs paies. L'administration leur envoie alors des éléments du syndicat pour les intimider et étouffer leurs revendications en leur disant *"l'Algérie est pauvre, il ne faut pas faire de grève, il nous faut de l'austérité, il faut de l'épargne pour que l'Etat puisse construire des usines, des logements. Entretemps, tranquillisez-vous, vous serez payés à la fin du mois."*

A la fin du mois, aux protestations des employés, l'Administration répond : *"Ce n'est pas nous qui ne voulons pas vous payer, mais c'est le trésor."* C'est alors que les employés réagissent en détruisant le matériel, en répondant à qui leur fait des remarques : *"les supérieurs sont en train de tout mener à la ruine, pourquoi les simples employés se mettraient-ils à entretenir les biens dont ils ne tirent aucun profit. De plus, le matériel est constamment utilisé pour l'usage personnel de ces messieurs qui ne manquent pas de meubler leurs villas."* A cela s'ajoute le fait que les administratifs permettent et encouragent même les coopérants étrangers à prendre les magnétophones et autres appareils chez eux pour les fins de semaine afin de se distraire.

Par ailleurs, l'Institut dispose d'un laboratoire ultra-moderne de photographie que seuls les coopérants utilisent à leur convenance. Quand un Algérien s'inquiète de cet état de choses, les responsables du laboratoire lui répondent : *"Les étrangers sont compétents, alors que nous, nous n'avons pas de spécialistes et les Algériens sont têtus, maladroits et fainéants."*

De plus en plus tous les gens protestent, expriment leur mécontentement, parlent de la nécessité de reprendre la lutte pour briser cette nouvelle domination d'une bourgeoisie, aujourd'hui algérienne, qui fait preuve de servilité vis-à-vis des étrangers impérialistes.

C'est ainsi que le directeur des études de l'Institut avait renvoyé l'année dernière sa secrétaire algérienne. Entretemps, il ramena de Belgique, où il était parti en vacances, une jeune Belge qui travaille dans son bureau en qualité de coopérante technique en secrétariat. De l'avis des employés qui l'ont vu à l'oeuvre, elle n'aurait pas le niveau d'une secrétaire moyenne en Algérie. Cependant, elle touche une mensualité fort appréciable, comme tous les coopérants.

--

Lors de mon séjour au pays, j'ai constaté une effroyable dégradation de la situation des masses populaires.

Dans la région d'Adrar, au Sahara, j'ai vu la population dans une misère atroce. Les gens sont misérablement vêtus et sans ressources. Le travail est pratiquement inexistant, le chômage permanent. Quand il y a embauche, c'est parce qu'il y a un ami ou un frère "bien placé" et le salaire est médiocre : 24 jours de travail à 8 DA par jour, desquels il faut soustraire la cotisation mensuelle de l'U.G.T.A. (10 DA) ; l'I.T.S. et certaines autres cotisations obligatoires à titre d'aide à tel ou tel organisme. Les retards dans la paie atteignent 3 à 4 mois.

L'eau est rare à Adrar-Ville. Mais pas pour l'hôtel Transsaharien appartenant à l'Etat qui ferme, en accord avec les responsables de l'A.P.C. les conduites alimentant la ville afin de remplir sa piscine en eau douce. Cela permet aux bourgeois de la région de se bronzer au soleil, pendant que la population est privée d'eau.

Ce même hôtel est constamment fourni en légumes et marchandises diverses, acheminés par avion. Sur les marchés, il y a pénurie de nombreux produits. Ceux qui existent sont vendus très chers à la population. Une bougie qui coûte 0,50 DA à Oran est vendue 3 DA à Adrar. Une tasse de café (vide !) y coûte 5 DA ; la serrure la plus rudimentaire 22 DA ; les ustensiles de cuisine en matière plastique sont inabornables. Ne parlons pas de vêtements d'enfants qui sont hors d'atteinte. La pomme-de-terre ne s'y trouve plus après y avoir existé à 2 ou 3 DA le kilo. La viande atteint 21 à 23 DA le kilo. Une personne m'a expliqué qu'elle n'a pas mangé de pommes-de-terre depuis sept mois et qu'elle avait oublié le goût de certains légumes et de la viande. Elle me dit : *"Que veux-tu ! Il y a pénurie et ce n'est pas de notre faute si Dieu ne veut pas nous aider !"*

Un marchand m'expliquait que la pénurie était provoquée par le pouvoir qui exporte les produits algériens et m'a cité l'exemple des pommes-de-terre. La pénurie touche aussi le pétrole et le gaz, bien que le pays en produise. Ces produits sont exportés alors que les paysans n'ont pas de quoi s'éclairer ou faire cuire leur nourriture. Lorsque les gens protestent, on leur répond : *"payez la mise en place des installations et la consommation et vous aurez l'électricité."*

L'installation électrique coûte 1000 à 1500 DA et il faut de plus régler trois mois d'avance de consommation.

Quant au gaz, les bouteilles qui existent ne sont pas pourvues du système de sécurité ce qui provoque de nombreux accidents, parfois meurtriers. Un réchaud à gaz (sans la bouteille butane) coûte 500 DA. Le charbon n'est plus visible depuis 2 à 3 ans dans certaines régions.

Le réseau routier est impraticable, presque sur tout le territoire algérien. Au moment des pluies, les eaux stagnent sur les routes creusant des trous larges et atteignant 20 à 25 cm de profondeur. C'est le cas de la route reliant Alger à Oran, notamment près d'El-Affroun.

Sur la route Alger-Médéa, au Ruisseau des Singes à 22 km de Médéa, un éboulement a eu lieu, provoqué par les enneigements de février. La route a été coupée depuis le 12 février, et pendant plus de huit jours les camions et voitures étaient bloqués et devaient faire marche arrière, ce qui provoqua un accident. La gendarmerie était d'ailleurs absente. La presse n'a pas parlé de cette catastrophe.

Pour ce qui est de la santé, j'ai appris qu'à Sidi-Bel-Abbès, il n'existe que trois médecins et le service de garde n'est jamais assuré le dimanche ou les jours de fête. La pharmacie centrale ferme le dimanche car le pharmacien est un joueur de l'équipe locale de football et, ce jour-là, il joue !

A Témouchent, un seul médecin pour 65 000 habitants.

A Béchar, un médecin ; un médecin pour toute la région d'Achar qui comprend la ville d'Adrar, l'Oukala, la Zaouia, Bordj Mokhtar, etc ...

A Oran, la clinique la plus moderne de gynécologie est au service de l'armée.

J'ai pu discuter avec des jeunes. Le pouvoir fait tout pour les intéresser au football et aux jeux du hasard, tel le pari sportif algérien. Les cafés sont bondés de jeunes qui s'adonnent aux jeux de cartes et à l'alcool. Ils sont dans une grande misère. J'ai vu même des jeunes attendant quatre à cinq heures devant une caserne, récipient à la main, qu'on leur distribue les restes de nourriture de l'armée. La distribution du linge et des denrées par les "aides-sociales communales" n'a pas eu lieu depuis deux ans. Ces denrées font l'affaire des responsables locaux qui les revendent à leur profit. J'ai vu un gardien s'approprier des marchandises qu'il chargeait sur une charrette.

Quant au Croissant Rouge Algérien, il n'est d'aucun secours à la population.

On trouve la propagande du pouvoir dans toute manifestation religieuse et culturelle. Ainsi, les imams sont obligés de lire des discours rédigés par le Ministère des Habous. A la télévision, au cinéma, les films sont abrutissants et souvent accompagnés de discours de propagande, notamment sur la révolution agraire. Le samedi 14 avril 1973, des chanteurs ont interprété, à la Maison du Peuple, à Alger, des chants sur la révolution agraire et même sur Boumedienne. Celui-ci a d'ailleurs remis des "enveloppes" à ces interprètes. Le pèlerinage est à la mode chez les bourgeois. D'après les autorités séoudiennes, il y aurait eu 27.692 pèlerins algériens. La plupart sont passés par les pays européens. Le coût total est estimé à 15 milliards. Il y a d'autre part un grand gaspillage : une usine de whisky et de vins spiritueux a été installée à Mostefa Ben Brahim à 10 km de Sidi-Bel-Abbès. Un stade mis en chantier en 1964 n'est toujours pas achevé. Les ferrailles des coffrages sont rouillées.

Les bourgeois s'adonnent de plus en plus au vice et à la perversion. En témoignent les scandaleuses affaires des "ballets roses" dont quelques unes apparaissent au grand jour. Il s'agit de prostitution organisée par des notables. Une affaire de ce genre a récemment éclaté à Oran, une autre à Sidi-Bel-Abbès où les accusés ont simplement été acquittés par les juges. Y étaient impliqués le directeur de la SAP, le surveillant général de l'hôpital et certains bourgeois de la région. Tout ce beau monde se réunissait dans la ferme privée du surveillant général (qui ne possédait rien avant l'indépendance) située à quelques kilomètres du village de Sidi-Khaled.

Un ancien adjudant-chef de l'armée coloniales et qui combattait contre la révolution a été installé comme lieutenant de gendarmerie au lendemain de l'indépendance. Il vient de prendre sa deuxième retraite et a été nommé directeur régional de l'ONRA ce qui lui permet de toucher une paie supplémentaire.

الحالة في الجزائر

كل يوم تتحدث الناس في البلاد على سياسة الدولة الجزائرية
وتقول أن هذا الحكم دكتاتوري ويلزم ثورة أخرى ليتطهر الحق
هكذا يتكلم الشعب في كل مكان من القطر الجزائري وعلى حساب
الشئ الذي شفت شعبنا مستعد في 80 في المئة وما حقه اليوم
إلا طريق واضحة .

شعبنا اليوم في ميزانية كبيرة ، كثير من الناس ما يلحقو شئ
على الأكل لأن السلعة قليلة وغالية لأن البورجوازية تخيها مدة
طويلة وتبيحها أغلى على سومتها الرسمية وهكذا كثير من
الفلاحين والفقراء ما يوجدو شئ البطاطة والزروية والفايكة
القمح المسوس الذي يوجد في الخوانت يعوى 70 دينار للقنطار
وحتى الخلة التي تنتجها الأرض الجزائرية حارت غير موجودة مثلا
القمح والبطاطة وغيرها . وشعبنا محير كثير من هذه الحالة
ويلعن الحكومة والبورجوازيين سواء كانوا حاضرين ولا غائبين .

أما قدماء المجاهدين فالأغلبية منهم بطالين والبعض منهم
يعمل في المزارع أو في المستشفيات وإلا في الإدارة كشواش أوحراس
والكثرة من الشباب بلا عمل يطايشوا في الشوارع . طول النهار هم
في القفاوى يلعبوا الكارطة والديمينو . وإذا واحد يمشى يريخ في
قوة ما يوجد شئ مضرب ومع هذا الحس والكلام القبيح يتسمع
من بعيد وكذا لك غناء «الديسكات» والأجانب التي في بلادنا
يضحكوا ويتغامزوا على هذه الحالة .

الطرق موصخة فيما القرادر والكوارط وزيل الحيوان وفيها
كثير من الطلاب خاصة أمام المطاعم وبين الفقراء صغار وكبار
يستقنوا أمام الباب . وشففت بعيني «التوريست» يصوروا فيهم
وإذا جزائري خب يأخذ تصويرة تمنعه الشرطة .

وَفِي بِلَادِنَا قَوَى الْقَمَعَ وَالْبَاطِلَ وَالتَّعَدَّى - رِجَالُ الدَّزِي (الجندارمية)
 يَمْشُوا إِلَى التَّغْلَاتِ بِسَلَاحِهِمْ وَيَتَعَدَّوْا عَلَى بَنَاتِ الشَّعْبِ وَيَدْثُوْهُمْ
 إِلَى مَرَازِمِهِمْ - وَاحِدُ النَّهَارِ كُنْتُ مَسَافِرًا مَعَ صَاحِبِي وَزَوْجَتِهِ وَأُخْتِهِ -
 حَبَسُونَا الْجَنْدَرْمِيَّةَ فِي "عَيْنِ التَّوْتَةِ" وَقَالُوا لَنَا سَلِّفُونَا هَذَا النِّسَاءَ -
 وَهَذَا الشَّيْءُ مَا صَارَ شَيْءٌ تَحْتِي فِي وَقْتِ الْأُسْتَعْمَارِ - وَالْيَوْمَ
 زَعْمَةُ مُسْتَقْلِلِينَ وَهَذَا اسْتِعْمَارٌ جَدِيدٌ وَيُلْزِمُنَا نَقُومَ بِكَيْفَاحٍ آخَرَ وَنَحَارَ
 الْبُورْجُوزِيَّةَ وَذَوْلَتَهَا الَّتِي مَازَالَتْ تَنْهَبُ خَيْرَاتَ بِلَادِنَا فِي غَايِدَةِ الرُّوسِ
 وَالْبُلْغَارِ وَالْأَرْمِينِ وَالْمَرْكَانِ - بَيْنَمَا أَوْلَاهُ الْوَطْنَ زَاهِمٌ يَطَايِشُوا فِي الْمَجْرَةِ
 فَوَلاً مَا يَلْحَقُ شَيْءٌ عَلَى الْخُبْرَةِ - وَهَذَا الْأَجَانِبُ الَّتِي مُوجِبُ دِينٍ فِي بِلَادِنَا
 يَخْلُصُوا تَقْرِيبَ 3000 دِينَارٍ كُلِّ وَاحِدٍ وَيَسْكُنُوا بَاطِلَ وَيَزْهَؤُا - وَالشَّعْبُ
 إِذَا طَلَبَ حَقَّهُ تَقَمَّرَهُ دَوْلَةُ الْبُورْجُوزِيَّةِ الَّتِي فِي خِدْمَةِ الْأُمَيْرِ بَالِيَّةٍ -
 وَهَافُو الدَّلِيلِ عَلَى هَذَا الشَّيْءِ - الْحُكُومَةُ كَثَّرَتْ الدِّعَايَةَ عَلَى الثَّوْرَةِ الزَّرَاعِيَّةِ
 وَقَالَتْ الَّتِي يَعْجَبُ الْأَرْضُ بِتَسْجُلِ نَفْسِهِ - وَبَعْدَ مَا سَجَّلُوا نَفُوسَهُمْ بَعْضُ
 الْفَلَاحِينَ صَبَحُوا يَخْدُمُوا بِمَقْدُورِ 150 دِينَارٍ وَقُنْطَارِ سَمِيدٍ وَخَمْسِ
 لَيْتَرَاتِ زَيْتٍ - وَمِنْ بَعْدِ رَفَضُوا هَذَا الْفَلَاحِينَ وَدَخَلَتْ مِنْهُمْ الْحُكُومَةُ كَثِيرٌ
 إِلَى السَّجْنِ - وَفِي شَقَرْمَارِسَ صَارَتْ مُظَاهَرَةٌ فِي مَدِينَةِ خَنْشَلَةِ بُولَايَةِ
 الْأَوْرَاسِ وَمَجْمَعِ الْجَيْشِ وَالدَّزَكِ عَلَى الْفَلَاحِينَ لَكِنْ دَافَعُوا عَلَى نَفُوسِهِمْ
 وَنَمَتْ الْمَعْرَكَةُ بِقَتْلِ 2 جُنُودٍ وَجَرَحِ 6 مِنْهُمْ - وَسَجَنْتِ الْحُكُومَةُ
 40 فَلَاحٍ وَعَامِلٍ - لَكِنْ مَازَالِ الشَّعْبُ يَرْفُضُ بِالْعَمَلِ وَهَذَا رَغْمُ دَعَايَةِ
 الْحُكُومَةِ الَّتِي زَادَتْ - حُبَاطُ الْجَيْشِ يَلْقَوُا مُعَاضِرَاتٍ عَلَى الشَّعْبِ وَيَقُولُوا
 «رَانَا تَبْنُوا لَكُمْ الْأَشْتِرَايَةَ وَكُلَّ وَاحِدٍ يُلْزِمُهُ يَفْهَمُ مَعْنَى الثَّوْرَةِ
 الزَّرَاعِيَّةِ» وَفِي الْحَقِيقَةِ الشَّعْبُ فَهَمُ الْحَالَةُ -

- Ecrits de Paris (mars 72), "La faillite algérienne", J.P. ROI
- Le spectacle du monde (mai 72), "Un mois au pays de Boumédienne, G. Mermoz.
- France Soir (4-5-6 juillet 1972) "L'Algérie, dix ans après" E. BERGHEAUD.

Nous avons choisi, cette fois-ci, des journaux français dont les articles, parfois complaisants et sans jamais aller au fond des choses, rapportent cependant de précieux témoignages sur la situation en général et sur les conditions de vie des masses. Les auteurs, favorables au capitalisme privé centrent leurs attaques sur le secteur d'Etat, faussement baptisé socialiste et seul responsable, à leurs yeux, de la gravité de la situation.

Nous pensons, pour notre part, que le capital qu'il soit étatique ou privé signifie un rapport d'exploitation, de destruction.

Le problème le plus grave pour la majorité des Algériens en âge de travailler, reste celui de l'emploi. Quelques précisions sur des usines menacées de fermeture parce que souvent jugées non rentables. "Les matières premières, les pièces détachées manquent pour les petites industries privées (...) Certaines ferment leurs portes, d'autres travaillent au ralenti. Le chômage déjà considérable s'accroît (...) Ainsi, dans cette petite fabrique d'objets en plastique qui vient de licencier ses 60 ouvriers faute des matières premières qu'elle recevait d'Italie. Ainsi, dans cette fabrique de bonneterie qui, l'an dernier, travaillait à trois équipes ; elle n'en garde qu'une aujourd'hui ne recevant qu'avec difficultés les fibres nécessaires. Les conserveries privées sont presque arrêtées faute de boîtes de fer blanc, fabriqués à Alger par les anciens établissements Carnot (nationalisés) qui sont en panne. Manque une pièce détachée qu'on espère recevoir en mars 1972 (...) A El-Asnam, une fabrique de jus de fruits et de tomates vient de fermer ses portes et de liquider 150 ouvriers. La Régie Renault, obligée de fermer son usine d'Alger, ne construira pas celle qui était prévue à Oran et qui devait employer 1000 ouvriers. De même, la société française KREBS a renoncé à construire son usine d'engrais à Annaba, d'une valeur de 240 millions de Francs." (Ecrits de Paris). Ainsi, par sa politique, la bourgeoisie algérienne, non seulement ne crée pas d'emplois nouveaux, mais en plus, elle détruit ceux existant actuellement.

Au-delà des déboires que semble connaître le "privé", qu'en est-il exactement des "pôles de développement" ? Une remarque de France Soir jette un froid sur l'euphorie des milieux dirigeants. "Le complexe sidérurgique de l'ancienne Bône (Annaba) est, comme toutes les usines modernes, hautement automatisé (il emploiera, au maximum de son rendement 10 000 personnes). Et déjà, on assiste à un afflux de tous ceux qui quittent leurs douars, souvent misérables, espérant trouver là comme ils l'espèrent à Arzew, un emploi qui leur assurera un salaire décent et régulier. Le risque sera alors grand de voir se créer, tout le long de la côte algérienne, terre d'élection de l'industrie, un sous-prolétariat qui n'aura trouvé nul allègement à sa condition première. A l'heure actuelle un Algérien sur trois a un emploi régulier. L'industrie, à elle seule, risque de ne pas régler le problème du non-emploi, puisque c'est par ce mot qu'à Alger, on désigne le chômage." En fait, il ne s'agit pas d'un risque futur. Le problème est déjà posé dans ces quelques observations : "Alger est une ville qui étouffe : 800 000 habitants avant l'indépendance, près de 2 millions aujourd'hui. On s'écrase à dix ou douze dans des appartements de trois ou quatre pièces. Car, Alger, c'est d'abord une fascination, celle d'y trouver du travail. Alors, on vient du Sud, des Aurès, de Kabylie. Avec ce grouillement humain, il est souvent impossible, par manque d'eau, de respecter une hygiène élémentaire explique un habitant. Un second renchérit "il y a trop de jeunes chômeurs et comme il faut bien qu'ils vivent, ils chapardent." (France Soir). Ou autrement, "chacun d'entre eux (les jeunes) cherche une filière clandestine pour gagner le sol français." (Spectacle du Monde).

Un autre aspect de l'Algérie qui frappe particulièrement le visiteur est celui des pénuries quasi-permanentes qui touchent de nombreux produits de consommation courante et, leur corollaire inséparable, une hausse vertigineuse des prix des marchandises. "Certaines denrées sont aussi introuvables que pendant la dernière guerre mondiale. Le beurre, la margarine, les fromages, le savon ont disparu des épiceries. L'huile, de mauvaise qualité, est distribuée avec parcimonie. Le lait est rare. Certains légumes usuels dans la cuisine locale sont introuvables." (Ecrits de Paris).

Le gouvernement décrète en permanence l'austérité pour les masses. "Ainsi, le gouvernement avait supprimé les importations de beurre, tollé général. Et, sur certains murs d'Alger, on put lire ces slogans "oui au beurre, non au cigare". Allusion trop évidente à la prédilection que le Colonel Boumédiène nourrit pour les havanes. Et le beurre réapparut. Les prix notamment en ce qui concerne les vêtements cossus valent largement ceux de Paris. Les restaurants de luxe fleurissent. Un déjeûner (simple) y atteint facilement 80 à 90 F. par personne. Ces établissements sont toujours bondés. Dans le flot des voitures (...) voici des Mercedes (coût au minimum 7 millions anciens), des D.S., même prix. Qui peut se les offrir ? Mystère." (France Soir). En tout cas, ce n'est sûrement ni le chômeur, ni l'ouvrier ...

Par ailleurs, on constate actuellement la prolifération de deux fléaux qui sont une manière de s'enrichir pour certains. Sur l'alcoolisme d'abord : "Interdit par BEN BELLA, l'alcool est en vente libre et servi dans les cafés disposant d'une licence. Une usine de "faux" cognac est en construction, une usine de whisky en projet. 700 000 hl de bière seront consommés cette année ; trois fois plus qu'il y a dix ans." "Le Spectacle du monde).

A propos de la prostitution, fléau qui ravage les jeunes Algériennes poussées par la misère ; "il s'agit d'une prostitution semi-étatisée, avec un personnel composé essentiellement de jeunes algériennes, ce qui n'exclut pas la prostitution clandestine, réprimée dans les rues, tolérée dans les cabarets d'Alger, officiellement fermés. Plusieurs de ces établissements nocturnes pseudo-clandestins appartiennent à des officiers supérieurs de l'armée." (Le Spectacle du Monde).

Sur d'autres traits du capitalisme en Algérie ou la baisse de la production agricole, l'inadéquation de la production industrielle et de l'infrastructure aux besoins du pays se font de plus en plus sentir, accusant par là le caractère foncièrement spéculatif et irresponsable de la bourgeoisie algérienne. Il y a de très rares remarques. Depuis l'indépendance, la production agricole a baissé alors que la population a presque doublée. Un exemple : "L'Algérie produisait 26 millions de quintaux de céréales par an avant 1962. La moyenne de ces dernières années a été de 17 millions. Les importations de blé ont atteint 7 millions de quintaux."

Mais, un spectacle qui frappe généralement tout visiteur est celui des ports algériens : "Le spectacle le plus curieux est à mes pieds, dans le port. Les quais, les terre-pleins, les môles sont couverts de bois entassés sans ordre. Il y a là quelques milliers de mètres cubes (m³) de planches, de madriers, de plateaux dont certains sont déposés là - me dit-on - depuis près d'un an. Exposés au dur soleil, aux pluies, à l'humidité de la mer, ils commencent à pourrir. A Alger, puis à Skikda, je retrouverai le même spectacle." (Description du port d'Oran, Ecrits de Paris).

Sur la production industrielle, quelques informations rapportées par les Ecrits de Paris, contredisent ici tout l'aspect démagogique et optimiste des déclarations d'en haut. A propos de l'usine d'ammoniaque d'Arzew, construite par Technip, firme française, utilisant des brevets américains "après de multiples déboires, cette usine commence à produire voici quelques mois, mais très irrégulièrement. Les pannes y sont fréquentes car le personnel local n'est pas adapté aux techniques de pointe utilisées. Cependant, la production d'engrais reste invendue." Cela, il faut le dire, bien que tout soit fait pour exporter cette production. Quant à l'utilisation locale, un exemple fort édifiant. Citant "La République", le journaliste raconte : "Pour se procurer cette matière indispensable, les agriculteurs de Mohammédia font un circuit de plus de 150 km ... Ils vont tout d'abord au siège du C.C.R.A. à Zahana chercher un bon. Puis, à Oran, pour les formalités administratives avec les services de la SONATRACH (...) Après quoi, ils doivent aller à Arzew (40 km) pour se faire délivrer la marchandise. Il leur aura fallu, entre-temps, obtenir de l'Office National des

Transports Routiers un bon pour un camion." D'ailleurs, en gros, à l'échelle nationale, quelques "20 % seulement des terres ont pu recevoir des engrais."

Contrairement à l'image qu'on veut donner des sociétés nationales présentées comme les "leviers" du développement de l'Algérie, une remarque que fait le journaliste des "Ecrits de Paris" sur leur fonctionnement apporte des précisions : "chacune forme une confortable citadelle indépendante qui agit sans se soucier du voisin ou du partenaire, qui ignore impôts, redevances électriques, souvent charges sociales et omet de régler ses fournisseurs. C'est ainsi que la SONAREM (Société nationale de Recherches et d'Exploitations Minières) doit quelques 50 millions de DA au C.F.A. (Chemins de Fer Algériens) dont la situation financière est catastrophique." Ainsi, est confirmé le rôle de sangsue que jouent les sociétés nationales dans l'économie du pays.

Ce que pensent les dirigeants algériens d'eux-mêmes confirme bien le rôle qu'ils tiennent aujourd'hui, celui d'héritiers directs des colons français dont les méthodes sont parfois pires. "Cette mystique (celle de la "révolution industrielle") nous la devons, pour une part, à l'héritage matériel des Français. Il y avait les routes, les ports, toutes les réalisations qu'avait lancé le "Plan de Constantine" (...) En somme, on nous lançait un défi : jamais nous ne serions capables de faire tourner la boutique (...) Ce défi, nous l'avons relevé. Nous gérons et nous accroissons l'héritage." France Soir. Nous n'en doutons pas. En fait, les dirigeants algériens avouent leur rôle d'agents directs de l'impérialisme et les masses les reconnaissent quand elles parlent des nouveaux colons.

Un autre "responsable" questionné sur les difficultés que connaissent les Algériens reconnaît les faits, mais ajoute cyniquement : "En attendant, il faut subir les inconvénients de la situation."

La grande majorité des Algériens ne sont pas du même avis et leurs réactions très dures aujourd'hui à travers de nombreuses luttes, grèves, etc ... confirment ce refus.

LE PLAN ALGERIEN

● *Plan et nature de classe de l'Etat*

● *Bilan chiffré des 2 premières années*

● *Le 2^{ème} Plan Quadriennal ou le bonheur dans 10 ans.*

**EN SUPPLEMENT: Choix de textes parus
dans EL JARIDA**

PLAN ET NATURE DE CLASSE DE L'ETAT

*"Nous réaliserons le Plan quadriennal, même si pour cela il nous faut 10 ans".
(Paroles attribuées à KAID AHMED).*

Six mois avant la clôture officielle du Plan quadriennal, la réalité n'est pas loin de donner raison à KAID AHMED. La presse algérienne, ainsi que les dirigeants se montrent particulièrement discrets sur les résultats du premier Plan. Tout se passe comme si après avoir fait beaucoup de tapage autour de son lancement, on voulait faire oublier qu'il arrive à son terme. Les seules allusions que nous avons pu relever concernent la préparation du second plan présenté comme le complément indispensable du premier Plan, l'ensemble étant rapporté à l'horizon 1980, fixé arbitrairement comme le moment du bilan réel. De cette façon, la bourgeoisie évacue astucieusement l'heure du bilan du Plan quadriennal et du même coup se dégage des promesses pourtant précises qu'elle avait faites en 1970.

Connaissant la tendance à l'autosatisfaction qui caractérise le pouvoir algérien, on ne peut que s'étonner de cette soudaine discrétion. Aussi, essayerons-nous dans ces textes de lever un coin du voile qui cache les résultats de quatre années de planification. Bien qu'il n'y ait personne à Alger qui veuille dresser un bilan précis des réalisations, tout le monde s'accorde pour dire que les objectifs fixés en 1970 ne seront pas atteints. Certaines personnes "bien placées" déclarent être satisfaites si les réalisations atteignent 30 % de ce qui était prévu. Il est à noter aussi un certain affolement dans les hautes sphères où l'on s'aperçoit que malgré l'ordre donné en 1972 de "mettre le paquet", les réalisations se font attendre.

Pourtant, les responsables du Plan et du Ministère des Finances prétendent que 30 milliards de DA ont déjà été dépensés (initialement le coût du Plan était évalué à 27 milliards). "Algérie-Actualité" souligne qu'il faudra encore 30 milliards de DA pour achever la réalisation du premier plan. S'il en est ainsi, c'est donc par une véritable catastrophe que se solde financièrement l'exécution du Plan. Mais, là n'est pas le seul problème, car si l'on regarde de plus près, on s'aperçoit que les projets les plus importants, ceux qui avaient été présentés comme pièce maîtresse de la stratégie de développement (hydrocarbures, sidérurgie, constructions mécaniques, cimenterie) sont précisément ceux qui ont pris le plus de retard. Certains ont été abandonnés, d'autres sont tellement peu avancés que "les planificateurs ont jugé plus raisonnable de les insérer dans le futur plan".

Dans notre analyse du JARIDA n° 9 du 5 juillet 1970 (voir supplément), nous soulignons le rôle idéologique du Plan qui était de faire patienter les Algériens en leur faisant croire au miracle et le caractère mystificateur et mensonger des objectifs déclarés : construction d'une économie nationale, mise en place des conditions

de "décollage", indépendance économique dont nous soulignons l'incompatibilité avec la volonté du pouvoir de BOUMEDIENNE de créer une industrie dépendante de l'impérialisme, à la fois par son financement, ^{extérieur} ses techniques (de pointe), ses équipements (coûteux) et même ses débouchés (inexistence d'un marché national pour la production de ces usines).

Nous affirmions à ce moment que le Plan avait pour rôle de faciliter la pénétration impérialiste et le pillage de nos richesses nationales et par une politique de gaspillage de permettre l'enrichissement de la bourgeoisie d'Etat algérienne.

Au terme de quatre années d'application du Plan, certaines usines ont vu le jour. Les plus importantes sont précisément celles qui doivent servir à la satisfaction des besoins immédiats du marché capitaliste mondial (liquéfaction et exportation du gaz). Les autres ne présentent aucune liaison entre elles et, de ce fait, connaissent des difficultés innombrables pour fonctionner.

Pratiquement, on peut constater que construire des usines ne signifie pas construire une économie nationale indépendante (comme on le prétend un peu trop à Alger), mais au contraire cela bénéficie à l'impérialisme tant pendant la période d'installation qu'après le démarrage. En effet, ces usines réalisées pour la plupart clefs en mains, sont entièrement dépendantes et n'ont aucun effet d'entraînement sur l'économie locale. Elles sont financées par des prêts étrangers (consortium de banques privées, banque Import-Export américaine, etc ...). Elles utilisent des techniques et des techniciens étrangers. Elles importent souvent leurs matières premières (soit parce qu'elles n'existent pas chez nous, soit parce qu'elles ne sont pas encore fabriquées exemple l'acier et les matières plastiques). Elles doivent vendre à l'extérieur leur production qui n'est pas utilisable chez nous (parce que l'usine qui doit s'en servir n'existe pas encore).

C'est un engrenage qui entraîne un renforcement de la dépendance financière, technologique, commerciale et qui, une fois déclenché, ne peut plus s'arrêter. On se rend compte que ces usines créent de nouveaux besoins qui ne peuvent être satisfaits par l'économie nationale et qui obligent à recourir de plus en plus au marché capitaliste mondial.

Au début de l'année 1972, le pouvoir constatait que le Plan avait pris un retard important. Abdallah KHODJA, dans une conférence publique, dressait un bilan pessimiste dans lequel il constatait que la pénurie de matériaux, le manque d'hommes qualifiés, l'inefficacité des entreprises algériennes, l'incapacité des circuits financiers de l'administration et des circuits commerciaux à faire face aux problèmes posés par le Plan, avaient entraîné de nombreux retards et une hausse marquée des coûts de production. Le Ministre soulignait alors la nécessité d'une révision. La décision fut prise de réaliser les projets coûte que coûte et quels que soient les moyens mis en oeuvre en faisant un appel accru au marché capitaliste mondial.

Ainsi, du point de vue financier on abandonnait l'orientation initiale qui était de limiter le financement extérieur et on décidait de faire appel aux banques étrangères, aux cabinets d'affaires pour rassembler les capitaux nécessaires aux paiements des fournisseurs étrangers. Sur le plan interne, on fit fonctionner au maximum la planche à billets provoquant la hausse des prix.
de la sorte

Les entreprises algériennes de construction SONATIBA, D.N.C.-A.N.P. s'étant révélées incapables de prendre en charge les travaux, les autorités décidaient de renoncer à l'objectif initial qui était de faire appel au maximum à des entreprises locales et d'engager des sociétés étrangères pour reprendre les travaux à zéro. C'est le cas par exemple de la B.U.M. (société allemande de terrassement et de génie civil) qui se vit confier de nombreux chantiers - notamment SONACOME de Constantine, SONELEC de Sétif, Sanitaires de Médéa etc ...-). Ces sociétés arrivent avec leurs ingénieurs, leurs techniciens, leur matériel lourd et prennent en charge des travaux qui auraient pu être réalisés par une main-d'oeuvre autochtone.

Cela ne signifie pas pour autant que les retards aient été comblés, car souvent les chantiers furent arrêtés pour des problèmes de financement (ces entreprises coûtent cher), d'importations de biens d'équipement etc ...

En ce qui concerne la formation de l'encadrement, l'objectif initial était de réaliser au maximum cette formation sur place par la création d'instituts technologiques. Cet objectif fut abandonné, on décidait d'envoyer purement et simplement des stagiaires à l'étranger où, bien entendu, leur formation technique était complétée par une formation idéologique destinée à vanter les mérites de la technique du pays d'accueil. Cela entraîne une augmentation des coûts, d'autant plus qu'il fallait prévoir gratuitement deux fois plus de stagiaires qu'il n'en fallait pour faire marcher l'usine, compte-tenu des défections.

Même accroissement des coûts et de la dépendance en ce qui concerne la mise en route des unités de production. Les équipes spécialisées chargées du montage arrivaient avec leurs techniciens et leurs ouvriers, la main-d'oeuvre algérienne ne servant qu'à la manutention. Et après le démarrage, l'assistance technique demeurait sur place compte-tenu des difficultés rencontrées dans le fonctionnement, et tout cela entraînant des dépenses supplémentaires; d'autant plus, que les sociétés nationales, pour masquer cette dépendance trop voyante, achetaient des montagnes d'équipement coûteux et de machines-outils, des stocks inépuisables de pièces détachées, installaient des laboratoires ultra-outillés et inutiles, soi-disant pour assurer leur indépendance au niveau de l'entretien.

Nous passerons sous silence l'intervention, à tous les niveaux, depuis le stade de la conception jusqu'à celui de la mise en route et de l'entretien, des nombreux bureaux-conseils, bureaux d'études et d'engineering qui contrôlent le processus et qui s'engraissent avec nos richesses.

Les dépenses s'accroissant pour des résultats maigres, le pouvoir fut contraint de rechercher de nouveaux moyens pour faire rentrer les devises, notamment en :

- exportant de la main-d'oeuvre (des contacts furent pris avec l'Allemagne et la Belgique), alors qu'on promettait aux émigrés le retour au pays ;
- stimulant les exportations de nos richesses naturelles avec la signature de contrats pour la fourniture de quantités gigantesques de gaz aux pays impérialistes - ce qui aura pour effet d'entraîner la mise en place d'industries à haute concentration de capital, la construction de nouveaux gazoducs - autant de dépenses qui ne répondent pas aux besoins des masses populaires, mais comme le reconnaît le pouvoir lui-même *"aux besoins de l'accumulation"*.

De ce fait, l'Algérie s'oriente vers une mono-production de matières énergétiques, ce qui entraîne pour notre pays une dépendance totale à l'égard du marché capitaliste mondial. Et ainsi, de fil en aiguille, on assiste à l'effondrement du mythe du développement autocentré.

On peut se demander alors quelles sont les raisons de cette politique ? Il est évident que si les résultats de la planification sont une catastrophe du point de vue de l'Algérie et du peuple algérien, ce n'est pas du tout la même chose du point de vue de la bourgeoisie. En effet, en quatre ans, 30 milliards de DA ont été dépensés. Cet argent n'a pas été perdu pour tout le monde. Le pouvoir avait fait des promesses: nous créerons des emplois en développant des industries, nous organiserons le retour des émigrés etc ... Les promesses n'ont pas été tenues, mais l'argent prévu à cet effet a bel et bien été dépensé.

Qui en a profité ? Il n'est pas utile de faire une analyse profonde pour constater qu'une nouvelle classe de riches est apparue dans notre pays au cours de ces quatre dernières années. Et il est courant aujourd'hui de voir ces bourgeois fêter fastueusement leur deuxième ou troisième milliard. D'où proviennent ces milliards ? Précisément, du Plan quadriennal.

L'argent soustrait par le pouvoir aux masses par le biais des impôts, des prix, de l'épargne, par l'exploitation des travailleurs, l'exportation de l'émigration, du pétrole, les ventes des produits agricoles : pommes-de-terre, agrumes (en provoquant des pénuries) a profité à la bourgeoisie algérienne et aussi à ses maîtres impérialistes.

Le Plan quadriennal, loin de promouvoir un développement de notre pays, sert en dernier ressort à faire tourner la machine économique des pays impérialistes qui trouvent chez nous un débouché pour leur production, leurs techniques, leurs capitaux, tandis qu'ils s'approprient à bas prix nos richesses énergétiques, nos matières premières. C'est là tout le processus de création du sous-développement et d'accumulation au bénéfice de l'impérialisme.

Ainsi, même si l'on se place dans l'optique du pouvoir et si l'on prend au mot ses déclarations, il n'est pas besoin d'une analyse très approfondie pour constater que les thèmes de la récupération des richesses nationales, de l'indépendance économique, de la justice sociale pour les masses sont des paravents destinés à masquer la nature de classe de l'Etat.

De ce point de vue, la politique suivie dans le Plan quadriennal, aussi bien au niveau des orientations que de l'application, est particulièrement révélatrice.

En résumé, le Plan quadriennal assume quatre fonctions :

1) Mieux ancrer notre pays au marché capitaliste mondial (ce que nous appelons marché capitaliste mondial n'est pas un marché au sens commun du terme, mais un ensemble de rapports de domination politique, enjeu d'une lutte à mort entre les puissances impérialistes qui dominent ce marché et moyen d'asservissement des pays sous-développés).

2) Consolider la bourgeoisie d'Etat en tant que classe possédant des moyens de production. Ici, il nous faut préciser que cette bourgeoisie n'est pas une "bourgeoisie nationale" visant à promouvoir un développement national, même capitaliste, mais c'est une bourgeoisie qui s'enrichit à cause de son rôle d'intermédiaire de l'impérialisme (bourgeoisie compradore ?). Les usines mises en place ne sont pas rentables, ni d'un point de vue capitaliste (coûts de production trop élevés), ni d'un point de vue "socialiste" : aucun effet bénéfique sur les masses.

Elles sont donc des alibis qui permettent le pillage et le gaspillage avec toutes les occasions de s'enrichir (commissions, corruption, trafic de devises, etc ...).

3) Constituer un appareil d'Etat qui domine les activités économiques et les contrôle par la mise en place des sociétés nationales qui, en offrant des places aux membres de la petite-bourgeoisie bureaucratique l'associent à la politique de la bourgeoisie qui lui assure des revenus substantiels.

4) Exploiter les masses en organisant des réseaux de pompage dont l'effet est la paupérisation des masses : politique d'austérité qui se traduit par le blocage des salaires, l'augmentation des impôts, les taxes sur la consommation etc ... et qui entraîne une dégradation continue des conditions d'existence des masses populaires. Les investissements sociaux (santé - habitat) prévus au Plan quadriennal sont, de l'aveu même de Abdallah KHODJA, très insuffisants et ils ont été sacrifiés dans leur quasi-totalité.

DOSSIER CHIFFRE SUR LA REALISATION DU PLAN QUADRIENNAL ANNEES 1970 ET 1971

Sources : Document de la Direction Générale du Plan et des
Etudes Economiques,
Document du Secrétariat au Plan,
Statistiques Agricoles
Document de la Caisse Centrale de Coopération
Economique (agence d'Alger)
Rapport général du Plan quadriennal.
Situation Economique de l'Algérie 1970-1971
(Chambre de Commerce d'Alger)

A - PRODUCTION INTERIEURE BRUTE

en millions de DA courants

	1964 (1)	1965 (2)	1966 (2)	1967 (3)	1968 (3)	1969 (4)	1970 (4)	1971 (4)
AGRICULTURE	2295	2300	1600	2300	2600	2555	2552	2500
MINERAIS ENERGIE	375	400	400	420	440	360	405	440
BATIMENT TRAVAUX PUBLICS	540					1590	2200	2500
		2600	2600	2280	2900			
INDUSTRIES	1020					2615	2990	3180
PRODUCTION MATERIELLE SANS PETROLE	4230	5300	4600	5000	5940	7115	8115	8620
HYDROCARBURES	2265	2100	2700	3260	3480	2900	3160	2970
TRANSPORTS SERVICES	1590					2960	3300	3620
		5700	5700	5300	5600			
COMMERCE	2990					4860	4920	4920
TOTAL P.I.B. SANS PETROLE	8810	11000	10300	10300	11590	14935	16395	17160
TOTAL DE LA P.I.B. AVEC PETROLE	10075	13100	13000	13560	15020	17840	19555	20130

- (1) Comptes économiques 63-64, DGPEE.
(2) Evaluation mission internationale
(3) Direction Générale du Plan et des Etudes Economiques
(4) Secrétariat d'Etat au Plan.

Les chiffres fournis dans ce tableau sont exprimés en dinars courants. On ne tient pas compte de la dépréciation monétaire, car la production intérieure brute est exprimée en valeur et les prix montent régulièrement (pour la même somme, nous avons d'une année à l'autre une quantité de produits plus faible). Donc, si on veut comparer deux années, il faut calculer la production en dinars constants (c'est-à-dire tenir compte de la hausse des prix).

Un calcul établi dans un document de la "caisse centrale de coopération" fait apparaître un taux moyen d'érosion monétaire de 11 %. Dans ces conditions, l'évolution de la production intérieure brute s'établirait comme suit :

1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
10075	12720	12250	12400	12410	13430	14380	14380

Ce tableau montre :

1) Que la P.I.B. (production intérieure brute) réelle a augmenté d'environ 40% en huit ans au lieu des 100 % apparents. La population, pendant cette même période, a augmenté d'environ 30 %. L'économie a donc stagné. A cela, il faudrait ajouter que l'année de base 1964 est, elle même en nette régression par rapport aux années qui précéderent l'indépendance (voir Samir Amin : l'économie du Maghreb). La stagnation est franchement régression si on regarde l'évolution par branche (notamment pour l'agriculture).

2) Les quatre premières années du régime de BOUMEDIENNE ont été marquées par un immobilisme quasi total.

3) Ce n'est qu'avec le plan triennal que l'on peut constater une augmentation de la P.I.B. due au développement du budget d'équipement ; accroissement qui ne se poursuit pas avec le démarrage du Plan quadriennal.

B - BILAN DE LA REALISATION DU PLAN QUADRIENNAL

1) Prévisions du Plan

"L'objectif visé d'augmentation de la production dans les différents secteurs d'activité peut être mesuré par un taux de croissance moyen annuel de l'ensemble de la P.I.B. de 9 %."

2) Réalisations du Plan (Bilan des deux premières années)

Dans une conférence tenue à l'Ecole Nationale d'Administration le 3 Mars 1972, Abdallah KHODJA a fait un bilan de deux ans d'application du Plan quadriennal, dont nous retenons les éléments suivants :

Investissements (en millions de DA)

	<u>1970</u>	<u>1971</u>
prévision	6435	6679
réalisation	6200	7500
Taux de réalisation	96%	112%

Les investissements ont donc en 1971 dépassés les prévisions, faut-il en conclure que les objectifs fixés ont été atteints ? Non, car il semble bien que la plupart des projets n'ont pas été réalisés, on a dépensé de l'argent sans que cela se traduise par des réalisations concrètes.

Aussi, du point de vue de la production, le secrétaire d'Etat au Plan souligne *"En 1970, bien qu'aucune nouvelle unité ne fut entrée en production, les résultats ont été supérieurs aux prévisions : compte-tenu des capacités de production et inutilisées, il a été possible de répondre immédiatement à un fort accroissement de la demande, en particulier dans les secteurs du bâtiment, des transports et des services. En 1971, une analyse quantitative met en évidence un certain ralentissement et peut-être même une baisse de la production intérieure provoquée :*

- *par une chute de la production des hydrocarbures (36 000 000 t. au lieu des 49 000 000 escomptées) ;*
- *une mauvaise année agricole, essentiellement au niveau de la production de céréales ;*
- *une baisse de la production industrielle par rapport à 1970, alors que se maintenait l'activité du secteur du bâtiment."*

"Il faut admettre que les résultats de 1971 ont été inférieurs et moins sains que ceux de 1970, si bien que les prévisions ont été bouleversées. En moyenne, l'ensemble des unités devrait entrer en production avec six mois de retard."

Ainsi, officiellement, on reconnaît que le Plan a pris six mois de retard en deux ans pour les unités de production, alors que l'argent a été bien dépensé et que les "investissements sociaux" ont été sacrifiés. En réalité, le retard accumulé début 1972 est beaucoup plus important, car, pour la plupart des projets, il fallait repartir de zéro.

3) La réalisation du plan par branche

(En millions de DA courants)

BRANCHES	1969 (prix 69)	1970 (prix 70)	1971 (prix 71)	croissance 1970/1969	croissance 1971/1970	taux annuel	taux escomptés (1)
AGRICULTURE	2555	2520	2500	- 1 %	- 1 %	- 1 %	3 %
INDUSTRIES ALIMENTAIRES	965	1080	1170	12 %	8 %	10 %	6,7 %
INDUSTRIES MECANIQUES ET ELECTRIQUES	515	635	695	23 %	9 %	16 %	25,5 %
INDUSTRIE CHIMIQUE ET DIVERS	420	495	520	18 %	5 %	11,5 %	19,4 %
TEXTILES ET CUIRS	560	590	565	5 %	- 4 %	0,5 %	15,8 %
MATERIAUX DE CONSTRUCTION	150	185	205	23 %	10 %	16,5 %	14,4 %
TOTAL INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	2610	2985	3155	14 %	6 %	10 %	13,7 %
MINES ET CARRIERES	90	115	140	28 %	22 %	25 %	19,8 %
ENERGIE	270	290	300	11 %	3 %	7 %	4,9 %
GAZ	110	115	110	4 %	- 4 %	0 %	45,5 %
RAFFINAGE	50	45	60	-10 %	33 %	11,5 %	19 %
B.T.P.	1500	2200	2500	38 %	14 %	26 %	22,5 %
PRODUCTION MATERIELLE SANS PETROLE	7275	8270	8765	14 %	6 %	10 %	13,3 %
PETROLE BRUT	2750	3000	2800	9 %	- 7 %	1 %	5,6 %
TRANSPORTS	735	845	930	15 %	10 %	12,5 %	5,8 %
SERVICES	2220	2450	2790	10 %	13,5 %	11,5 %	3,8 %
COMMERCE	4860	4920	4920	1 %	0 %	0,5 %	4,9 %
TOTAL P.I.B. SANS PETROLE	15090	16485	17405	9 %	6 %	7,5 %	
TOTAL P.I.B. AVEC PETROLE	17840	19485	20205	9 %	4 %	6,5 %	9 %

(1) Taux escompté en DA courants - Source Secrétariat d'Etat au Plan.

Ces chiffres sont exprimés en dinars courants, cela signifie que le taux de croissance de l'avant dernière colonne ne tiennent pas compte d'un accroissement qui serait dû seulement à la hausse des prix. A titre d'exemple, nous pouvons donner le secteur des matériaux de construction qui accuse une forte croissance en valeur : 16,5 % par an. En fait, cette croissance n'est pas due à une augmentation de la production, mais à une hausse des prix des matériaux de construction (dont la plus spectaculaire est celle du ciment).

Néanmoins, ce tableau nous permet de constater :

- 1) Une chute de la production agricole
- 2) La stagnation de la production pétrolière
- 3) Pour ce qui concerne le gaz, le retard pris dans la mise en application de l'accord EL PASO - SONATRACH bouleverse les prévisions. Taux de croissance escompté : 45,5 % et taux de croissance réalisé : - 4 %.
- 4) La croissance des Transports et des Services est provoquée elle aussi par la hausse des coûts.
- 5) Remarquons la nette régression des textiles -cuirs due à la saturation du marché intérieur et au fait que ce secteur, facile à mettre en oeuvre, a attiré beaucoup de capitaux privés.
- 6) En conclusion, la croissance de la P.I.B. (Production Intérieure Brute) a été de 13 % en deux ans, alors que pour la même période l'érosion monétaire est estimée à 22 % et la croissance démographique à 7 %.

4) La production réelle en 1970 et 1971

Nous pourrions mieux saisir les effets du Plan quadriennal en quittant le domaine de la production exprimée en valeur (prix) pour celui de la production exprimée en quantité. Cela nous permettra de mieux comparer les différentes années et de voir si les investissements du Plan quadriennal (30 % de la P.I.B.) ont eu des effets sur la production réelle.

a) Production agricole

Céréaliculture : céréales d'hiver

(en 1000 quintaux)

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
BLE DUR	9178	10031	4815	9125	10631	8573	9140	6900
BLE TENDRE	2447	3222	1485	3530	4707	4689	5206	5000
ORGE	2780	3786	1298	3396	5378	4664	5714	3500
AVOINE	355	206	65	264	414	437	418	300
	14760	17245	7663	16315	21130	18363	20478	15700

Nous constatons une chute de la production en 1971 dont la cause est certainement le mauvais temps, mais aussi l'incertitude quant à la mise en place de la révolution agraire.

Ce tableau montre donc que le Plan quadriennal n'a eu aucun effet sur la production de céréales dont les importations continuent au rythme de 7 millions de quintaux par an., car la production ne suffit pas à la satisfaction des besoins des masses. Bien au contraire, les réglementations très strictes (taxations du prix du blé, livraisons obligatoires à l'Etat) créent une situation préjudiciable aux petits paysans qui ne peuvent commercialiser leurs surplus et, de ce fait, n'ont pas intérêt à accroître la production.

Production Vignes à vin -

(en millions d'hl - superficies 1000 ha)

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
PRODUCTION	12,6	10,5	14,0	6,8	6,4	9,95	8,7	8,7	8,8
EXPORTATIONS	6,8	9,0	7,5	7,6	4,9	7,3	10,0	-	-
SUPERFICIES	346	346	346	329	306	297	299	290	280

Raisins de table

Production 1000 qx - Superficiées 1000 ha)

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
PRODUCTION	183	310	216	294	257	331	338	370
SUPERFICIES	5	6	6	7	8	9	10	-

La vigne autrefois fournissait plus/ ^{de 50 %} de la valeur de la production agricole. La production n'a cessé de tomber depuis l'indépendance à cause des difficultés de commercialisation, et aussi du vieillissement de la vigne et du manque d'entretien.

Depuis 10 ans, aucune décision n'a été prise pour le secteur qui demande le plus de main-d'oeuvre. La production est quasiment bradée à l'U.R.S.S. (prix 50 % des prix mondiaux) ou transformée en alcool (cognac, whisky).

ARBORICULTUREAgrumes -

(en 1000 quintaux)

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
PRODUCTION	4636	4152	4019	4003	4316	4500	3682	4000
EXPORTATION	2140	2150	1960	1432	1409	1741	-	-

Ici, aussi, régression depuis le début du Plan. Cette régression touche à la fois la quantité et la qualité. Les investissements nécessaires pour la conservation et l'amélioration des vergers algériens ne sont pas réalisés.

La régression touche aussi les exportations qui ont diminué depuis l'indépendance. L'orange algérienne est supplantée sur le marché européen par l'orange du Maroc ou d'Espagne, voire même celle d'Israël.

Dattes - Palmiers dattiers

(en 1000 qx)

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
PRODUCTION	1771	1090	1151	1157	1477	1614	792	1100
DATTES FINES	507	264	195	575	532	606	285	400

A la chute de production en 1970 et 1971, il faut ajouter la chute de qualité et la baisse de main-d'oeuvre.

Dans le cadre du Plan quadriennal, on a prévu la mise en place d'unités de conditionnement de la datte ultra-modernes et automatisées.

Le résultat en est une accélération de la cueillette (les dattes ne mûrissent pas suffisamment) pour alimenter les usines. En outre, cette "réalisation" du Plan a entraîné la mise au chômage d'une grande partie de la main-d'oeuvre locale qui ne trouve plus à s'employer que quelques jours au lieu de plusieurs mois.

Cultures maraîchères

(en 1000 qx)

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
ENSEMBLE	6105	6836	5745	5723	7088	6813	7246	5000
dont								
POMMES-de-TERRE	1880	2330	1700	2035	2720	2240	2620	2600
TOMATES	1130	850	825	690	840	930	955	800

La production, largement insuffisante pour les besoins de la population a connu une baisse spectaculaire en 1971. Cela a entraîné les pénuries en légumes qui sont bien connues des Algériens. Ces pénuries n'ont pas seulement pour cause l'insuffisance de la production, elles sont aggravées par le fait que le pouvoir donne la priorité aux exportations pour faire rentrer des devises.

La pénurie touche aussi les légumes secs (pois chiches, haricots) et là encore, la mise en application du Plan quadriennal n'a apporté aucune amélioration.

Viande et laitImportation de produits laitiers

(en 1000 t.)

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
LAIT LIQUIDE	15	22	34	44	46	61	62	60
LAIT EN CONSERVE	17	17	22	24	26	26	23	35
FROMAGES	6	5	5	6	5	6	4	-
BEURRE	7	6	5	4	6	6	6	-

Production de viande

(en 1000 t.)

	<u>1969</u>	<u>1970</u>	<u>1971</u>
Viande ovine	500	540	550
Viande bovine	250	270	300
Viande avicole	240	250	240

- en millions d'unités -

Compte-tenu des énormes besoins en viande des masses algériennes, le Plan quadriennal a maintenu dans ce domaine une situation de pénurie qui a pour effet une hausse rapide du prix de la viande au détail (20 à 30 % par an).

b) La production industrielle

(en millions de DA courants)

	<u>1969</u>	<u>1970</u>	<u>1971</u>
<u>INDUSTRIES</u>			
Alimentaire	965	1080	1170
Mécanique et Electr.	516	635	695
Chimiques et divers	420	495	520
Textiles et cuirs	560	590	656
Matériaux de Constr.	150	186	205
Ensemble	2611	2986	3180
Mines Carrières			
Energie	519	563	610
Total production sans pétrole	3230	3549	3790
PETROLE	2750	3000	2800
TOTAL PRODUCTION	5980	6249	6590

Source : Secrétariat d'Etat au Plan

Pour ce qui est de la production réelle, ce tableau pris dans "Situation Economique 1970-1971" de la Chambre de Commerce d'Alger, fait un bilan de la production industrielle en comparant le taux de croissance effectivement réalisé avec le taux de croissance prévu dans le plan.

Trois colonnes :-la première concerne les productions pour lesquelles il y a un écart notable entre les prévisions et les réalisations : production de sucre, charpente métallique, chaudronnerie, minerais, gaz, habillement, chaussures, tuiles, ciment ...

-la seconde concerne les productions pour lesquelles l'accroissement obtenu est plus ou moins égal (à 5 % près) à ce qui était prévu.

-la 3ème colonne donne les productions pour lesquelles il y a eu dépassement des prévisions !

Le commentaire des auteurs est un aveu d'échec : "Ce tableau fait ressortir un optimisme des prévisions relativement aux réalisations."

Taux inférieur (1)	Taux égal \pm 5 % (2)	Taux supérieur (3)
Chaudronnerie Charpente métal. Câbles téléphon. Tubes fûts	Ronds et bêtors, câble électriques	Fonte, Fils et Câbles
Minerai de fer Minerai de zinc Minerai de cuivre Phosphate Phosphate de fer		
Gaz (millions)	Electricité	Pétrole brut
Peinture et Vernis	Savons	Détergents
Tuiles Carreaux ciment Carreaux émail	Amiante Ciment	Briques Chaux hydraulique
Confection		
Cuir dessus Chaussures cuir		
Sucre raffiné Sucre aggloméré	Eau Minérale Huile raffinée	Tabacs

LE BONHEUR DANS... 10 ANS

La 2ème session ordinaire du Conseil National Economique et Social a pris fin le 31 janvier 1973. Cette session avait officiellement pour but la préparation du 2ème Plan quadriennal. Deux commissions : l'une chargée de définir les "orientations et objectifs généraux" ; l'autre d'établir "des concepts et prévisions", ont présenté les projets de rapports.

On apprend ainsi que le secteur industriel conserve la priorité pour les investissements, que le sort de l'agriculture est confié à la révolution agraire et, qu'enfin, cette fois-ci *"on ne perd pas de vue l'impérieuse nécessité de satisfaire un optimum de besoins sociaux, nécessaires et indispensables à la préoccupation du bien être de la population."*

Le total des investissements prévus est de l'ordre de 51 milliards de DA pour la période 1974-1977 et de 100 milliards de DA pour la période de 1974 à 1980. Sur ce total, près du tiers (30 milliards de DA d'après "Algérie-Actualité du 10 février 1973) est constitué par le programme non réalisé durant le premier plan quadriennal.

S'il faut en croire ces chiffres, la réalisation du premier plan nécessitera un investissement supplémentaire supérieur au montant global initialement prévu (27 milliards de DA). On ne saurait croire à des erreurs d'estimation ou de prévisions malgré les conditions d'approximation et d'arbitraire qui ont présidé à la confection du Plan. La cause de ce dépassement est à rechercher dans le rôle même du plan quadriennal comme moyen d'enrichissement de la bourgeoisie. Les sommes colossales affectées à sa réalisation ont été dépensées et donc redistribuées par l'intermédiaire de l'Etat aux bourgeois algériens et à leurs maîtres impérialistes.

D'ailleurs, aucun bilan critique n'a été dressé jusqu'à présent. Aucune précision n'a été fournie sur le degré d'exécution des objectifs. Abdallah KHODJA, secrétaire d'Etat au Plan assure qu'ils seront *"certainement atteints"* sans aucune autre précision. Cette formule vague cache en fait une véritable faillite. Le fameux pari de 1970 n'a pas été tenu et le *"miracle algérien"* tant promis n'a pas eu lieu.

Le nouveau Plan sera discuté à la base, c'est du moins ce qu'affirme une circulaire de BOUMEDIENNE. Or, on sait que le Conseil National Economique et Social lui-même n'est pour rien dans ce projet qui lui a été parachuté par les services ministériels. Certes, le dossier pour la préparation du Plan a été transmis aux wilaya^t et aux A.P.C. pour discussions et propositions, mais on voit mal comment ces dernières pourraient proposer quoi que ce soit lorsque l'ensemble des orientations et des projets a déjà été défini dans les bureaux d'études étrangers. Par ailleurs, les travailleurs n'auront absolument rien à dire. Toute la propagande d' "El Moudjahid" sur la consultation de la base, la concertation, la démocratie véritable n'est que mauvaise littérature de journalistes en mal de copie.

Pour nos lecteurs, nous avons noté quelques points dans ce projet que nous soumettons à leur réflexion.

1) La croissance économique

Les investissements prévus pour la période du deuxième plan quadriennal 1974-1977 sont de 51 milliards de DA (1er Plan : 27 milliards), sur lesquels 30 milliards sont nécessaires pour achever "le programme non réalisé de l'actuel plan".

L'investissement industriel sera prioritaire : 24 milliards de DA y seront consacrés. Une importante partie, 40 %, servira à développer la production d'hydrocarbures qui devra progresser de 7 % par an et être ainsi portée au maximum en 1980. La même somme ira vers les industries dites de base (sidérurgie, chimie, construction mécanique) qui devront s'accroître de 13 % par an. *"Le volume annuel moyen des réalisations devra fortement s'accroître par rapport aux niveaux atteints durant l'actuel plan"* ce qui signifie en clair que l'on compte surtout sur des miracles.

Cet investissement de 51 milliards de DA est en fait un maximum et, il suppose

pour être atteint le maintien des mesures d'austérité qui touchent les masses et, surtout, un taux de croissance de 8 % par an. (1)

Enfin, cet investissement suppose une augmentation de l'endettement extérieur. *"Le poids de la dette extérieure et celui de celle qui sera contractée lors des prochaines années deviendront de plus en plus significatifs"*. Ainsi, les capitaux étrangers pénétreront plus nombreux dans notre pays et la dette de l'Algérie, vis à vis des pays riches, qui est déjà très élevée, s'accroîtra encore.

La balance commerciale restera déficitaire, bien que les exportations d'hydrocarbures, gaz et pétrole, atteindront à cette époque un volume important : 89 % du total des exportations. En clair, cela signifie qu'avec l'achèvement du 2ème Plan, l'impérialisme sera arrivé à ses fins en ce qui concerne notre pays : lui assigner dans la division internationale du travail une place de monoproducteur d'hydrocarbures, tout en accroissant la dépendance de notre pays en ce qui concerne la satisfaction de ses besoins primordiaux, besoins alimentaires et produits industriels. Les importations seront de plus en plus élevées, tandis que les exportations qui depuis le premier plan n'arrivent plus à couvrir nos dépenses à l'étranger, seront de plus en plus insuffisantes (bien qu'elles s'accroissent à grande vitesse). Toute l'astuce de l'impérialisme est là : promouvoir une pseudo-industrialisation dans notre pays qui lui permet de nous "refiler" sa production de biens d'équipement (47 % des importations) et ses services (études, engineering) dont il est dit dans le rapport que le déficit ira en s'accroissant.

Autrement dit, l'impérialisme se donne les moyens de faire main-basse sur nos richesses naturelles aux moindres frais, tout en trouvant chez nous un débouché pour ses produits, tout en accroissant sa domination (prêts - techniques).

2) Le Plan quadriennal et l'amélioration des niveaux de vie

L'accent est mis sur les *"ressources qu'il est nécessaire de détourner de la consommation pour être affectées aux investissements"*. Le choix est clair : il n'est pas question d'améliorer le niveau de vie. C'est donc l'orientation du 1er Plan quadriennal qui est maintenue : austérité forcée pour les masses, enrichissement massif pour la bourgeoisie. L'équivalent de 40 % de la production intérieure brute (PIB) seront investis dans des équipements et projets.

Cependant, *"une amélioration de la consommation globale est jugée, à certaines conditions, comme possible"*. Elle pourrait se faire à un rythme annuel de 7 % à partir de 1980. Cela pour répondre au marché créé par une couche de nouveaux riches qui désirent trouver certains produits sur le marché. Dans ce cas, la consommation sera encouragée par des mesures de détaxations et d'exonérations douanières. Cette augmentation de 7 % par an est considérée comme *"nécessaire, compte-tenu de la croissance naturelle de la population estimée à 3,4 % par an, soit donc une amélioration moyenne par habitant du niveau de vie de 3,6 % par an."* L'augmentation est une moyenne ; en réalité, elle ne touchera qu'une minorité de privilégiés. Il faudrait, par ailleurs, tenir compte de la hausse du coût de la vie (la dépréciation monétaire est estimée à plus de 10 % par an). Il n'est jamais précisé, à cet égard, si les chiffres donnés sont en dinars constants.

Le projet reconnaît explicitement ce que nous n'avons jamais cessé de dénoncer dans nos colonnes : l'existence de la sous-alimentation dans le pays et la nécessité d'améliorer le niveau de vie des populations les plus pauvres dans les campagnes. L'objectif sera pour cette période 1974-1980 : *"d'éliminer définitivement la sous-alimentation dans le pays"*. Mais, même dans ce cas, les motivations relèvent d'un cynisme désarmant, car ce n'est pas en vertu du droit à la vie qu'ont les paysans algériens, mais parce qu' *"il s'agit plus froidement d'une condition à remplir pour élargir le marché des biens industriels (c'est-à-dire par l'augmentation du pouvoir d'achat de ces populations) d'assurer, en conséquence, la poursuite de la croissance"*

(1) Le taux de croissance est une abstraction comptable qui, compte-tenu de l'inexistence d'un appareil statistique et de l'absence de contrôle financier sur les sociétés nationales qui, toutes, présentent des bilans falsifiés, est un mauvais indicateur qui se prête à toutes les manipulations. Par ailleurs, compte-tenu de la façon dont il est calculé, il n'est pas significatif de développement. En effet, le taux de croissance peut augmenter alors que la dépendance à l'égard de l'impérialisme s'accroît et que l'appauvrissement des masses s'accroît.

économique et de garantir, en définitive, le succès de la stratégie." Ce qui du point de vue idéologique tend à accréditer l'idée selon laquelle la politique suivie actuellement finira par avoir des effets sur le niveau de vie des masses. Ce qui est faux, car la politique de la bourgeoisie en concentrant la richesse à un pôle de la société, généralise la misère à l'autre extrémité.

Le rapport reconnaît cependant l'existence de *"plus de 2 millions de personnes"* ayant un niveau de consommation de l'ordre de 300 DA par tête et par an et souvent moins. Ce qui, en clair, signifie qu'ils doivent vivre avec 85 centimes par jour, soit l'équivalent d'un pain. Il s'agit d'un niveau de consommation et non d'un revenu, car ces 300 DA ne correspondent pas à une rentrée d'argent, mais à une évaluation du niveau de consommation. 7 millions de paysans ont, en moyenne, une consommation de 450 DA. Le seuil au-delà duquel on peut considérer avoir éliminé la sous-alimentation se situerait à 900 DA. Notons que sans les mandats des émigrés : 150 milliards de DA par an, ce serait la misère totale.

Comment résoudre ce problème ? La solution pourrait découler des *"mécanismes automatiques de la croissance"*. On retrouve là la pensée et le vocabulaire abstrait et stéréotypé des technocrates bien au chaud dans leur bureau. Dans ce cas, les Algériens n'auraient qu'à attendre *"que la croissance ait entraîné des effets sur la multiplication des emplois"* qui permettront alors *"de garantir des revenus réguliers aux familles"*. Ainsi, en ce qui concerne l'emploi, on demande *"de rechercher les investissements qui ont le plus grand effet sur l'emploi"*, mais sans dire comment on compte s'y prendre. On reconnaît donc la critique faite ici même selon laquelle l'orientation du Plan allait à l'encontre du problème numéro un de notre pays était juste. Seulement, *"il apparaît, au stade actuel des travaux, comme très difficile de créer dans les sept prochaines années des emplois suffisants, non seulement pour résorber le chômage dans les villes, faire face aux très nombreuses demandes nouvelles des jeunes qui arrivent en âge de travailler et, en même temps, de faire disparaître le sous-emploi dans les campagnes"*. Aussi, *"il s'avère comme absolument indispensable de compléter les effets de la croissance économique (on ose parler d'effets directs !!) sur l'emploi et les revenus par la mise en oeuvre d'un programme complémentaire de "redistribution des revenus" au profit essentiellement des populations les plus pauvres des campagnes ; celles-ci précisément qui risqueraient de ne pas être touchées directement par les résultats de la croissance économique."* On ne saurait affirmer plus clairement le caractère de classe de cette croissance économique que l'on imposera à l'Algérie. Elle profitera aux bourgeois.

L'orientation du 2ème Plan confirme donc celle du 1er plan : le problème du chômage est éludé. Au niveau de la propagande, on continuera de pratiquer la manipulation et le mensonge. Ainsi, on n'hésite pas à parler de *"près de 1 200 000 emplois nouveaux qui auront été créés en dix ans entre 1970 et 1980"* quitte à se contredire plus loin dans le même dossier. L'écart entre la population en âge de travailler et les emplois créés, loin de se combler, s'élargira de plus en plus. Le nombre des chômeurs augmentera d'autant plus que le processus de croissance mis en oeuvre (pôles de développement) engendre le chômage. Et, la *"révolution agraire"* présentée comme le moyen de résorber le chômage n'est qu'une supercherie de plus.

Cependant, les contradictions de cette politique n'échappent pas aux planificateurs. Conscients du danger que représentent ces populations *"non touchées par les effets de la croissance"* et *"pour éviter que de désespoir d'améliorer sur place leur existence, les familles n'aillent brutalement et en masse rechercher dans les villes, dans les zones d'industrialisation des solutions de fortune"*, le plan souhaite des programmes de *"redistribution des revenus"* par le biais des plans spéciaux et en faisant appel à la *"solidarité nationale"*. Ainsi, le plan prévoit l'aumône pour les pauvres. C'est là d'ailleurs un excellent moyen de dressage et la meilleure façon de susciter des réflexes de servilité et de docilité.

L'autre *"ligne directrice"* du Plan, c' *"est d'éviter, en effet, que les écarts de niveaux de vie ne s'aggravent entre les Algériens vivant à la campagne et les urbains"*. Là encore, on pratique l'amalgame. Cette affirmation escamote en effet le fait suivant indiscutable : à la campagne, il existe une minorité de gens ayant des revenus et un niveau de vie fastueux ; au contraire, dans les villes, des millions de personnes vivent dans une misère permanente, sans emploi et en butte à la cherté de la vie, aux pénuries, etc ...

Reste le problème des salaires. Cette fois-ci, on ne parle plus de blocage, mais de "politique des salaires". Les réactions des ouvriers, dont les salaires ne correspondent plus au minimum physiologique, sont pour beaucoup dans ce changement de vocabulaire. En effet, les travailleurs mènent des luttes revendicatives très dures, ainsi cette grève qui a eu lieu dernièrement dans une usine à Tizi-Ouzou. D'autre part, aujourd'hui, les travailleurs refusent les emplois mal payés. Ce qui amène les technocrates à parler de "salaire minimum" permettant *"la satisfaction des besoins conformes à une vie décente"*. (sic)

La deuxième commission a fourni une série de données constituant des prévisions en matière de démographie, emploi et consommation, d'ici à 1980. Nous reproduisons ces chiffres, mais avec une très grande réserve puisqu'ils sont établis, non dans le souci de refléter la réalité algérienne telle qu'elle se présente, mais dans le but de justifier la politique de la bourgeoisie.

Population : il est prévu une fécondité constante jusqu'en 1975 et puis en baisse lente au-delà.

- En millions de personnes -

	<u>1970</u>	<u>1980</u>	
Population résidente (Emigrés et étrangers exclus)	13,1	18,3	14,4 en 1973. Soit une augmentation moyenne de 516 000 personnes et un taux de croissance moyen de 3,5 %.
De 0 à 17 ans	7,15	9,9	
De 6 à 13 ans (âge scolaire)	2,8	3,8	Moins 5 % représentant les enfants jugés inaptes à fréquenter l'école.
Population en âge de travailler (1) (groupe de 18 à 59 ans)	5,1	7,4	Soit un accroissement moyen annuel de 230 000 personnes (abattement de 5 % pour les inaptes)
Hommes en âge de travailler de 18 à 59 ans	2,25	3,4	Accroissement annuel moyen de 115 000 hommes.
Jeunes de 18 ans	0,259	0,387	

(1) La bande d'âge ainsi retenue pour évaluer la force de travail disponible ne tient pas compte de la réalité de l'Algérie où, dès 14 ans, la majorité des jeunes sont candidats à un emploi. Une grande partie des bras capables de travailler est aussi éliminée. D'autre part, seules les femmes ayant une qualification (en nombre insignifiant) sont comptabilisées au titre de la force de travail théorique. Celle-ci considère principalement les hommes âgés de 18 à 59 ans, tous à la recherche d'un emploi (moins 5 % jugés inaptes).

Il est prévu la création de 63 000 emplois industriels permanents avant 1978 et 150 000 entre 1973 et 1980. Les emplois temporaires résultant des travaux de construction et d'aménagement durant les délais de réalisation des investissements (bâtiment et travaux publics) occuperont toujours, selon les prévisions, 85 000 personnes à la fin de la période 1969/1973 et 120 000 pour la période 1973-1980.

Le pourcentage des travailleurs des industries des biens d'équipement par rapport à l'emploi industriel total passera de 39 % en 1969 à 50 % en 1980, d'après les estimations. L'emploi dans l'ensemble des administrations nationales et locales qui représentait 52 % de l'emploi total en 1969 passera à 25 % en 1980.

D'après "Algérie-Actualité" du 10 février 1973, il y aura une augmentation de 740 000 emplois dans les secteurs non agricoles durant le septennat 1974-1980. Le même journal estime à "plus de un million" le nombre de chômeurs en 1969, le chiffre s'accroissant chaque année de 100 000 personnes. Il fixe - on ne sait par quoi s'expliquer - à 845 000 le nombre de chômeurs à la fin du Plan quadriennal en cours.

Tous ces chiffres ne sont que le produit de l'imagination des technocrates algériens et relèvent en conséquence de la plus haute fantaisie. Ils ne résistent pas à l'analyse de la réalité de notre pays en ce qui concerne le chômage (voir pour cela l'étude sur le chômage en Algérie dans EL JARIDA n° 12-13).

3) Consommation des ménages

"A partir de 1980, les besoins élémentaires essentiels seront assurés pour tous les Algériens grâce à l'élévation du niveau de vie". On promet ainsi aux Algériens qu'en 1980 (18 ans après l'indépendance) leur niveau de vie sera à tel point élevé qu'ils pourront juste se procurer de quoi ne pas mourir de faim. Pourtant, une telle perspective, si peu réjouissante qu'elle soit, n'est même pas envisageable dans le cadre de la politique du pouvoir. Tel que le révèlent les orientations choisies pour la période à venir - maintien du régime d'austérité, priorité aux importations de biens d'équipement etc ... - le niveau de vie des masses populaires, donc leur situation en général, n'ira qu'en se dégradant. C'est la politique de la bourgeoisie qui est le moteur de ce processus de dégradation.

Le rapport définit deux modèles de consommation. Le modèle "rural" qui comprend 7,2 millions de personnes ayant un niveau de consommation annuel inférieur à 800 DA en 1973. Cette consommation est estimée à 3 600 millions de DA, soit en moyenne 500 DA par tête. Le modèle "urbain" qui consomme globalement 10 500 millions de DA, soit 1 400 DA par tête.

Remarquons que cette classification ne correspond à rien puisque, comme nous l'avons souligné plus haut, tant dans les villes que dans les campagnes, nous trouvons des bourgeois à haut niveau de consommation et la plus grande partie de la population à faible niveau de consommation. Les moyennes par tête avancées sont d'ailleurs destinées à masquer les écarts entre ces niveaux ; de ce fait, elles n'ont aussi aucune signification.

En ce qui concerne les produits alimentaires, la consommation des ménages se caractériserait par un accroissement faible des céréales (+ 31%) ; la demande serait plus accélérée pour les légumes et les fruits (+ 62 %) ; les huiles (+56 %) ; les viandes (+68 %) ; le lait (+71 %).

Le bilan alimentaire établi pour les principaux produits révèle que les seules exportations possibles concernent les produits maraîchers (70 000 tonnes en 1973 ; 100 000 tonnes en 1980) et l'arboriculture (200 000 tonnes en 1973 et 270 000 tonnes en 1980).

Quant aux importations, elles "s'avèrent indispensables pour couvrir les besoins nationaux :

- en céréales : 5,5 millions de quintaux en 1973 et 10 millions en 1980.
- en huiles : 93 000 tonnes en 1973 et 132 000 en 1980.
- en lait : 200 000 litres en 1973 et 400 000 litres en 1980.
- en sucre : 210 000 tonnes en 1973 et 290 000 en 1980.

4) Les objectifs du développement agricole

Le Plan s'assigne trois objectifs : participer au processus de croissance de l'économie du pays ; répondre aux besoins alimentaires du pays et améliorer le niveau de vie

des masses en modernisant progressivement le secteur traditionnel.

Les "estimations" prévoient une augmentation de la production globale agricole, "néanmoins le déficit subsistera pour les protéines animales et restera en deça de la ration normale moyenne". Par ailleurs, "l'accroissement prévisible de la production agricole constitue un minimum et n'empêchera pas le maintien des importations en céréales et en lait". Reconnaisant là l'extrême faiblesse des revenus des masses rurales, le plan voit deux moyens d'assurer "la promotion du monde rural" : l'élargissement de l'emploi agricole et l'élimination des écarts des revenus existant entre les différents secteurs agricoles. Aucune précision n'est cependant apportée quant à l'application concrète. D'ailleurs, selon le rapport, la situation des masses rurales serait due à "des structures archaïques, des conditions physiques défavorables et un environnement inadapté". Le pouvoir se donne ainsi bonne conscience. Car, si la situation des masses est mauvaise, c'est la faute de la nature et non celle d'une politique systématique de destruction des conditions d'existence des travailleurs des campagnes, car enfin, c'est bien la politique capitaliste du pouvoir qui crée le sous-développement.

Le rapport trace ensuite un portrait des potentialités physiques "défavorables dans l'ensemble". La terre, avec sept millions d'hectares cultivables, dont trois en jachères, une eau déjà rare mais "qui risque de le devenir encore plus" et un sol de plus en plus gagné par l'érosion. C'est donc une description assez "honnête", voire même un constat de faillite, dans le but évident de créer une angoisse devant les "servitudes de la nature". A côté de ces données naturelles, le rapport relève des faiblesses dans le secteur autogéré et les coopératives au niveau de l'approvisionnement et de la commercialisation. Il semblerait d'ailleurs que les coopératives polyvalentes communales de service qui n'existent pas encore doivent résoudre ces problèmes pour tous les secteurs. Le Plan prévoit une amélioration de la gestion des exploitations, ainsi qu'une série de mesures techniques dont la mise en valeur hydraulique de 125 000 ha en 1980 (objectif somme toute assez modéré), l'intensification des rendements des sols et la reforestation. Toutes ces solutions sont techniques, il n'est nulle part question de politisation des masses, de partage des responsabilités. Tout continue à venir d'en haut pour le plus grand profit de la bourgeoisie.

Le rapport précise enfin les résultats recherchés. Le taux de croissance recherché est de 5,7 % (ce qui, s'il s'agit de la production, est un pari de plus pour l'équipe au pouvoir, car la production agricole ne fait que chuter depuis dix ans.

<u>Productions</u>	<u>Augmentations</u>	<u>Mesures - solutions</u>
Céréalière	+ 50 %	Amélioration des techniques (+ nouvelles variétés(1))
Maraîchères	+ 70 %	Nouvelles possibilités d'irrigation (2)
Laitière	+ 70 %	

- (1) On compte doubler les rendements dans le secteur autogéré
(2) 300 000 tonnes en plus.

Ainsi, l'Algérie qui, à la période coloniale, était un pays exportateur de produits agricoles, est devenue un pays gros importateur.

* Notons, en passant, que quand il s'agit de dresser un tableau pour justifier l'absence d'une politique agricole, on insiste sur la faible quantité de terres cultivables. 7 millions, dont trois, constituent le secteur autogéré. Quand on parle de révolution agraire, c'est des dizaines de millions d'hectares que l'on fait miroiter aux yeux des paysans.

5) Le développement industriel

Le Plan suppose la réalisation d'un certain nombre d'objectifs : *"valorisation du capital humain, création d'emplois, indépendance économique et financière et équilibre régional."* Ces politiques sont :

- *"une politique d'intégration"* : elle viserait l'indépendance économique par la diversification de la production et l'accroissement des échanges inter-industriels.

- *"une politique de recherche et de valorisation des matières premières d'exportation"* essentiellement les hydrocarbures et les mines *"qui permettent d'élargir les possibilités financières en devises du pays"*. Ces devises permettant par ailleurs *"de maintenir les importations des biens d'équipement ; l'ouverture sur l'extérieur est une nécessité pour l'acquisition des équipements, des techniques, des méthodes"*. Donc, comme le Plan quadriennal 1969/1973, celui-ci s'intéresse d'abord à l'augmentation de l'exportation des hydrocarbures.

- *"hydrocarbures"* : la production de pétrole doit passer de 50 millions de tonnes en 1973 à 72 millions de tonnes en 1977 ; 80 millions de tonnes en 1980. Celle du gaz passe de 9 milliards de m³ en 1973 à 25 milliards en 1977 (et 42 milliards de m³ prévus pour 1980). En même temps, la capacité de raffinage passe de 2 millions de tonnes en 1972 à 11 millions de tonnes en 1980. Ce qui suppose accroissement de la politique de recherche et de transport. Un nouvel oléoduc est prévu ainsi qu'un port pétrolier et gazier au centre du pays. Le taux de croissance prévu pour ce secteur est de 7 %.

- *"Mines"* : *"Il s'agit de maintenir et de diversifier les exportations afin de permettre un apport en devises conséquent"*. Le Plan prévoit donc la mise en exploitation du gisement de Gara Djebilet dont la production prévue pour 1977 sera de 4 millions de tonnes de minerai de fer.

- *"Autre branche prioritaire : la chimie"* qui *"doit permettre la valorisation des hydrocarbures avec l'implantation de complexes pétrochimiques"* la branche des matériaux de construction etc ...

Une politique de développement de certains biens de consommation ; maintien au taux actuel des industries agricoles et alimentaires ; accroissement prévisible des textiles, des cuirs.

La réalisation de ces objectifs demande *"l'efficacité des investissements"* et *"la formation d'une main-d'oeuvre qualifiée à tous les niveaux"*. Ce plan prévoit une politique de *"formation technique massive"* concrétisée par la mise en place d'instituts de technologie. Sont prévus un institut de sidérurgie -métallurgie et un institut de motorisation-machines-outils.

Le Plan fixe aussi des *"objectifs organisationnels"* : organisation de l'entreprise, meilleure gestion interne, productivité, planification.

Ces "prévisions" nous suggèrent les remarques suivantes :

Quel crédit accorder à ces prévisions, car si on relit le 1er Plan quadriennal, on s'aperçoit que la plupart des projets n'ont pas été réalisés, puisqu'ils sont repris purement et simplement dans le 2ème Plan quadriennal, ou renvoyés à l'horizon 1980.

Citons les principaux : les deux raffineries d'Arzew et de Skikda ; l'oléoduc Mesdar-Skikda ; le pipe G.P.L. Hassi-Messaoud-Arzew ; les deux gazoducs (en 1973, la production de pétrole devait atteindre 65 millions de tonnes, en réalité elle n'est que de 50 millions de tonnes).

En ce qui concerne la sidérurgie de Annaba, il était prévu une production de 1,5 millions de tonnes d'acier ; la construction d'un second haut-fourneau ... aucun de ces objectifs n'a été réalisé. Il en est de même pour les cimenteries : 3,5 millions de tonnes prévues : un million de tonnes réalisées. La cimenterie prévue à Meftah, Hadjar Soud ont accumulé un retard considérable.

C'est la même chose pour les industries de transformation. Aucune réalisation significative. Nous n'en voulons pour preuve que le projet d'une usine de construction d'automobiles à Oran qui a été enterrée.

Une analyse plus fine montrerait que la plupart des projets prévus dans le 1er Plan quadriennal sont au même stade qu'en 1970.

Quand on sait que la bourgeoisie base toute sa stratégie de développement de l'Algérie sur l'industrialisation et que le sort des masses est lié au succès de cette industrialisation, on est obligé de constater que le moindre retard risque d'être catastrophique. Mais, quand le retard est systématique, quand la réalisation est l'exception, on est en droit de s'interroger sur les véritables intentions des dirigeants algériens et de mettre en doute leur volonté réelle d'industrialisation. Ce mythe n'est-il pas un alibi, n'est-il pas un voile destiné à cacher d'une part la pénétration des impérialistes et le détournement au profit des bourgeois des richesses de notre pays ?

6) Valorisation du potentiel humain

Deux grandes lignes semblent guider le Plan : "démocratisation de l'enseignement" et "adaptation aux besoins de l'économie".

- "démocratisation" : en fait, il s'agit là d'un bilan des réalisations du Plan quadriennal. Rappelons que l'objectif visait la scolarisation quasi totale des enfants de 6 ans en 1971. En fait, "l'objectif largement atteint dans beaucoup de régions, de villes et villages a quand même connu deux séries de difficultés". La première concerne l'implantation des écoles en zones rurales. L'effort consistait à implanter des écoles isolées qui "n'ont pas toujours bénéficié des infrastructures indispensables (routes, électricité, etc ...)". Le second genre de difficulté tient à l'existence d'un cursus scolaire primaire. "Le cursus actuel en six ans, avec autorisation de deux redoublements vient buter sur les limites d'âge requises pour l'examen d'entrée en 6ème (12 ans au plus) et pour le Certificat d'Etudes Primaires (14 ans au moins). On voit comment ce cursus met en position défavorable vis-à-vis de l'enseignement secondaire les enfants de milieu faiblement instruit". Dont acte. Mais, aucune solution n'est prévue pour le plan suivant.

- "adaptation aux besoins de l'économie" : par une réorganisation du système éducatif vers l'enseignement technique et scientifique et par la formation d'une main-d'oeuvre qualifiée.

Dans ce plan, il s'agit "de renforcer l'orientation scolaire et professionnelle" car "il est nécessaire de rééquilibrer la structure de l'enseignement supérieur au profit des disciplines scientifiques et technologiques." L'enseignement supérieur doit donc fournir les "cadres supérieurs". Pour l'enseignement secondaire, il s'agit de l'équilibrer de telle sorte "que les techniciens du 2ème palier qui doivent former les techniciens au niveau 4 représentent au moins le tiers des effectifs de l'enseignement secondaire". C'est donc, dans ce secteur, que se recrutent les futurs techniciens ou cadres moyens et c'est là précisément que portera l'effort d'investissement.

L'enseignement primaire, pour sa part, reste essentiellement conçu comme lieu et instrument de matraquage idéologique et de dressage.

Le Plan envisage une adaptation des contenus de l'enseignement, car il y a un important "nombre de jeunes ayant une formation générale et incapables d'accéder immédiatement à l'emploi". Pour ce qui est des structures, seulement 11 % du P.N.B. sont consacrés à ce secteur et "cette proportion ne saurait être dépassée sous peine de remettre en cause notre développement économique". Il s'agit donc simplement de conditionner "la politique d'utilisation maximum d'infrastructures existantes, la double vacation dans l'enseignement primaire, et l'utilisation rationnelle des locaux de l'enseignement supérieur".



EL **الجريدة** JARIDA

ORGANE DU PARTI DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

5 JUILLET 1970 - N° 9

PLAN QUADRIENNAL :

**UNE POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE
CONTRE LES MASSES POPULAIRES**



ALGÉRIENNE, ALGÉRIEN

Après huit ans d'indépendance, il appartient à chacun de nous de faire un bilan et de chercher une solution à la situation catastrophique de notre pays.

Que constatons-nous ?

D'abord et avant tout, qu'une masse innombrable (plus de trois millions) d'adultes en âge de travailler, de construire le pays est réduite au chômage donc à la misère et à l'humiliation. Et leur nombre augmente sans cesse : chaque année plus de 200.000 jeunes viennent grossir les rangs des sans-travail. Comment le gouvernement prétend-il résoudre ce problème ?

Quand il ne l'a pas purement et simplement escamoté, il s'est contenté de promesses, de projets et de plan ; mais en réalité, peu d'emplois sont créés (le plan quadriennal prévoit au mieux 250.000 emplois nouveaux en quatre ans... s'il est réalisé !). La seule perspective offerte par le pouvoir aux chômeurs, c'est le chemin de l'émigration (politique d'exportation de la main d'œuvre) : depuis l'indépendance le nombre des émigrés a doublé !

Pendant ce temps et au delà des statistiques officielles (qui masquent l'écart grandissant entre les classes riches et les masses populaires), les conditions de vie des masses algériennes sont de plus en plus lamentables. Les paysans abandonnés à leur sort, guettés par la famine sur une terre que le manque de moyens ne permet pas de mettre correctement en valeur, n'ont d'autre solution que de quitter leur champ pour grossir la population des bidonvilles (exode rural). De leur côté, les petits commerçants et artisans, écrasés d'impôts, sont contraints de fermer boutique. Quant aux ouvriers qui « ont la chance d'avoir un travail », ils n'ont pas d'autre horizon que les salaires de misère, l'insécurité de l'emploi et le manque de moyens de défense (interdiction du droit de grève).

Face à cette situation, quelle est la politique du gouvernement ?

Sans se préoccuper de l'état désastreux des masses populaires, il organise le pillage des richesses de notre pays au bénéfice de l'impérialisme et de la classe dominante qui colle à ses propres intérêts, l'étiquette de l'intérêt national. Grâce à cela, le patrimoine national est gaspillé (y compris les revenus des biens dits « du peuple » : terres auto-gérées, logements vacants, etc...), pendant que les pauvres subissent la politique d'austérité : augmentation des impôts et des taxes sur les denrées de première nécessité, prélèvement de 12,5% sur les mandats des émigrés, etc... Le pouvoir prône l'esprit de sacrifice pour les seuls ouvriers en imposant le blocage des salaires pendant la durée du soi-disant plan

quadriennal alors que le coût de la vie augmente rapidement. Il oublie le problème du logement pour tous ceux qui croupissent dans les taudis et les bidonvilles alors que des milliards sont gaspillés pour la construction de palais, de mosquées, etc...

Peut-on dire au moins que la libération nationale s'est quand même concrétisée par une plus grande liberté des citoyens, une responsabilité dans la conduite de leurs affaires, un plus grand respect de leurs droits ?

C'est tout le contraire.

Les syndicats ouvriers et étudiants sont caporalisés, les libertés les plus courantes (expression, discussion, réunion), sont bafouées, les militants révolutionnaires, les patriotes qui refusent de se soumettre aux volontés du pouvoir sont jetés en prison ou contraints à l'exil. Des lois d'exception régissent les déplacements des citoyens, alors que leurs faits et gestes sont épiés par une masse de mouchards et de polices parallèles.

Pourtant le gouvernement se dit dépositaire de l'intérêt national et prétend parler au nom du peuple. Comment ?

Par des élections préfabriquées, par les tentatives répétées de création d'un parti unique de fonctionnaires, par les congrès-bidons peuplés de « délégués » beni-oui-oui, par la repression des jeunes, les arrestations arbitraires et même le refus aux personnes arrêtées des garanties élémentaires de la défense.

ALGERIENNE, ALGERIEN

Le bilan est sombre et la situation continuera de s'aggraver. Car la nouvelle bourgeoisie a les dents longues et en veut toujours plus. Vols, détournements, pillage des ressources en accord avec les puissances étrangères, asservissement des masses, tous les moyens sont bons pour se remplir les poches.

Pour pouvoir étaler impunément leurs richesses et leurs vices au grand jour, ces nouveaux riches se sont payés des défenseurs zélés parmi les technocrates, les idéologues, les plumitifs qui déversent chaque jour leur propagande mensongère sur les masses pour les démobiliser et les abrutir : ils nous promettent le paradis pour demain et s'engraissent aujourd'hui de notre misère et de notre sueur.

Mais, le pouvoir actuel ne se renforce pas pour autant. C'est une mosaïque de féodalités économico-politiques, liées aux puissances étrangères et aux sociétés internationales. Il est divisé par de violentes luttes pour le partage du gâteau, attisées, par les perspectives de gain à la faveur du plan quadriennal. Derrière une façade de mensonges, il cache de profondes contradictions qui le rendent impuissant à résoudre les problèmes les plus minimes, dès qu'ils touchent aux intérêts d'un clan ou d'un autre.

Combien de décisions annoncées solennellement attendent toujours leur application ?

Face à ce pouvoir, le peuple est cependant désarmé aujourd'hui et ne parvient pas à défendre ses intérêts légitimes parce qu'il est divisé, désorganisé.

ALGERIENNE, ALGERIEN

A la question que faire aujourd'hui ? La réponse est claire.

Face à l'Etat de la bourgeoisie algérienne, valet de l'impérialisme, il faut travailler à l'unification des masses populaires et à leur organisation.

Cela exige :

— la diffusion d'idées justes au sein du peuple pour barrer la route aux mystificateurs et provoquer une prise de conscience de plus en plus aigüe de la situation actuelle et des moyens d'en sortir.

— la formation de cadres politiques liés aux masses et capables de les mobiliser.

En un mot, il faut construire un parti autonome des travailleurs, formé de militants d'avant-garde et armé d'une théorie révolutionnaire.

Seule l'existence d'un tel parti permettra de mettre le sort des masses populaires entre leurs propres mains. Car le salut des Algériens dépend avant tout d'eux-mêmes et en premier lieu des travailleurs. Eux seuls sont en mesure d'instaurer un régime capable de satisfaire leur aspiration à une société d'où soit bannie l'exploitation de l'homme par l'homme.

ALGERIENNE, ALGERIEN

— Pour que les richesses de notre pays, dont nous avons chèrement payé l'indépendance, profitent à tout le peuple et non à une poignée de nouveaux riches ;

— Pour supprimer l'exploitation et son cortège d'humiliation, de misère, de chômage et d'ignorance ;

— Pour faire la révolution socialiste qui seule permettra de mettre toutes les énergies à la construction d'une société capable d'assurer un avenir décent pour tous ;

Il faut dès aujourd'hui s'atteler à la cons-

truction de ce Parti :

— en menant une lutte idéologique intense pour combattre la démobilisation et le défaitisme savamment entretenus par le pouvoir dans les rangs des travailleurs ;

— en nous organisant pour la discussion politique et la défense de nos droits contre les menées de la bourgeoisie et de ses agents.

ALGERIENNE, ALGERIEN

Le P.R.S. est engagé depuis le 20 Septembre 1962 dans la lutte pour la construction d'un tel parti, le parti d'avant-garde des travailleurs algériens qui sera l'unificateur du mouvement de toutes les classes exploitées (ouvriers, paysans, chômeurs) sous la direction d'un programme commun devant aboutir à la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le P.R.S. s'est attaché à montrer le vrai visage du régime de Ben Bella et il continue avec la même vigueur à dévoiler la nature de classe de celui de Boumedienne : appareil au service des exploiters nationaux et étrangers, de l'impérialisme et de ses valets locaux (bourgeoisie d'Etat, affairistes et gros possédants).

Le P.R.S. contribue à démasquer la pénétration impérialiste dans notre pays, déguisée sous la forme d'accords et de création de « sociétés nationales ».

Il désigne ainsi aux travailleurs leurs véritables ennemis et fait barrage aux théories démobilisatrices de la petite bourgeoisie et au défaitisme des opportunistes et des révisionnistes modernes qui sont les alliés objectifs du pouvoir.

ALGERIENNE, ALGERIEN

El Jarida, organe d'expression du P.R.S. est une arme au service des luttes des travailleurs, de leur formation politique et de leur information. Son rôle est de fournir une réponse aux questions que se posent les Algériens exploités et d'éclairer à la lumière du socialisme scientifique la réalité de notre pays et les moyens de la transformer.

Autour de son information, de son élaboration, de sa diffusion, de sa discussion peuvent naître les noyaux qui seront à la base de la construction du Parti d'Avant Garde.

Lisez et
Diffusez

EL JARIDA

Organe d'expression au
service des travailleurs

PLAN QUADRIENNAL :

UNE POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE CONTRE LES MASSES POPULAIRES

Une opération publicitaire sans précédent a été montée en Algérie pour le lancement du fameux « Plan Quadriennal ». Depuis des mois, chaque jour des pages entières y sont consacrées dans la presse officielle. Les commentaires sont délirants : « à l'aube de l'année 1970, tous les regards sont tournés vers l'Algérie », « le miracle algérien.. », « l'Algérie à la veille d'un grand changement », « défi au sous-développement ». Des cérémonies officielles ont été organisées dans le plus pur style des régimes totalitaires pour donner une plus grande solennité à l'évènement. 80 journalistes étrangers ont été invités aux frais de l'Algérie et emmenés de réception en réception afin qu'ils présentent le « Plan » sous un jour favorable. (articles de complaisance dont la presse « nationale » s'est empressée de reproduire les passages les plus flatteurs). Bref, comme on dit chez nous « El jneza kbira ou el miat far » (la montagne a accouché d'une souris.)

Le « Plan Quadriennal » n'est rien d'autre qu'une suite confuse de promesses qui resteront sans lendemain - comme toutes celles qui ont été faites au peuple algérien depuis bientôt 8 ans ; même en fixant un objectif 1975, 1980 ou... 1990 (conférence de Mahroug, conseiller de Boumedienne, qui a déclaré qu'en 1990, le revenu des algériens doublera !) La plupart des observateurs ont compris que le « plan » est un costume d'arlequin⁽¹⁾ composé de la juxtaposition des projets amassés depuis de nombreuses années par les différents ministères - ce qui a constitué l'essentiel de leurs activités (soulignons en passant que la grande mode a été dans les services de la bourgeoisie d'Etat algérienne de commander aux sociétés étrangères des projets, qui, pour la plupart, furent accumulés dans les tiroirs afin de justifier leurs demandes de budget).

Il ne s'agit pas d'un plan car dans ce cas, il aurait présenté une cohérence (et cela que ce soit dans le cadre d'une programmation capitaliste ou d'une planification socialiste) entre les objectifs et les ressources, et il aurait indiqué les moyens de sa réalisation. Or tel n'est pas le cas, nous avons affaire à un inventaire des possibilités de contrats, à des « rêves technocratiques »... et ce n'est pas l'accumulation de chiffres fantaisistes qui changerait quelque chose à cette évidence : Le « PLAN » ALGERIEN N'EST PAS UN INSTRUMENT DE TRAVAIL SERIEUX !

Si ce n'est pas un instrument d'édification, comme se plaisent à le répéter ses auteurs, quelle est donc sa véritable signification, ?

LE « PLAN QUADRIENNAL » EST UN INSTRUMENT DE PROPAGANDE.

C'est là semble-t-il le rôle principal assigné au « plan » par la bourgeoisie algérienne : un rôle de mystification. Endormir les Algériens par des promesses telles que : « dans 5 ans, il n'y aura plus de chômeurs », « les émigrés pourront retourner chez eux », afin que la bourgeoisie d'Etat et les autres bourgeoisies continuent tranquille-

ment à « faire leur beurre ». Il est évident que ce « plan » est une réponse à la pression aigue des masses populaires dont la misère et le dénuement se sont considérablement accrus. Pour le pouvoir, il faut coûte que coûte obtenir un répit ; que l'on se rappelle Ben Bella et son slogan : « on ne construit pas le socialisme en un an ! ».

LE « PLAN QUADRIENNAL » EST UN INSTRUMENT DE DOMINATION ÉCONOMIQUE :

Qu'on ne s'y trompe pas, le « plan quadriennal » a tout de même un rôle économique, un double rôle :

— faciliter la pénétration impérialiste sous prétexte de réaliser ses objectifs.

— asseoir définitivement la domination de classe de la bourgeoisie d'Etat, qui a besoin de se camoufler pour empocher les profits énormes qui seront obtenus grâce au pillage systématique des ressources naturelles de notre pays.

LE « PLAN QUADRIENNAL » EST UN MOYEN D'ASSERVISSEMENT DES TRAVAILLEURS :

Sous prétexte d'austerité, de discipline nationale, de patriotisme, le « plan » a pour rôle d'imposer aux masses populaires et plus particulièrement aux travailleurs de très lourds sacrifices, soi-disant pour développer le pays alors qu'en réalité, il vise à enrichir la bourgeoisie et l'impérialisme (que l'on se rappelle le fameux « fonds de solidarité » de Ben Bella).

Les salaires seront bloqués alors que les prix grimpent et ne cesseront pas de grimper. Les impôts seront encore plus lourds puisque le plan sera financé à 60% par les ressources fiscales (voir loi des finances 1970) et ils toucheront les consommateurs (impôts indirects, taxes). Le gouvernement ne cache pas son objectif : diminuer le niveau de vie des masses.

LE « PLAN QUADRIENNAL » EST ENFIN REVELATEUR DES TENDANCES DU REGIME :

Problème du chômage : les entreprises prévues (enclaves étrangères dans notre pays) devront être rentables au niveau du marché mondial capitaliste, c'est-à-dire qu'elles devront, selon la thèse technocratique de la petite-bourgeoisie néo-colonisée, être d'un haut niveau technique; de ce fait elles créeront très peu d'emplois ! (la cimenterie de 500.000 t. emploiera 170 personnes). Le résultat c'est que le chômage s'accroîtra et l'on verra le nombre des sans-travail doubler d'ici 1980 ! les autorités reconnaissent publiquement que ce problème n'est pas prioritaire.

L'agriculture traditionnelle sera abandonnée à son sort. Peu importe ce qui peut arriver aux 7 millions d'algériens qui en vivent ; peut-être pourront-ils émigrer, sinon ils peuvent mourir de faim, personne ne s'en préoccupe ! les seuls secteurs qui intéressent le pouvoir sont ceux de l'agriculture moderne qui produit pour l'exportation et qui est donc une source de revenus, d'autant plus qu'avec la mise au pas de l'autogestion, c'est l'Etat patron qui en profite.

On parle à tout propos de la nécessité de cadres et de techniciens pour la réalisation du plan, on va jusqu'à dire : « si le plan échoue, c'est parce que nous n'aurons pas assez de techniciens ». La ficelle est trop grosse : voilà les technocrates qui ouvrent la voie à leur domination, les voilà devenus indispensables ! il est quand même étonnant qu'à aucun moment, il n'a été question de la participation des travailleurs, de la mobilisation des masses !

Les objectifs sont clairs : la bourgeoisie d'Etat veut tout le gâteau pour elle et pour ses maîtres impérialistes, elle s'en donne les moyens idéologiques dans un parfait mépris des masses.

La parole est maintenant au peuple algérien !

(1) déguisement de carnaval confectionné avec des morceaux d'étoffe de couleurs et de structures différentes.

LE MIRAGE DE L'INDUSTRIALISATION



Instrument de propagande, le « plan », dans sa logique même, dévoile clairement son caractère de classe bourgeois que nous entendons montrer dans les articles qui suivent.

UNE VOLONTÉ D'INTÉGRATION DANS LE MARCHÉ CAPITALISTE MONDIAL

Plus de 27 milliards de dinars seraient investis en quatre ans dans le cadre du "Plan quadriennal". Plus de 50% (14,5 milliards de DA) iraient à l'industrie, contre 15% seulement pour l'agriculture. Le pouvoir présente ainsi "l'industrialisation" comme le "noyau central" de sa politique économique.

On peut dans ce domaine distinguer deux directions essentielles :

— un premier type d'industries qualifiées de "base" regroupe les hydrocarbures, la pétrochimie, la sidérurgie, les industries mécaniques et électriques, la fabrication d'engrais et divers matériaux de construction. Le premier groupe

compte pour 80% dans les investissements prévus, avec une priorité pour les hydrocarbures (36%) dépassant de loin la sidérurgie et les industries mécaniques et électriques (15% et 11%).

— un deuxième type d'industries dites "de substitution" concerne la consommation intérieure : textiles, produits alimentaires, pharmaceutiques, etc... Elles ne bénéficieront que de 12 à 13% des investissements industriels.

Cette répartition entre les différentes branches est révélatrice de la "stratégie de développement" du pouvoir.

Ce qui frappe en premier lieu, c'est le déséquilibre des investissements. La plus grosse partie revient aux hydrocarbures, c'est à dire à la construction de tubes et d'usines de liquéfaction qui permettront un plus grand pillage du

pétrole et du gaz. Cela se fait au détriment des industries qui produiraient pour la satisfaction des besoins des algériens et qui, en même temps, créeraient plus d'emplois.

En second lieu, remarquons l'incohérence entre les différents projets. Il est évident que les produits de la sidérurgie ne serviront pas à fournir les biens d'équipement des autres industries. Ces biens seront donc importés, perpétuant ainsi les structures actuelles orientées vers l'extérieur. Le "plan" ne fera que juxtaposer des projets qui fonctionneront en parallèle (en direction du marché mondial impérialiste) sans s'entraîner mutuellement. Peut-on parler de plan dans ce cas ?

Les technocrates du pouvoir s'accrochent à la thèse des "industries industrialisantes" pour se justifier. Il s'agit, selon eux, de favoriser l'installation des industries de base qui auront un "effet d'entraînement" sur les autres secteurs. Outre que cet effet n'apparaît pas dans le "plan quadriennal", cette thèse part d'une analyse erronée de la nature du sous-développement, (en supposant qu'elle ait pour objet de le combattre). En effet, la cause du sous-développement n'est pas technique (retard) ou structurelle (déséquilibre entre l'agriculture et l'industrie, entre industrie lourde et industrie légère) elle vient de l'intégration des "pays sous-développés" dans des rapports de domination et d'exploitation impérialistes; par conséquent, la solution au sous-développement n'est pas technique, mais, elle passe par la destruction de ces rapports, (solution avant tout politique).

Il faut d'ailleurs souligner, que cette thèse de "l'industrie industrialisante" est apparue dans la pensée économique bourgeoise après l'échec d'une autre thèse - qui connut, elle aussi, des défenseurs zélés - celle des "substitutions d'importations" qui préconisait de privilégier les industries légères (de montage surtout).

Pourquoi cette substitution d'une thèse à une autre ? Elle est liée à l'évolution du capitalisme dans les pays développés. Les progrès de la productivité du travail, ainsi que l'accroissement du coût de la main d'œuvre se traduisent par le transfert aux pays sous-développés des unités industrielles non rentables ou dépassées techniquement (sidérurgie classique par exemple) au

profit de l'installation d'une industrie de pointe (sidérurgie des aciers spéciaux, chimie, électronique, etc...). Cela imprime une nouvelle division mondiale du travail qui voit les pays développés exporter leurs excédents de biens de production périmés vers les pays sous-développés.

La différence énorme du point de vue de la productivité du travail qui en résulte ne fait qu'accroître le sous-développement des pays dominés. D'un autre côté, les unités projetées dans le cadre du "plan quadriennal" sont toutes à forte composition organique du capital (biens d'équipement, technologie, techniciens), et comme elles n'ont pas de débouchés locaux vu l'exiguïté du marché intérieur, elles bénéficient entièrement au grand capital international qui trouve dans ce type d'opérations un large débouché à sa propre production (équipements) et la maximisation de ses profits (richesses naturelles abondantes).

C'est bien dans ce cadre que s'inscrit le "plan quadriennal". L'analyse de son financement nous éclairera encore davantage.

LE FINANCEMENT DU PLAN : UN MYSTÈRE

Rien de précis n'est en fait prévu dans ce domaine. On se réfère à des estimations hasardeuses, ce qui montre bien que le "plan" n'est susceptible d'être réalisé que par à coups. Tout comme le fameux plan triennal (dont on parle peu aujourd'hui) fut réalisé seulement aux deux tiers au prix d'un gaspillage effréné.

Toutefois, quelques recoupements nous permettront de nous y retrouver. Officiellement, le taux de participation du capital étranger est limité à 25% de l'investissement global. Mais, en étant très optimiste, on peut tenir compte d'un taux de réalisation de 50 à 60%, la proportion des capitaux étrangers sera plus importante : 50% et plus. La presse internationale ne tarit d'ailleurs pas d'éloges pour le "plan algérien" et si l'on en croit un diplomate britannique cité par El Moujahid : "l'Algérie est un marché d'un haut potentiel et les exportateurs britanniques feraient bien de le cultiver sérieusement et soigneusement".

LES TRAVAILLEURS, LES MASSES PAYSANNES PAIERONT LA NOTE... ELLE SERA LOURDE

Le reste des investissements serait prélevé sur les revenus de l'état. A elle seule la fiscalité en fournirait 60%, auxquels s'ajouteraient les royalties du pétrole (133,5 milliards d'A.F. en 1970 ?) ainsi que les virements des émigrés (120 milliards d'A.F. en devises).

Le blocage des salaires, la restriction de la consommation par la suppression du crédit permettront de reporter sur les masses populaires la plus grande partie des sacrifices. En un mot, ceux qui paieront l'addition, ce sont les ouvriers de l'autogestion et des sociétés nationales, auxquels on imposera une austérité stricte, la paysannerie du secteur pauvre et les émigrés (impôts, taxes et hausse des prix), les petits commerçants et artisans (dont le chiffre d'affaires baissera avec le pouvoir d'achat des couches populaires).

Le niveau de vie des masses populaires s'en ressentira durement, car il semble difficile d'éviter la hausse des prix et l'augmentation des importations de biens de consommation. En effet, les investissements prévus créeront des revenus fictifs que le système productif n'est pas en mesure de satisfaire.

Dans le même temps, l'augmentation des importations et des aides financières étrangères accroîtra l'endettement de l'Algérie, (qui est déjà de 4 milliards de D.A. en 1970). L'inflation qui s'en suivra du fait du déficit de la balance des paiements et de la hausse des prix aggravera les disparités dans la répartition du revenu national : les détenteurs de hauts revenus verront encore leurs profits s'accroître, tandis que les détenteurs de faibles revenus verront leur pouvoir d'achat décroître de plus en plus. Le pouvoir le reconnaît d'ailleurs explicitement puisqu'il avance, pour atténuer cet écart, "des remèdes" inspirés d'une certaine conception islamique du socialisme basée sur la *sadaka* (dons) et la redistribution de miettes sous forme de pensions et d'aide sociale.

En fin de compte, le "plan" se traduira par l'augmentation de la paupérisation des masses populaires, alors qu'en même temps les profits des classes dominantes

et de l'impérialisme monteront en flèche. On assistera par conséquent à la concentration de la richesse à un pôle de la société et de la misère à l'autre; le "plan" algérien vise donc à engager un processus classique d'accumulation capitaliste produisant et reproduisant des rapports capitalistes :

— séparation des travailleurs de leurs moyens de production;

— exploitation intensive de la force de travail (légalisée par la publication des statuts de l'autogestion et des sociétés nationales du même type que ceux des entreprises capitalistes);

— surpopulation relative et armée industrielle de réserve (voir à ce propos l'article sur l'emploi).

UN CAPITALISME D'ETAT "COUVERTURE" DE LA PÉNÉTRATION IMPÉRIALISTE

Cette accumulation se fait bien sûr au profit du grand capital international (dont la bourgeoisie algérienne n'est qu'un fondé de pouvoir). Elle a pour but d'organiser, sur une grande échelle, à la fois le pillage des ressources naturelles et le pompage du surplus engendré dans le secteur agricole (moderne et traditionnel) par un processus de "colonisation interne" comme celui que connaissent de nombreux pays d'Amérique Latine.

Le pouvoir ne s'en cache d'ailleurs pas (auprès des correspondants étrangers seulement) puisque selon "Jeune Afrique" :

"Avant de socialiser, il entend produire. Pour produire, il utilise les techniques capitalistes concentrées entre les mains de l'Etat".

Cette dernière affirmation n'est toutefois pas entièrement vraie puisque tout ne sera pas concentré entre les mains de l'Etat. (qui se réserve 90% des investissements) Il reste un grand champ ouvert au capitalisme privé qui bénéficie du secteur des industries de transformation dans lesquelles l'intervention étatique est curieusement absente. Il est vrai que la contradiction capitalistes d'Etat - capitalistes privés est secondaire et que le développement du secteur privé peut être un moyen pour les bourgeois d'Etat de faire fructifier leurs capitaux - (évolution à suivre)

En définitive, le plan montre bien que la politique économique de notre pays est **capitaliste** et **pro-impérialiste**. On comprend mal les

références répétées à la construction du socialisme, à l'égalitarisme, à l'exploitation qu'il faut supprimer, si l'on ne voit pas la société algérienne comme une réalité contradictoire où s'affrontent des classes aux intérêts opposés. Le mécontentement et les revendications d'égalité et de justice hérités de la guerre de libération sont encore très vivaces dans notre peuple.

Aussi, la bourgeoisie est elle obligée de se cacher derrière des campagnes publicitaires pour conditionner l'opinion et obtenir un répit. Elle est aidée en cela par la petite bourgeoisie bureaucratique qui travaille à détourner la pression des masses vers d'autres cibles (sionisme, etc...). Elle bénéficie d'ailleurs dans cette tâche de l'appui, au niveau de la petite bourgeoisie, des révisionnistes algériens de l'ex P.C.A., qui, malgré leur peu d'influence, présentent un programme séduisant pour les petits bureaucrates conciliant une adhésion platonique au marxisme avec leur participation dans l'appareil d'Etat.

Ce que l'on peut déduire en fait, c'est le processus de formation de la bourgeoisie algérienne. On peut y distinguer deux phases :

1) une phase d'installation de la petite bourgeoisie bureaucratique dans l'appareil d'Etat qui joua deux rôles : contrôle des instruments d'appropriation du surproduit social (nationalisation) et moyens de domination et de repression des masses populaires pour protéger les acquis de la nouvelle bourgeoisie.

2) une phase de consolidation qui correspond à cette étape du lancement d'un "processus d'industrialisation" avec l'aide de l'impérialisme qui permet à la bourgeoisie d'augmenter ses profits et de se consolider.

Dans cette optique, le "plan" outre son rôle idéologique très important, vise aussi la rationalisation des "dépenses" d'investissements en vue de réaliser les aspirations de la bourgeoisie. **Le "plan" a donc un objectif de classe.**

Cette rationalité du plan tend à supprimer une partie des incohérences qui sont à la base des conflits entre les classes privilégiées et notamment entre les capitalistes privés et les capitalistes de l'Etat. Le "plan" fixe en fait une orientation et délimite la part du gâteau qui doit revenir à chacun.

AGRICULTURE

rentabilisation du secteur « moderne », paupérisation accrue des masses rurales

Il n'est guère utile de revenir en détail sur les structures de l'agriculture en Algérie. Il faut cependant rappeler qu'on y distingue deux secteurs que l'on peut caractériser grossièrement l'un de secteur capitaliste intégré en grande partie au marché capitaliste mondial et l'autre de secteur pauvre dominé et exploité.

LE SECTEUR PAUVRE DOMINÉ ET EXPLOITÉ

Dans ce dernier secteur règne la petite propriété privée avec parfois des survivances de propriétés communautaires. Les techniques d'exploitation sont "archaïques" et la plus grande partie de la production est autoconsommée. La population évaluée à près de 8 millions de personnes croupit dans une misère permanente.

Les tableaux officiels du "Plan" bien qu'il ne fournissent que des moyennes (optimistes) donnent 5 650 000 personnes ayant des revenus inférieurs à 400 DA par an et 3 200 000 personnes ayant des revenus inférieurs à 700 DA. Il est évident que ces chiffres sont forcés car compte tenu de l'autoconsommation, les estimations des revenus sont tout à fait arbitraires; (une autre estimation officielle non reprise par le "plan" donne une moyenne de 350 DA par an pour 7 500 000 de ruraux y compris les salariés de l'autogestion dont le revenu est environ de 3 400 DA par an et par emploi (ce qui fait des chiffres très bas pour les paysans pauvres et les saisonniers). Des enquêtes faites en milieu rural ont révélé que dans de nombreux villages de montagne les revenus n'excédaient pas 100 DA par an et par tête. Le rapport du "plan" sur l'agriculture estime à 9,3 milliards de calories les besoins minimum du peuple algérien, la production n'apporte que 7 milliards de calories très inégalement réparties. Ce qui donne un déficit alimentaire de 25% en dessous du minimum qui se répercute sur les

populations les plus pauvres. Seuls les mandats des émigrés arrivent à maintenir en vie ces populations.

LE SECTEUR CAPITALISTE INTEGRE

Pour ce qui concerne le secteur capitaliste, la production est entièrement commercialisée et une partie importante en est dirigée vers le marché extérieur (fléchissement en quantité et en valeur depuis 1962 à cause de la nouvelle spécialisation de l'Algérie dans le marché mondial). Ce secteur comprend le domaine autogéré et le secteur "moderne" privé.

1) le secteur autogéré

Né spontanément au lendemain de l'indépendance le secteur autogéré recouvre l'ancien domaine de la colonisation agraire (faible niveau technique, investissements limités, ouvriers agricoles mal payés, débouchés extérieurs garantis). Au moment du départ massif des européens d'Algérie, les ouvriers s'organisèrent pour continuer le travail... Ce qui déboucha sur l'autogestion dont la naissance et l'extension bénéficièrent de conditions favorables du fait de la vacance du pouvoir politique, conséquence de la crise du F.L.N.

Les conditions étaient telles, que, mises à part quelques fermes, la mobilisation des travailleurs empêcha toute appropriation privée de ces domaines. La petite bourgeoisie bureaucratique était ainsi, frustrée d'une partie importante du gâteau. Le plan de son action contre l'autogestion peut-être décomposé de la manière suivante :

- 1) briser les organisations des travailleurs, introduire la division dans leurs rangs (congrès de l'U.G.T.A., Coopératives de Boudissa...).
- 2) institutionnaliser l'autogestion : ce fut le rôle des "décrets de mars" le domaine autogéré devient *propriété d'Etat*.
- 3) mettre en place des organisations bureaucratiques de tutelle qui

permettent l'appropriation de la rente foncière par l'Etat.

Dès ce moment la politique de la bourgeoisie d'Etat se fera dans deux directions :

— extension du domaine étatisé, "autogéré" et coopératif (d'où les conflits avec les grands propriétaires fonciers)

— rentabilisation capitaliste afin que les prélèvements réalisés par la bourgeoisie d'Etat puissent s'accroître substantiellement (voir El Jarida n° 5).

2) le secteur privé

Le secteur privé composé de plus de 8 000 propriétaires fonciers qui exploitent 1,5 millions d'hectares s'est considérablement renforcé car il a réalisé de gros profits sur le dos du domaine autogéré (commercialisation, achat de récoltes sur pied, vente de services). Les propriétaires fonciers organisés en puissantes chambres d'agriculture, liés à la bourgeoisie compradore, disposant de solides protections au sein du gouvernement, ont non seulement réussi à repousser la réforme agraire d'année en année, mais ils ont en outre largement consolidé leurs positions au détriment du secteur autogéré et des petits propriétaires ruinés.

LA SOI-DISANT REVOLUTION AGRAIRE AGGRAVE L'EXPLOITATION DES PAYSANS

Le projet de soi-disant "Révolution Agraire" marque le triomphe des thèses des gros propriétaires qui pourront ainsi continuer à exploiter les paysans à condition "qu'ils produisent" et qu'ils modernisent leurs exploitations. En effet la "Révolution Agraire" est avant tout une révolution technique, ce qu'elle vise c'est le "développement et non la redistribution des terres en fonction d'un simple égalitarisme".

Le pouvoir a mis au point un projet qui met en avant le développement de la production aux dépens de la transformation des rapports de production à la campagne (rapports basés essentiellement sur l'exploitation honteuse de 500 000 paysans sans terre). Ce qu'il faut bien saisir c'est que, contrairement à ce que prétendent les thèses dualistes, le secteur capitaliste et le secteur "traditionnel" ne sont pas isolés l'un de l'autre : le secteur capitaliste dans son ensemble, entretient des rapports avec le secteur pauvre. Rapports de domination et d'exploitation qui ont pour effet de permettre le pompage du surproduit réalisé dans le secteur pauvre dont le

développement est bloqué et dont les terres et les habitants subissent une paupérisation irréversible alors que le secteur capitaliste (c'est à dire la bourgeoisie d'Etat, compradore et les propriétaires fonciers) se développe et s'enrichit à ses dépens.

Ce qu'il faut bien comprendre c'est que le secteur pauvre ne l'est pas parce que ses moyens sont limités mais, parce que son surplus est absorbé en dehors de lui par la fiscalité, l'échange inégal ville-campagne, les prélèvements de toutes sortes (y compris de main d'oeuvre !).

C'est pourquoi une réforme agraire n'a de sens que si elle brise ces rapports, c'est à dire si elle porte la lutte des classes au sein de la société rurale (en liaison avec la lutte du prolétariat contre le capitalisme). Sinon elle aboutit à un renforcement de la domination capitaliste et à une "rationalisation" de la production qui accélère le processus de pompage en adoptant les conditions techniques et l'organisation du travail aux nécessités de l'exploitation capitaliste. Il est connu historiquement que ce sont les paysans qui ont payé l'industrialisation des pays actuellement développés (l'accumulation primitive du capital dans ces pays a trouvé son origine dans le pillage colonial et l'expropriation violente des cultivateurs).

Le mot d'ordre de réforme agraire est donc équivoque. Un certain type de réforme agraire est donc non seulement admis par la bourgeoisie, mais nécessaire à son développement (notons en passant que la réforme agraire est le cheval de bataille des révisionnistes algériens de l'ex - P.C.A. qui pensent ainsi moderniser la base économique et "aider" la bourgeoisie à réaliser ses tâches démocratiques historiques).

Il faut cependant souligner que la bourgeoisie des pays sous-développés ne peut engager un processus de "réforme agraire" (et si elle le fait ce sera à moitié) compte tenu de la faiblesse de sa base industrielle, de l'existence d'une large masse de travailleurs inemployés et de la puissance politique de la bourgeoisie foncière.

« VALORISATION » DE L'AGRICULTURE AU PROFIT DE LA BOURGEOISIE

Le "plan quadriennal" vise donc une "valorisation" de certains secteurs de l'agriculture - valorisation du capital dans le sens strict de la rentabilisation économique. Il voudrait rationaliser l'exploitation des ouvriers agricoles, améliorer les te-

chniques de production (par la mécanisation qui remplacera les hommes par des machines, les travaux d'infra-structure. . .).

Cette politique est claire, elle doit permettre une meilleure intégration des secteurs avancés de l'agriculture dans le système capitaliste mondial (afin d'en tirer de meilleurs profits), élargir les échanges (achat de biens d'équipement et augmentation de la production exportable), enfin, propager et consolider les rapports d'exploitation sous la forme de la généralisation du salariat et de l'organisation rationnelle du travail.

Par contre, le secteur pauvre ne recevra aucune aide. Les investissements prévus mettront en place une infrastructure facilitant le pompage de ses richesses : tandis que ce secteur continuera de supporter les millions de travailleurs sans travail ou sous employés. Sa population passera d'ici 1975 à 10 millions de personnes qui disposeront de revenus dérisoires.

Bien sûr le pouvoir ne veut pas voir se développer dans ce secteur, des zones de révoltes et de violence. Aussi des "programmes spéciaux" utilisant la technique du saupoudrage, injecteront dans les régions les plus explosives, quelques millions ou bien, distribueront les surplus américains.

Voilà l'avenir que nous promet le "plan quadriennal" s'il est réalisé : une minorité de nantis, intégrée dans la civilisation moderne occidentale qui s'enrichira de plus en plus et une majorité de sous-êtres humains réduits à des conditions d'existence de plus en plus misérables.

Ceux qui travaillent aujourd'hui et qui seront chômeurs demain, les sous prolétaires des campagnes et des bidonvilles, les émigrés qui ne voient plus la fin de leur exil, les commerçants, artisans qui savent bien que leur sort est lié à celui des travailleurs et des chômeurs, les étudiants et les intellectuels conscients des dangers graves qui menacent notre société et l'économie de notre pays, tous doivent s'unir pour faire échec aux appétits monstrueux de la nouvelle bourgeoisie et à la politique criminelle de son appendice technocratique.

A travers le "plan quadriennal" les bourgeoisies algériennes ont clairement dévoilé leurs plans. Les masses populaires se doivent d'apporter leur riposte : la construction du parti d'avant-garde capable de faire échec aux menées des classes dominantes et de déclencher le processus révolutionnaire dont notre pays a grandement besoin.

CHOMAGE

Un problème crucial pour notre pays auquel le "plan" n'apporte aucune réponse

Dans une interview au journal « le Monde »⁽¹⁾ Remili l'un des fonctionnaires du plan a confirmé officiellement que « l'emploi n'était pas prioritaire dans le plan quadriennal » car, pour lui, en Algérie : « Il doit y avoir environ 500.000 chômeurs ». Or le plan prévoit toujours selon la même source « la création de 265.000 nouveaux emplois dans l'industrie »⁽²⁾.

Un autre haut fonctionnaire Mahroug complétait cette déclaration en disant « l'industrialisation prévue en Algérie n'exigera pas beaucoup de main d'œuvre. Mais elle donnera naissance à une industrie de transformation qui créera 100.000 emplois à partir de 1975 ».

Il faut commencer par dénoncer les procédés mesquins et grossiers utilisés par le pouvoir et ses valets pour déguiser les chiffres et masquer la réalité. Nous avons déjà eu l'occasion de dire ce que nous pensions des statistiques et données chiffrées officielles. Il faut pourtant s'en contenter, encore que les contradictions n'ont certainement pas échappé aux lecteurs de la presse « nationale » : en 1966, Kaïd Ahmed affirmait l'existence de 4.000.000 de chômeurs dans notre pays et aujourd'hui on n'en compte plus que 500.000 !! les chiffres avancés varient selon les besoins de la cause : pour justifier l'appel aux capitaux étrangers, on gonfle le nombre des chômeurs, mais pour faire accepter une politique économique qui tend à valoriser le capital sans se soucier de créer des emplois, on répète qu'au fond il n'y a pas tellement de sans-travail !

Ainsi donc sur le papier le problème est réglé. D'ailleurs le préambule du plan n'affirme-t-il pas : « il est aujourd'hui possible... de fixer comme objectif... de fournir un emploi durable à l'ensemble de la population active masculine avant la fin de la décennie 1970-1980 ».

Sans attendre jusqu'à 1980 pour savoir si ces promesses se verront réalisées, examinons de plus près la situation de l'emploi dans notre pays afin de mieux en connaître les données.

COMMENT SE PRESENTE LA SITUATION DE L'EMPLOI ?

En partant des chiffres officiels on peut dresser le tableau suivant pour l'année 1966.

population totale	12.102.000
population en âge de travailleur	5.708.859
Hommes	2.768.757
Femmes	2.940.102
population active retenue ⁽³⁾	2.832.000

Dès à présent, remarquons que la population active a été limitée à l'élément masculin : 2.850.000 femmes de 18 à 55 ans sont classées dans la

population inactive aux côtés des enfants, des vieillards et des infirmes.

Examinons maintenant ce que représente ce chiffre de 2.832.000 personnes actives :

Hommes occupés	1.562.000
Femmes occupées	90.500
Enfants occupés	72.500
Chômeurs ayant déjà travaillé	610.300
Chômeurs en quête du premier emploi	262.900
Actifs à l'étranger	234.000
Total	2.832.200

Ici plusieurs remarques s'imposent :

1) il y a 873.200 chômeurs officiellement recensés (610.300 + 262.900)

2) sont compris dans la population active, 234.000 émigrés, de même que 65.000 étrangers travaillant en Algérie.

3) 72.500 enfants de 6 à 14 ans sont comptés officiellement comme travailleurs : il ne s'agit pas seulement de bergers ou de cirqueurs, mais aussi de nombreux employés contre toute morale, dans des ateliers, des

chantiers et jusque dans des mines ! et bien sûr pour des salaires appropriés.

4) bien que pour l'évaluation de la population active on estime que les femmes ne doivent pas prétendre à un emploi cela n'empêche pas que 90.500 d'entre elles sont classées dans la population occupée

5) le total des hommes occupés effectivement se situe donc autour de 1.500.000 de personnes sur 2.768.757 en âge de travailler. Ce qui nous fait plus de 1 million d'adultes et de sexe masculin sans travail.

UN FORT TAUX DE SOUS-EMPLOI :

Continuons notre investigation, regardons la structure de la population occupée, en gros nous avons :
secteur agricole 874.000
secteur secondaire 352.000
secteur tertiaire 499.000

Or cette population occupée l'est d'une façon très inégale et souvent cette occupation n'est qu'une activité cache-misère, un chômage déguisé.

Rappelons pour mémoire que le recensement de 1966 a classé dans cette catégorie toute personne ayant travaillé plus de six jours rémunérés en espèces ou nature durant le mois de mars 1966.

C'est pourquoi le **taux de sous-emploi** est considéré comme particulièrement élevé. Tiano⁽⁴⁾ l'estime à 64% pour la population urbaine et à 50% pour la population rurale.

Le « plan quadriennal » estime que l'emploi dans l'agriculture ne dépasse pas 150 millions de journées de travail, or les 1.300.000 travailleurs recensés représentent sur la base de 225 jours de travail par an, une offre de 300 millions de journées ; on peut donc évaluer le taux d'occupation à 50% et fixer le nombre réel de chômeurs à 650.000 dans les campagnes, soit 240.000 de plus que le chiffre officiel. D'après El Moudjahid du 24-12-69 le chômage urbain toucherait de 500.000 à 600.000 personnes.

Enfin une étude de la « direction du plan » chiffre à 900.000 le nombre d'emplois permanents dans tous les secteurs pour l'année 1968.

Ainsi, les données officielles nous conduisent à des chiffres vertigineux pour le nombre de personnes inemployées ou sous-employées. Le déficit net de la force de travail disponible dans notre pays par rapport aux emplois existants est de plus de 4 millions si on tient compte de l'élément féminin et de 2 millions, si on ne prend en considération que les adultes de sexe masculin !

QUE PREVOIT LE « PLAN »

Il est prévu par le « plan » la création de 68.000 emplois par an jusqu'en 1973, puis 100.000 emplois par an à partir de 1975. En supposant que ces prévisions soient réalisées (ce qui est fort douteux, car si pour la période 1969-1973 on dispose de quelques précisions, le chiffre de 100 000 avancé pour 1975 est tout à fait arbitraire). Il est évident qu'aucune solution ne sera apportée au problème des **chômeurs actuels**, mais leur nombre continuera de s'accroître.

En effet, si on examine le tableau donnant le nombre de jeunes qui arrivent à l'âge de travailler on a :

	Hommes	Femmes	Total
1970 ..	125.000	110.000	235.000
1973 ..	128.000	126.000	254.000
1975 ..	144.000	137.000	281.000
1980 ..	184.000	168.000	352.000

A partir de 1975, ce sont 150.000 emplois nouveaux qu'il faudra créer chaque année pour répondre à la **demande nouvelle** des jeunes de sexe masculin (compte tenu de l'extrême jeunesse de la population algérienne peu de postes peuvent être dégagés par la mise à la retraite des personnes âgées). En outre il y a une contradiction flagrant entre la politique de « scolarisation » des filles (50% d'après le pouvoir) et le fait de ne pas prévoir de débouchés pour tou-

tes les jeunes filles qui auront reçu une formation !

Le problème de l'emploi est-il un problème prioritaire dans notre pays ? Nous l'avons vu, le « plan » ne considère pas que donner du travail aux algériens soit un objectif prioritaire. En fait, c'est juste le contraire qui est prévu : des investissements « qui n'exigeront pas beaucoup de main d'œuvre ». C'est là le **centre du problème** : la politique économique du pouvoir de la bourgeoisie d'Etat et de l'imperialisme sacrifie le devoir impérieux d'assurer un emploi à chaque citoyen aux appétits sordides et démesures des capitalistes (d'Etat ou privés) qui cherchent à s'assurer les **profits les plus élevés**.

L'agriculture quant à elle, ne créera pas d'emplois nouveaux et on peut lire dans El Moudjahid du 10-12-1969 « les changements de techniques de production par un accroissement du taux d'activité des travailleurs que par création d'emplois proprement dits ». C'est donc une masse de 800 à 900.000 adultes de sexe masculin qui est condamnée à végéter inemployée et qui ira dans une assez grande proportion grossir les bidonvilles et les range de l'émigration fournissant aux capitalistes algériens, l'armée de réserve industrielle dont ils ont besoin pour maintenir les salaires à des niveaux dérisoires.

Le chômage sera d'ailleurs aggravé par les choix en matière de politique agraire, puisqu'il s'agit de rentabiliser d'un point de vue capitaliste, les domaines du « secteur moderne » ce qui implique la mécanisation et le remplacement des hommes par les machines. Cela aura comme conséquence directe, la mise au chômage des travailleurs saisonniers : **paysans sans terre, paysans pauvres**. Les couches les plus défavorisées sont donc les plus touchées, car elles se voient refuser cet appoit de misère qui était le plus souvent leur unique source de revenu.

L'ISSUE POUR LA POPULATION INEMPLOYEE : L'EMIGRATION

Nous avons constaté tout au long de cette énumération un peu fastidieuse qu'à aucun moment le plan n'envisageait la création d'emplois pour permettre le retour des émigrés sur le sol natal. Bien au contraire ce que le pouvoir prévoit, c'est d'orga-

niser cette émigration sur une échelle beaucoup plus large, d'où les négociations avec la Belgique et les contacts avec les autres pays européens.

Depuis l'indépendance le nombre d'émigrés a doublé ! certaines estimations fixent à 800.000 le nombre d'algériens vivant à l'étranger. La bourgeoisie algérienne y trouve son intérêt de plusieurs façons :

1) le départ massif de jeunes algériens décompresse le marché du travail et permet aux autorités de respirer

2) chaque émigré a à sa charge une famille au moins, et ce sont ainsi plus de 2 millions de personnes des régions les plus déshéritées qui vivent (ou survivent) grâce aux mandats. Ce qui libère « le pouvoir révolutionnaire » de la responsabilité d'assurer à ces populations un sort décent. Le mécontentement et les réclamations de ces familles sont paradoxalement détournés de leur véritable cible et sont dirigés contre les travailleurs émigrés qui sont harcelés par les demandes d'argent de parents, de cousins...

3) les transferts d'argent se font en devises (plus de 100 milliards d'anciens francs par an), ce qui est, pour une grande part, dans l'équilibre de la « balance des paiements », équilibre dont s'enorgueillit le pouvoir, qui n'hésite pas cependant à frapper les travailleurs émigrés et leurs familles de taxations, de prélèvement sur les allocations familiales et à tirer profit de la dévaluation de 12,5% du franc français en n'assurant pas aux travailleurs et à leurs familles la stabilité de leur pouvoir d'achat.

On comprend dès lors, au vu de ces avantages, qu'il est vain d'espérer une diminution de l'**exportation de la main d'œuvre** qui n'est pas seulement une issue au trop plein de chômeurs, mais aussi une opération rentable pour la bourgeoisie et l'Etat sur le plan économique et social.

(suite après l'article "Où en est le plan quadriennal")

LES DESIRS ET LA REALITE

Nous avons relevé dans El Moudjahid du 13 mai 1970 cet encadré : « Il est porté à la connaissance des QUINZE MILLE candidats qui se sont adressés à la SONAREM en vue d'un emploi ou d'une formation professionnelle qu'il est IMPOSSIBLE DE SATISFAIRE LEURS DEMANDES ».

Sans commentaire.

OÙ EN EST LE PLAN

Le communiqué officiel consacré au bilan des deux premières années du Plan quadriennal se révèle particulièrement vague et discret quant aux réalisations.

Selon ce document, il y aurait eu jusqu'à présent 14 milliards de dinars d'investissements publics dont huit pour le développement industriel. Il est difficile d'accorder un quelconque crédit à ces chiffres pour deux raisons :

1. Les sources de financement ne sont pas indiquées et comme on prétend par ailleurs que les investissements ont été réalisés grâce à l'effort interne, on voit mal comment les capitaux nationaux ont pu couvrir une telle dépense. Il est évident que l'Etat Algérien a dû recourir à des capitaux étrangers et cela dans une forte proportion.

2. Le chiffre de 14 milliards correspond aux prévisions. Cela signifierait donc que tous les projets ont été exécutés. Or, même au sommet, l'optimisme est loin d'être délirant. On se contente d'affirmer que le Plan s'exécute *correctement*. Compte tenu des tendances à l'auto-satisfaction du régime actuel, *correctement* signifie échec. D'après certaines informations, le Plan ne serait réalisé qu'à 9 % au cours des deux premières années. Abdellah Khodja, Secrétaire d'Etat au Plan le reconnaît d'ailleurs implicitement lorsqu'il déclare : *si l'on se réfère aux échéanciers très précis qui ont été élaborés pour chaque projet de 1969, il est évident que le cours de l'action ne les a pas respectés à la lettre.*

Mais, les chiffres des investissements ne sont pas les seuls à avoir été gonflés. Pour les créations d'emplois, on peut lire qu'elles ont atteint 90 à 100.000 postes en 1970 et environ 50.000 en 1971. Cette imprécision est révélatrice. En fait, la plupart des emplois créés sont des emplois temporaires, dans le bâtiment notamment. Par exemple : au cours du *programme spécial* pour la Kabylie 25.000 emplois auraient été créés. Or, avec la fin du programme, ces emplois n'existent plus.

LES CAISSES SE VIDENT SANS QUE LES PROJETS SE REALISENT

Le communiqué renferme d'autres indications intéressantes. On constate que le problème ne se situe pas dans le volume des dépenses qui sont *correctement* effectuées, mais au niveau des résultats des investissements qui n'aboutissent à aucune réalisation concrète. Tous les projets sont en retard, alors que les crédits sont largement épuisés.

Les usines inaugurées à grand renfort de publicité ferment leurs portes, car elles ne sont pas terminées. C'est ce qui est arrivé en juillet 1971 à l'unité artisanale de tissage d'AFLOU, six mois seulement après son inauguration. L'unité était inachevée, il y manquait la teinturerie et même l'installation de chauffage. Quant au matériel, il est abandonné et en grande partie livré aux conséquences des intempéries. Les travaux sont arrêtés, l'entrepreneur d'Alger se contentant de passer

de temps en temps. Cette unité employait 50 personnes qui sont aujourd'hui au chômage.

Fermeture aussi de l'usine de chaussures de Bel-Abbès.

Dans le même ordre d'idée, le complexe lainier prévu à Tiaret et qui devait employer 1 300 ouvriers est encore au stade du terrassement. Des difficultés insurmontables sont rencontrées pour retirer du port le matériel qui lui est destiné, lequel matériel, non protégé, est considéré comme perdu dans sa plus grande partie.

Aussi, le pouvoir recommande-t-il une *discipline plus grande dans l'exécution des objectifs du Plan*. Il constate la *nécessité d'une meilleure coordination des processus, d'une plus grande cohérence dans la mise en œuvre des différentes opérations*. Il demande un ajustement des priorités, notamment pour accélérer l'achèvement des chantiers les plus avancés en toute priorité par rapport à l'ouverture de nouveaux chantiers. Enfin, il manifeste son intention de combattre la tendance au dépassement du devis et recommande aux entreprises de *dégager des économies* ! Il fait appel aux différentes instances pour une gestion plus rigoureuse, pour une *compression des prix au niveau de la construction des projets et de leur réalisation*.

Bref, toutes ces préoccupations du pouvoir montrent bien que les calculs de rentabilité n'ont pas été appliqués dans la réalité, et que les caisses se sont vidées progressivement alors que les capacités de pro-

QUADRIENNAL



duction des entreprises sont très problématiques. Enfin, il demande aux responsables d'intensifier la lutte contre le gaspillage ce qui est une formule creuse puisque l'on sait que ce gaspillage est une des sources d'enrichissement de la bourgeoisie. Ainsi, les détournements et les scandales ne manquent pas.

DES SCANDALES REVELATEURS

Témoin, celui qui a mis en cause la Société Générale des Corps Gras et l'Office National des Produits Oléagineux. La première société possède au SIG une conserverie fermée depuis 1969 et où les machines sont immobilisées, les cuves de stockage condamnées, les ouvriers ayant été licenciés. Y sont déposés 9 000 fûts de 225 litres — appelés bordelaises — dont 1 444 sont neufs, 4 540 en très bon état et 3 148 usagés. La direction de l'usine a lancé un appel d'offres pour les vendre. Or, à 100 mètres de là, la seconde société, l'O.N.A.P.O. traverse une pénurie de bordelaises, et elle en a commandé 40.000 à l'Espagne et l'Italie.

Il est évident que ce n'est pas par manque de coordination ou d'information que les bordelaises de la S.N.C.G. n'ont pas été transférées à l'O.N.A.P.O. Le gaspillage n'est pas ici accidentel, mais il résulte de l'intérêt porté par nos bourgeois aux échanges extérieurs source de commissions, de pots-de-vin, etc. De même, selon *La République* du 21 dé-

cembre 1971 les ordinateurs utilisés chez nous sont généralement mal employés, quantitativement et qualitativement. Un ordinateur est en fonction à peine 130 heures par mois alors qu'il peut travailler 24 heures sur 24. Un ordinateur traite de problèmes simples, alors qu'il est conçu pour le traitement de problèmes complexes. On constate qu'un certain nombre de responsables, pour peu qu'ils en aient les moyens, créent un centre de calcul souvent d'ailleurs à l'instigation de bureaux d'études étrangers, fort intéressés à placer leur matériel.

Une autre affaire a mobilisé les colonnes d'El Moudjahid, c'est celle du conflit entre la SONACOME et l'O.N.A.M.A. Ce conflit, porte sur le nombre de tracteurs à commander par la première société au compte de l'Office. Le résultat c'est que 400 tracteurs, sans compter les semoirs et les épandeurs, sont livrés à la rouille depuis avril 1970. Ce qui, si l'on compte seulement le prix des tracteurs fait 12 millions de DA gaspillés. En attendant, les domaines autogérés manquent de matériel, mais ne peuvent utiliser celui qui est actuellement stocké sans doute pour des questions de rentabilité et de budget.

D'autre part, les autorités projettent de construire à Constantine une seconde filature de 30.000 broches d'une capacité de 3.000 tonnes de fils par an. Un marché a déjà été conclu avec la société anglaise Platt International Limited. Or, le premier complexe, celui de Châab Er-

sas, créé en 1967, connaît depuis le mois de juillet de nombreuses difficultés de commercialisation. Des produits estimés à plusieurs milliards restent en stocks et les difficultés sont reportées sur les employés qui sont rétribués très irrégulièrement et quelquefois pas du tout.

Le communiqué du conseil de la révolution reconnaît, en outre, d'une façon implicite que les exportations ont baissé. Aussi, recommande-t-il aux sociétés de faire de leur mieux pour les accroître au cours des années 1972-73. Il est évident que cette baisse des exportations est liée à la crise du pétrole et à la non réalisation du contrat avec EL PASO elle-même, conséquence de la crise du dollar (quand l'impérialisme s'enrhume, l'Algérie éternue).

Pour ce qui concerne les importations, toutes les entraves devront être levées pour satisfaire :

- les besoins de consommation des populations ;

- les besoins en biens et matières nécessaires à la bonne marche des entreprises ;

- les besoins découlant des opérations et projets d'investissements du Plan quadriennal.

Ainsi, devant le mécontentement grandissant des masses populaires face aux pénuries, le pouvoir cède et revient sur une de ses positions : l'économie de devises en ce qui concerne les importations en biens de consommation. Cette mesure est à rapprocher de la déclaration du P.D.G. de la SONACOME, selon qui

l'Algérie allait importer les voitures particulières qui lui étaient nécessaires.

Cela signifie-t-il que le pouvoir n'accorde plus la priorité aux biens d'équipements et qu'une sourdine va être mise au Plan quadriennal ?

Est-ce que l'on s'oriente vers une économie plus ouverte ? Un conflit n'oppose-t-il pas actuellement le secteur privé au secteur d'Etat ?

Si on observe le domaine de l'industrie textile où figure un certain nombre d'entreprises privées, on constate pour toutes ces entreprises plusieurs difficultés : dans l'approvisionnement en matières premières par suite du refus des autorisations d'importer opposé par la SN COTEC ; dans l'écoulement des produits qui est assez faible sur le marché local et pratiquement nul à l'exportation.

UNE COURSE AU PROFIT SUR LE DOS DU PEUPLE

La conséquence, c'est le licenciement de nombreux travailleurs quand les unités ferment leurs portes.

Les contradictions entre les différentes fractions de la bourgeoisie se manifestent actuellement par des luttes intenses pour le contrôle du commerce. C'est l'occasion d'un débailage général de révélations au niveau des différents organes de presse concernant les problèmes de la commercialisation dans notre pays. On peut distinguer deux tendances :

— Ceux qui veulent créer un monopole étatique de la commercialisation avec un développement de l'influence et du nombre des sociétés nationales de commercialisation pour englober jusqu'au commerce de gros, de demi-gros, et même de détail ;

— Ceux qui pensent que l'intervention d'intermédiaires entre la production et la consommation alourdit la structure des prix et qu'il est préférable de laisser aux unités de production le soin de commercialiser elles-mêmes leurs produits. Il est évident que dans ce cas ces unités seraient obligées de passer par les circuits traditionnels de commercialisation actuellement dominés par les capitalistes privés.

Ce débat reflète en fait, la contradiction d'intérêt entre la bourgeoisie d'Etat d'une part et la bourgeoisie compradore (négociants, grossistes et affairistes divers) d'autre part. La première cherche à étendre ses profits, la seconde à conserver ses privilèges.

Mais, c'est sur le dos des consommateurs que se conclura l'affaire. Car les résultats de ces luttes d'intérêts sont l'accroissement des pénuries, la généralisation du marché noir, la hausse des prix à la consommation.

Ainsi, après la signature du con-

trat entre la SONITEX et la S.N. COTEC dessaisissant la première de la commercialisation au profit de la seconde, de nombreux points de vente ont été fermés et les prix des produits sont montés en flèche.

D'immenses quantités de produits textiles sont emmagasinées et risquent d'être détériorées.

Toujours en ce qui concerne la S.N. COTEC depuis qu'elle bénéficie du monopole de commercialisation des textiles (août 1971), les artisans de TLEMCEM ont réduit leur activité par manque de matières premières. La S.N. COTEC n'ayant pas effectué les livraisons, par suite de l'encombrement du port d'Oran.

De même, l'ONACO désirant commercialiser directement les eaux minérales devait supplanter 200 grossistes répartis à travers le territoire national. Pour cela, il fallait disposer de 200 dépôts, d'autant de camions pour les alimenter, de circuits de distribution et de ramassage des bouteilles vides. Or, le parc de l'ONACO n'est pas suffisant. Tous les camions disponibles ont été dirigés sur SAIDA pour obtenir un approvisionnement normal en eaux minérales, mais cela s'est fait aux dépens des autres denrées. C'est ainsi qu'il y a eu des ruptures de stocks pour les autres produits. Le résultat pratique de cette prise en charge fut que la bouteille de 75 cl d'eau minérale a augmenté de 5 centimes.

Même résultat en ce qui concerne le marché des voitures d'occasion. Depuis que le bruit a couru que la SONACOME allait prendre le contrôle de ce secteur, les prix sont montés en flèche, mettant l'occasion au prix du neuf, selon *Algérie-Actualité*.

L'enjeu de ces luttes entre différentes fractions de la bourgeoisie est double :

— D'une part, le contrôle du commerce et des réseaux de distribution est un des facteurs de l'accroissement des profits. Il permet de récupérer une partie plus ou moins grande de la plus-value produite dans les domaines autogérés, dans les entreprises et dans le secteur traditionnel de l'agriculture.

— D'autre part, le monopole du commerce avec l'impérialisme détermine la classe qui aura la ristourne consentie par les fournisseurs étrangers à leurs valets locaux (cette ristourne, prix du pillage de notre pays est le moyen le plus important d'enrichissement et de formation d'une bourgeoisie locale).

C'est ce que montre l'affaire KASSA. Cet ex-directeur de la division machines-outils à la SONACOME est inculpé d'atteinte au patrimoine national pour :

— avoir détourné au détriment de l'Education nationale 1.747.100

DA sur un marché de 5.938.700 DA portant sur du matériel scolaire et signé à Nice le 30 avril 1968 avec la société Vernier ;

— avoir détourné au détriment de la SONACOME des remises de 10 à 25 % consenties par TECHNO-COMMERZ (R.D.A.) sur un marché de 3.291.000 DA portant sur l'achat de 5.000 moteurs hydrauliques et signé le 24 juin 1969 à Berlin.

KASSA s'est vu infliger vingt ans de prison pour une pratique courante parmi les hauts responsables.

LE RESULTAT DU PLAN : GONFLEMENT DU SECTEUR PARASITAIRE

A défaut de réalisations concrètes dans le domaine industriel et de solution, même partielle, au problème du chômage, les sociétés nationales de commercialisation se sont multipliées : SONACOB, S.N. COTEC, Société Nationale des Outils Ménagers, Société Nationale des Nouvelles Galeries Algériennes, ONACO, SONACAT, etc. Avec elles, s'est également développé le nombre des candidats au partage de la plus-value extorquée aux travailleurs algériens.

Les deux premières années du plan quadriennal confirment l'orientation de la politique économique du pouvoir depuis 1962. Les secteurs productifs (mis à part le secteur des hydrocarbures où le pillage s'est accentué), ont peu progressé ou sont en nette régression (agriculture). Par contre, le secteur parasitaire (administrations, commerce, tourisme) a vu ses effectifs passer de 345.000 en 1960 (nombre déjà trop élevé) à 575.000 actuellement.

Les problèmes concernant les Algériens sont éludés pendant qu'augmentent les circuits de distribution des profits à la bourgeoisie et ses alliés. C'est le cas de l'autogestion qui est saignée à blanc par une multitude d'organismes bureaucratiques. Bien sûr, pour que tout ce monde engraisse, il est nécessaire d'augmenter l'exploitation des travailleurs. Le tout au nom de considérations économiques.

Ainsi, les critères de rentabilité capitaliste, de rationalité des choix budgétaires, mis en avant par la bourgeoisie d'Etat pour justifier sa politique apparaissent clairement ici comme ayant seulement une fonction idéologique : *cacher le pillage et le gaspillage*.

L'accent mis ces derniers temps sur la révolution agraire n'est-il pas un moyen de détourner, une fois de plus, l'attention des masses populaires ? On espère ainsi faire oublier les promesses démagogiques et les usines dont on n'a construit que les murs. Quoiqu'il en soit, deux ans seulement après son lancement, le plan quadriennal est déjà caduc.

LA MOBILISATION DU TRAVAIL : UN SLOGAN VIDE

Au terme de cette rapide analyse, une conclusion saute aux yeux, c'est la faiblesse de la mobilisation du travail dans notre pays. 10 à 12% seulement des personnes en âge de travailler sont engagées dans des activités productrices et encore faut-il souligner que la productivité du travail est souvent très faible ! Le reste de la population d'âge actif « s'occupe » ou végète dans le chômage anihilant et démobilisant. On voit le caractère démagogique et mensonger du slogan : le « plan » ne pourra être réalisé que par la mobilisation du travail ! on voit mal comment se fera cette mobilisation puisqu'un très faible pourcentage des hommes (3 à 4%) et pas du tout de femmes seront concernés par la mise en œuvre du « plan » qui est basé essentiellement sur la valorisation du capital par les moyens rapides et techniquement avancés.

La grande masse du peuple algérien n'est donc absolument pas concernée par ce « plan » qui ne lui apporte strictement rien, et qui au contraire, organise le détournement de ressources nationales colossales au bénéfice exclusif de la bourgeoisie et

de l'impérialisme - à l'affût de gros profits à réaliser dans notre pays.

La solution au problème du chômage ne peut se trouver que dans un **développement véritable** basé sur la mise au travail des millions de travailleurs actuellement inemployés. L'Etat algérien affirme qu'on ne peut résoudre le problème de l'emploi que par un afflux de capitaux et de techniciens (que l'Algérie ne possède pas). Il envisage donc, une étape préalable d'accumulation de capital et de formation des cadres. Un tel choix implique clairement l'intégration encore plus poussée de notre pays dans le **marché capitaliste mondial** et l'aggravation du phénomène d'**exploitation** et donc en fin de compte du **sous-développement**. Une **accumulation capitaliste ne crée pas des emplois, elle produit et reproduit des rapports d'exploitation capitalistes en même temps qu'elle aggrave les inégalités sociales et le chômage**.

Dans une perspective socialiste le problème se pose tout à fait différemment : le travail est la source de toute richesse et le capital n'est en fin de compte que du travail

accumulé !

La disponibilité de millions de bras est en réalité un **atout** dans la **lutte** contre le sous développement (quoiqu'en pensent nos technocrates d'Alger !) quand le but recherché n'est pas l'enrichissement d'une minorité, mais le développement au profit des larges masses populaires.

Si les travailleurs sont, à la fois, **le point de départ, le moteur et la fin du processus de développement**, on peut éviter la pénétration impérialiste et parler d'une mobilisation des masses travailleuses !

On voit bien que le problème du développement n'est pas un problème technique, de bonne ou mauvaise industrialisation, de bonne ou mauvaise gestion mais un **PROBLEME POLITIQUE**. Il nous renvoie à la question de la **nature de classe de l'Etat**.

(1) voir le Monde du 17-2-70

(2) chiffre faux puisque on peut lire dans le « plan quadriennal » Rapport général à la page 136 qu'il est prévu la création de 75.000 emplois en 4 ans dans l'industrie et l'artisanat industriel.

(3) la population active est fixée arbitrairement, elle englobe à la fois les travailleurs occupant un emploi et les chômeurs.

(4) Tiano : "le maghreb entre les mythes"

PENDANT QUE L'UN TIENT LES CORNES L'AUTRE TRAIT LA VACHE



Celui qui trait la vache c'est la bourgeoisie algérienne exploiteuse des masses populaires. Celui qui tient les cornes c'est le prétendu P.A.G.S. ex-P.C.A. (du moins il essaie) C'est ainsi que dans son « Saout l'ichaab » le « P.A.G.S. » appelle les travailleurs à appuyer la réalisation du plan quadriennal. Somme toute il leur demande de se faire hara-kiri et d'aider la bourgeoisie à faire des profits sur leur dos.

Il est décidément bien à l'avant-garde... de la bourgeoisie. Si bien même que, dans un autre article, il prend résolument la défense des « Sociétés nationales » dont on connaît le rôle dans la formation et la consolidation de la bourgeoisie d'Etat. Il est vrai que les dirigeants du P.A.G.S. ont à maintes reprises lancé des appels au pouvoir pour y récupérer un strapontin et avoir quelques miettes du gâteau !

* بينما كان أحدهم ماسكا
بقرني البقرة استمر الآخر
بحلبها

الشيوعي سابقا (والذي ما انفك
يحث العمال الجزائريين أن يدعموا إنجاز
المخطط الرباعي وبعبارة أخرى فهو
يطالبهم بأن يجعلوا الحرمان والتفاني
معيشة لهم من أجل اعانة البورجوازية
التي أثرت على حسابهم .

أن من طفق يجلب البقرة (وهي
الجماهير الشعبية) هي البرجوازية
الجزائرية ومن أمسك بقرنيتها هو حزب
الطليلة الاشتراكي المزعوم (الحزب

Mourad Saber l'agent SM 15

Sauvage et baveux comme une hyène, le gangster Gobbe se jette sur Farida. La jeune femme se défend, mais son rival est trop fort. En mission secrète à Rome, au service d'El Fath, elle est tombée dans un piège des agents israéliens aidés par la C.i.a. et la Mafia. Soudain, des coups de feu claquent. Sionistes et mafiosi s'écroulent. Un athlète au regard ténébreux apparaît et libère la belle. Mourad Saber, l'agent SM 15, a une fois de plus mis l'ennemi en échec.

C'est le héros le plus flamboyant des bandes dessinées du tiers monde. Le quotidien algérien - El Moudjahid - lui a déjà consacré quinze feuillets. Et le récit de ses exploits est un succès de librairie.

Comme James Bond, SM 15 (qui a 30 ans, mesure 1 m 83 et pèse 87 kg 5) a les muscles de Superman, nage comme Tarzan, vise aussi bien que Robin des Bois, il est un as du karaté et il est un génie de la technologie : il pilote tous les avions, déchiffre tous les codes et parle sept langues. Mais, contrairement à 007, Mourad Saber fait ses prières cinq fois par jour. Il maîtrise les connaissances occidentales sans perdre son identité. Il croit en Dieu et ses mœurs sont puritaines : le lit et les jeux d'amour n'ont pas place dans sa vie.

- Depuis que le monde est monde, dit-il, toutes les idioties que peut faire un homme sont presque toujours inspirées par une femme. - Il n'hésite pas à rappeler à l'ordre une militante,



LA BANDE DESSINÉE D' « EL MOUDJAHID ».
Prières cinq fois par jour.

émancipée, d'El Fath, lorsqu'elle veut l'embrasser : il ne s'agit pas de « confondre libération et libertinage ». Mourad reste fidèle aux traditions : le rôle de la femme est au foyer, ou elle « répand la joie et s'occupe des enfants ».

Mais, en politique, il est progressiste. Pendant la guerre d'Algérie, il a lutté contre les Français. Aujourd'hui, il intervient partout où sevit l'exploitation impérialiste et sioniste. En Amérique latine, il empêche une sale affaire de trafic d'armes. En Afrique du Sud, il fait sauter une base militaire. Dans la bande de Gaza, il

abat un hélicoptère de l'armée israélienne.

Comme les dirigeants algériens, Mourad Saber croit que les peuples du tiers monde doivent s'aider eux-mêmes s'ils veulent sortir de leur misère. Le seul Européen qui l'appuie dans une mission est Hassan Petrovich, le chef des services secrets yougoslaves en Italie. Et il est musulman.

Les éditeurs de Mourad Saber ne peuvent, eux non plus, résister totalement à l'aide européenne. Ils publient des bandes dessinées sous le pseudonyme de Mourad Khader. Mais c'est un pseudonyme, car il est français.

Cet article a été publié dans plusieurs journaux européens dont "L'Express" et "Der Spiegel". La revue "Maghreb" n° 52 de juillet-août 1972 consacre elle aussi un article aux romans d'espionnage algériens dans lequel l'auteur s'attache surtout à démontrer le caractère raciste et antisémite de ces quatre romans publiés par la S.N.E.D. : "Délivrez la Fedaya" ; "la vengeance passe par Gaza" ; "Halte au plan terreur" ; "Pas de phantoms pour Tel-Aviv", sous la plume de Youssef KHADER.

Pour ce qui nous concerne, nous relevons surtout dans ces romans un contenu idéologique visant à faire l'apologie de la sécurité militaire dont Mourad SABER (S.M.15) est un lieutenant. Il s'agit, avant tout, de justifier les positions démagogiques du pouvoir algérien dans le co-flit israélo-arabe et de faire croire à une participation des Algériens dans la lutte contre le sionisme.

De cette façon, on tente à démontrer la supériorité des militaires algériens sur les autres peuples arabes. Ce qui est d'ailleurs relevé ici par une lectrice d'El Moudjahid qui écrit : "Oh paradoxe ! Dans tout ce délire raciste, nous avons même pu relever une trace de racisme anti-arabe. L'auteur ne parle-t'il pas de 'l'apathie congénitale de nombre de nos frères !' Signalons, en outre, que ces romans ont une singulière tendance à sous-estimer l'adversaire et à se consoler de victoires imaginaires. De cette façon, on pourra satisfaire à bon compte le désir légitime des jeunes arabes de libérer les territoires occupés par Israël.

Enfin, bien que notre héros fasse preuve, à longueur de pages, d'un nationalisme exacerbé, cela ne l'empêche pas d'être un produit d'importation de la pire espèce et une caricature "islamisée" de ses homologues occidentaux O.S.S. 117 et autres James Bond 001, et pour cause !

A la lectrice d'El Moudjahid qui s'étonnait de le découvrir "inconnu au bataillon de l'Union des Ecrivains Algériens" Youssef KHADER répond "Je vous signale par contre que je suis membre de la Société des Gens de Lettres de France. Et oui, je suis Français. Youssef KHADER n'est qu'un pseudonyme adopté pour la circonstance, destiné à assurer ma sécurité." (El Moudjahid du 8 août 1970).

Les pluies torrentielles qui se sont abattues sur l'Est du pays ont provoqué des inondations catastrophiques. Jamais encore on avait vu une situation aussi dramatique du fait d'intempéries.

Le bilan officiel est lourd : 21 morts ; 8905 habitations détruites ; deux pépinières emportées par les eaux ; 30 500 hectares de terres cultivées ravagées ; 11 400 têtes de bovins et ovins perdues ; la zone industrielle d'EL HADJAR fortement endommagée (les dégâts occasionneront *"un arrêt d'au minimum 40 à 45 jours"* La République ; la ville d'ANNABA privée d'eau et d'électricité ; de nombreux villages isolés ; le pont et les routes du département emportés, etc ... ce qui représente plusieurs dizaines de milliards.

Le bilan réel est encore plus lourd. Mais, on en parle pas dans la presse, car il s'agit du sort des populations les plus démunies, celles des bidonvilles à flanc de collines et à la périphérie (quartier du ruisseau d'or, Sidi Selem El Hadjar etc qui ont tout perdu dans la catastrophe et qui ne bénéficient à ce jour, d'aucun secours.

Les secours acheminés par les autorités sont dérisoires en regard des besoins et ils n'ont touché que certaines localités. On évalue à 50 000 le nombre des sinistrés.

Ceci nous amène au problème de la responsabilité. Apparemment, cette catastrophe est la conséquence d'une calamité naturelle et la presse insiste lourdement sur cet aspect. En fait, on peut accuser les autorités d'être en grande partie responsables de la gravité des dégâts. En effet, depuis plusieurs années, les conséquences des intempéries sont amplifiées et prennent à chaque fois des proportions désastreuses. Cela est le résultat de l'incurie des responsables et, plus particulièrement, de ceux de l'hydraulique qui consomment un budget énorme sans aucune réalisation. Les travaux effectués : routes, ponts, canalisations sont d'une qualité qui laisse à désirer, car les bourgeois prélèvent dans ces travaux des profits sans aucune retenue, au détriment de la sécurité des masses populaires (de nombreux scandales ont déjà éclaté à ce sujet)

Bien plus, les travaux décidés et réalisés concernent des ouvrages coûteux à caractère spectaculaire construits par des entreprises étrangères, source d'enrichissement pour la bourgeoisie, mais totalement inefficaces pour ce qui est des masses.

Pour revenir à la catastrophe de ANNABA, selon le journal "La République", tout a commencé avec la rupture de deux pompes du barrage de la Bounamoussa et l'éclatement de conduites d'eau. Le débit de l'eau atteignit alors 2 000 m3 par seconde. Ces eaux ont tout emporté sur leur passage.

Plus d'un mois après ces inondations, la population en subit toujours les conséquences. L'eau manque partout, les canalisations n'ont pas été réparées. Les services de la SONADE (hydraulique) sont complètement inefficaces.

La S.N.S. quant à elle, a retiré la responsabilité des travaux de réparations au service de l'hydraulique pour les prendre en charge directement. C'est ainsi qu'on a "mis le paquet" en réquisitionnant tous les engins qui ont travaillé nuit et jour pendant 14 jours. Coût de l'opération : 6 millions de DA. Et, tout cela, pour une réparation provisoire qu'il va falloir démolir maintenant pour la réparation définitive.

A l'occasion de la fin des travaux, la direction de l'usine d'EL HADJAR a offert un méchoui. Une centaine de personnes : cadres, walis, président de l'A.P.W., notables de ANNABA furent accueillis à cette réception qui eut lieu dans une grande salle bien décorée, tapis etc ... Quant aux ouvriers, ils furent reçus dans une petite salle, à côté ...

Pour ce qui est du barrage de la CHEFFIA, on fit appel à un spécialiste : BIEREZ de Grenoble qui vint examiner la fissure. Devant les responsables de l'hydraulique de la S.N.S. et de la wilaya, il proposa *"Messieurs, il faut réparer à la chinoise"*, ce qui signifiait : mobilisation de la main-d'oeuvre locale. Toute l'assistance lui rit au nez. Inutile de préciser que l'on réparera à l'américaine. Au moment des inondations, des volontaires s'étaient présentés à la wilaya pour participer au secours des sinistrés. On décida de ne pas les utiliser, car certaines autorités se méfient des jeunes qui se posent de plus en plus de questions et qui essaient de s'informer auprès des masses.



PREMIER MAI

A ARZEW

Les manifestations du 1er Mai ont eu lieu dans un silence de mort. Les ouvriers ont défilé en tenue de travail comme pour un enterrement. Quelques banderolles cherchaient visiblement à aller plus loin que les slogans officiels :

- . Socialisme dans les faits, changement réel ;
- . Droit des travailleurs dans l'entreprise ;
- . Révolution agraire totale ;
- . Propriété collective, (sous entendu non à la propriété étatique).

Les officiels "costumés" inquiets de la tournure que prenait la manifestation sont venus demander les raisons de ce silence. Les ouvriers leur répondirent : "En signe de deuil pour les travailleurs morts dans la lutte pour leurs droits."

A ANNABA

La veille du 1er Mai, des militaires ont placé quelques banderolles, exaltant "la révolution agraire".

Le lendemain, un cortège de quelques milliers de personnes fit en vitesse le tour du "Cours de la révolution", défilé qui dura de 9 h. à 10 h. 15.

Pour la première fois, on vit défiler les travailleurs dans un silence absolu pas un cri, pas un slogan, pas un chant. Seulement un silence impressionnant et quelques pancartes portées sans conviction.

Des chars et des camions flambant neuf de la S.N.M.C. ont aussi défilé. Ils s'accrochaient aux banderolles trop basses tendues au travers du cours.

Très vite, tout le monde s'est dispersé. Les cireurs et les mendiants chassés la veille eurent vite fait de réinvestir le centre de la ville.

Le soir même au Lycée Mubarek, il y a eu des incidents entre les lycéens et la police.